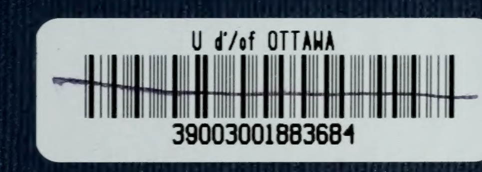
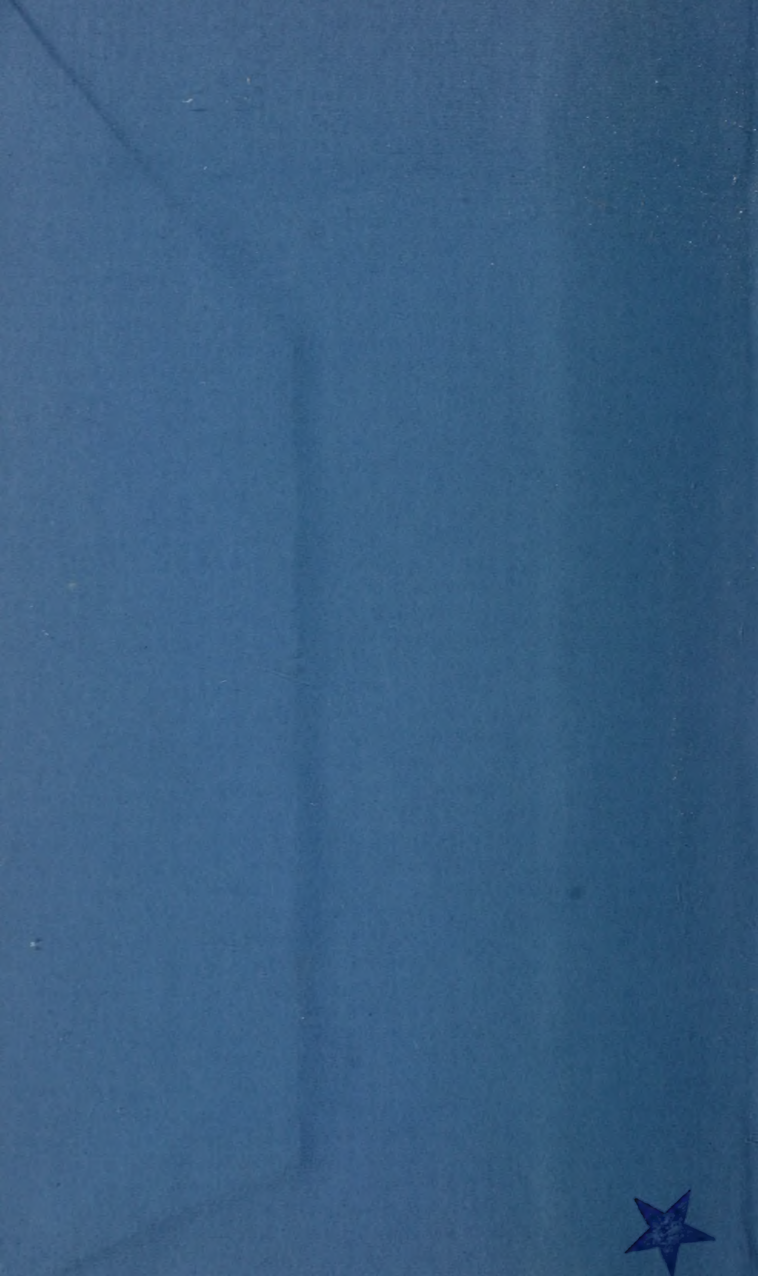

U d'/of OTTAWA
39003001883684



LE BOULEVERSEMENT MONDIAL

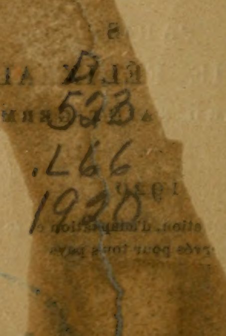
PAR

PAUL LOUIS

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1920

TABLE DES MATIÈRES



LE
BOULEVERSEMENT MONDIAL

I

L'UNIVERSALITÉ DE LA CRISE

J'ai écrit ces premières lignes le 5 octobre 1919. Il faut préciser les moments, car le monde chemine si vite, la succession des phénomènes est si accélérée, que l'esprit a peine à analyser les faits, à leur donner l'interprétation logique, à déduire immédiatement de chacun d'eux les conséquences rationnelles. Ce qui caractérise justement les crises révolutionnaires, c'est que le rythme des choses s'y accentue de façon prodigieuse et qu'elles excluent les déroulements méthodiques et les lentes élaborations. Jamais époque ne fut plus nourrie d'épisodes surprenants, de brusques secousses, d'effondrements subits et saisissants. Cer-

tains espèrent, d'autres appréhendent la tourmente. Ceux-ci et ceux-là ignorent qu'elle les étreint de toutes parts.

J'écris ces mots, je le répète, le 5 octobre 1919. Je veux prendre date, dans l'hypothèse plausible, probable, où le cheminement social serait plus rapide encore que la pensée. Le traité de Versailles a été ratifié sans enthousiasme par la Chambre, après de longs débats, qui ont mis en lumière les faiblesses et les tares de cet instrument diplomatique. Il semble que le parlement ait reconnu, dans toutes ses fractions, que cette paix était une mauvaise paix, mais qu'il n'ait pas eu le courage de désavouer les négociateurs et qu'il ait pris peur devant une réouverture de l'inconnu. Et d'ailleurs, les critiques qui visaient l'acte ne procédaient pas toutes des mêmes principes. Ce qui est avéré, c'est que ceux qui ont voté, comme ceux qui ont repoussé, comme ceux qui se sont abstenus, avaient la conviction raisonnée ou la sensation intuitive de la fragilité.

On se demandait si l'Amérique, dont la signature était indispensable, quoi qu'eût dit le président du conseil français, ratifierait le traité.

L'Italie était en proie à une agitation profonde. D'Annunzio venait d'occuper Fiume, au mépris de la discipline, et le cabinet italien, impuissant

à le ramener à l'obéissance, avait dissous la Chambre. Nationalistes et socialistes se préparaient à s'affronter avec violence, et nul ne se méprenait sur l'importance d'un scrutin d'où pouvait sortir une nouvelle guerre européenne, aussi bien qu'une guerre civile.

La grande grève des cheminots anglais se poursuivait depuis une semaine, arrêtant les communications, comme un défi solennel à la puissance de M. Lloyd George, et menaçait de s'élargir en grève générale du prolétariat britannique. Nul, ni de ce côté du détroit, ni de l'autre, ne contestait la gravité de cet immense conflit. Cette question se posait partout : le Royaume-Uni aura-t-il une révolution ouvrière ?

La France, à travers les grèves réitérées et qui affectaient les corporations les plus variées et jusque-là les plus réfractaires au syndicalisme, se préparait à renouveler toutes ses assemblées élues. L'atmosphère était chargée de fièvre, et les esprits marquaient la surexcitation que les historiens ont relevée dans les foules parisiennes et lyonnaises de 1848. La révolution russe vivait toujours et les Soviets s'apprêtaient à célébrer le deuxième anniversaire de la prise du pouvoir par les maximalistes....

Il y avait là un ensemble de faits, qui, avec

beaucoup d'autres, apparaissaient comme les indices d'un énorme bouleversement.

« Le monde a été totalement transformé par la guerre ». C'est une phrase qui était devenue courante en 1919, si courante qu'elle semblait une pure banalité. Elle était répétée à la fois par ceux qui s'attardaient dans le respect d'un passé périmé, et par ceux qui attendaient impatiemment la catastrophe finale où sombreraient les vieilles institutions. Elle exprimait simultanément l'optimisme et le pessimisme, la terreur et l'enthousiasme. Les esprits les moins perspicaces, dans les bourgades les plus reculées, se rendaient compte plus ou moins confusément qu'une période de l'histoire universelle était close et qu'une autre s'ouvrait.

Les hommes durent avoir une sensation analogue lors de l'écroulement de l'empire romain. Ferrero a établi une comparaison entre cet événement et ceux qui se déroulent, et, toute réflexion faite, elle n'est ni excessive, ni incorrecte. Tant de choses sont mortes depuis quelques années, ou vont mourir, que l'effondrement aura été gigantesque.

La guerre de 1914 a joué le même rôle que les invasions barbares, il y a quinze ou dix-sept siècles. Elle a ruiné tout l'édifice politique et

social, qui s'était formé à travers les temps, mais qui, en se façonnant, avait accumulé les tares à tous les étages. De même que les Hérules, les Visigoths, les Alains, les Vandales se transformèrent en touchant le sol de l'Empire et subirent l'influence de l'État qu'ils venaient battre en brèche et renverser, de même les vainqueurs militaires de la grande guerre ont été déçus devant leur victoire qui n'était point celle qu'ils espéraient. Tandis que tombaient les régimes contre lesquels ils avaient lutté, les régimes dont ils étaient les champions menaçaient ruine. Ils n'avaient même pas compris l'immensité de la crise qui se développait ; ils ne sentaient pas que tous les gouvernements du passé, toutes les hiérarchies, toutes les subordinations étaient minés, et que le désastre des uns avait, autant que le triomphe des autres, contribué à la rénovation universelle.

Les invasions barbares sont issues de causes multiples ; elles ont détruit la souveraineté romaine, mais elles ne l'eussent point détruite, si cette souveraineté n'avait été déjà et de longue date ébranlée et fissurée. La guerre est sortie de causes complexes — les unes immédiates, les autres lointaines, et dont les plus actives ne transparaissent point dans les documents d'archives,

dans les Livres jaunes, verts, blancs, rouges, oranges, etc., qui nous ont été prodigués et qui, ainsi que tous les recueils diplomatiques, sont féconds en lacunes volontaires. Les invasions barbares nous semblent dériver d'un groupement de faits que nous pouvons classer et énumérer : la guerre, aux générations futures, se révélera comme l'aboutissement de toute une histoire politique, économique et sociale. Ce n'est point atténuer la responsabilité, le crime des dirigeants, qui à l'heure suprême accomplirent le geste décisif, que de montrer en elle le dernier anneau d'une chaîne. Les invasions barbares étaient inévitables, ou elles n'eussent pu être évitées que par une transformation intégrale du monde romain, que répudiaient les catégories dominantes. La guerre était un phénomène fatal, et qui ne pouvait être conjuré que par le renouvellement des rouages, par la suppression des forces aveugles qui sévissaient en système capitaliste.

Dans les années qui ont précédé l'ouverture du conflit universel, les peuples percevaient plus ou moins distinctement la menace des sanglantes collisions ; ils la devinaient comme on sent, à l'état de l'atmosphère, que l'orage va éclater. La crise de Bosnie, celle d'Agadir, celle des Balkans en 1912-1913, montraient que l'échéance appro-

chait. Si, dans beaucoup de pays, la classe ouvrière resserrait sa surveillance et dénonçait plus haut les grands projets d'armements, c'est qu'elle avait banni toute illusion. La guerre fut beaucoup mieux prévue par ceux qui, au nom de leur doctrine, combattaient l'emprise militaire sur les institutions, que par ceux dont c'était la charge même de préparer les moyens de défensive et d'offensive. Les régimes ont leurs destinées ; l'évolution a sa fatalité. Le hasard n'existe que pour les inconscients, les ignorants ou les aventuriers. C'est le maintien d'une paix durable qui était illogique ; c'est la rupture de la paix qui était certaine pour tout homme apte à enchaîner des idées. Le vieux monde devait périr dans le cataclysme, mais le vieux monde courait au cataclysme avec toute la vitesse dont il était capable. Pour s'y soustraire, il eût dû bénévolement proclamer sa propre déchéance.

Il y a dans l'histoire un certain nombre de dates maîtresses ; elles marquent à la fois des écroulements et des reconstructions. Je n'en sache pas qui puisse être légitimement rapprochée de cette phase 1914-1919. Quelque grandes qu'aient été certaines commotions du passé, elles n'ont pas eu la même universalisation immédiate ; elles ne se sont pas transmises comme en un clin d'œil dans

les deux hémisphères ; leur action était limitée dans l'espace ou encore à tel ou tel domaine intellectuel ou moral. L'état du monde, à l'instant où elles se produisaient, ne comportait pas une répercussion quasi infinie des secousses.

La guerre, qui vient de se clore ou mieux qui n'est pas encore close, a éclaté à une heure où l'ensemble des terres habitées formait un tout unique. Les conflits des siècles révolus ne couvraient qu'une superficie restreinte ; les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique, d'Australasie ne participaient que rarement et médiocrement à nos luttes européennes. Les liens étaient nuls ou faibles entre notre continent et les autres. Les marchés ne se pénétraient pas entre eux au point qu'ils subissent à la fois les mêmes oscillations. Des attaches multiples ne s'étaient pas créées entre les collectivités humaines à travers l'Atlantique et le Pacifique. Il n'appartenait pas à un gouvernement, en lançant un ordre, de déchaîner des millions de soldats contre des millions de soldats ; la disette pouvait régner sur un point sans se propager de la zone tempérée à la zone tropicale et inversement. Il y avait comme des cloisons étanches. Les formidables collisions de l'époque napoléonienne restèrent cantonnées dans une portion du globe. Et c'est pourquoi les change-

ments qu'elles laissèrent après elles n'affectèrent qu'un secteur réduit.

Lorsqu'on dit : la guerre mondiale, pour qualifier celle-ci, on se borne à formuler une évidente vérité. Ce n'est pas le jeu des alliances, à lui seul, qui a projeté tous les peuples dans la lice, — mais la contexture générale du monde, les relations que le commerce et toute l'évolution économique avaient engendrées, interdisaient l'abstention à ceux-là mêmes qui eussent voulu la pratiquer. Ni les Etats-Unis d'Amérique, ni le Brésil, ni la Chine, ni le Guatemala, n'avaient passé des traités défensifs avec la France, l'Angleterre ou l'Italie, mais une sorte de force élémentaire les entraînait dans la tourmente.

Durant les trente dernières années, à l'heure où les impérialismes se développaient les uns en face des autres, préparant la conflagration suprême, — à l'heure où les convoitises, les haines, les désirs de vengeance s'aiguisaient, les rapports entre les nations atteignaient à un degré d'activité qui n'avait jamais été touché. Elles se rendaient compte qu'elles dépendaient étroitement les unes des autres, que celles-ci avaient besoin de celles-là pour se procurer des matières premières, et que celles-là avaient besoin de celles-ci pour écouler leurs produits fabriqués. Par une con-

tradiction colossale, plus ces rapports s'accroissaient et s'enchevêtraient, plus les solidarités se révélaient évidentes, et plus augmentaient les chances de guerre. C'est que les intérêts des peuples n'étaient pas les intérêts des oligarchies dominantes. La guerre fut universelle, parce que le monde, si déchiré fût-il par les rivalités politiques et les concurrences économiques, n'était plus qu'un marché, qui rassemblait en lui les marchés divisés d'autrefois.

Et parce que la guerre fut universelle, et pour les mêmes raisons, la révolution qui la suivra, dont elle a précipité le mouvement, sera aussi universelle. La crise de la vie chère, pour ne prendre qu'elle, a été aussi accusée en Suède qu'en Italie, au Canada qu'au Japon, en Allemagne qu'en Angleterre. Elle aura joué son rôle dans les deux hémisphères.

Pendant toute la durée de la lutte, ce sont les destructions de vies humaines, les dévastations, les succès et les échecs militaires qui ont retenu et concentré l'attention. Rarement l'humanité connut pareils deuils, pareilles terreurs, pareille tension nerveuse. Jamais autant d'hommes ne moururent à la fois ; jamais autant de richesses ne furent détruites simultanément. Pas une famille qui n'eût à pleurer quelqu'un des siens, pas une

dont la position fût stable, mais peu de personnes, de 1914 à 1918, comprirent qu'une profonde transformation de structure s'élaborait à travers les terres habitées, et qu'une solution de continuité, si l'on peut dire, interviendrait entre les régimes d'avant 1914 et ceux qui sortiraient de l'ouragan. Chacun se demandait quelle serait l'issue de cet immense combat, à quelle date il finirait, quelles vicissitudes se succéderaient encore avant que les armes tombassent, quelle serait la figure géographique de l'Europe, laquelle des deux coalitions vaincrait. L'idée que l'hégémonie des uns ou des autres n'était pas seule en cause, et que tout allait et devait crouler pour faire place à un ordre différent, était étrangère à la plupart des hommes dans les deux camps. Ils vivaient dans la minute présente, les yeux fixés sur la ligne de feu qui se déplaçait lentement, calculant les possibilités d'avance ou les risques de recul des armées de leur nation. Il n'est pas sûr non plus que les révolutionnaires de 1789 et de 1793, qui participaient à des luttes d'une autre sorte, en aient toujours perçu la portée lointaine. L'esprit humain embrasse rarement l'avenir et nécessairement s'attache aux incidents grands et petits du temps présent.

On ne saurait même affirmer que ceux qui,

par tendance naturelle ou acquise, inclinent aux idées générales, à la recherche des effets collectifs des événements, aient sur-le-champ saisi toute la signification de cette guerre. Reprenez les écrits des cinq dernières années. Les uns discernent la lutte de la démocratie contre l'autocratie : ils posent exclusivement le problème politique et encore le posent-ils avec une correction douteuse, puisque le tsarisme est aux prises avec les Empires centraux. Les autres développent le thème de l'antagonisme des races : les Germains contre les Latins et les Slaves ; — d'autres encore évoquent cette question unique : le militarisme allemand subsistera-t-il ou sera-t-il écrasé, et par sa disparition le monde sera-t-il libéré du militarisme ? Aucun, ou peu s'en faut, ne fait allusion à une mêlée beaucoup plus vaste ou plus confuse, où seraient engagés non seulement les peuples, les dynasties, les armées, les races, mais encore l'ensemble des institutions qui nous régissent. Et cette incompréhension relative s'est expliquée au début, parce qu'une guerre courte n'aurait pas engendré les mêmes conséquences qu'une guerre de plus de quatre années, — parce qu'une guerre, qui aurait entraîné quelques puissances dans ses remous, n'aurait pas pris la même portée décisive qu'une guerre de tous contre tous, — parce qu'une

guerre qui aurait laissé presque intactes les fortunes publiques et maintenu en gros les rapports d'échanges normaux, n'aurait pas bouleversé les choses au même degré qu'une guerre qui épuisait les fortunes publiques et qui abolissait partiellement les rapports d'échange. Puis les intelligences sont lentes; elles s'écartent difficilement des notions une fois adoptées : elles passent avec peine d'un point de vue à un autre. Au bout de trois mois, quand on s'aperçut que l'armistice ne venait pas, on conjectura que la paix surgirait dans les six mois suivants; on garda sans cesse cette conviction qu'un événement inattendu déterminerait la clôture des hostilités et que celle-ci ne pourrait tarder. Quelques semaines de plus ou de moins ne sauraient, pensait-on, modifier l'armature des États. Ce raisonnement paresseux se prolongeait, se renouvelait d'échéance en échéance. D'ailleurs tous ceux qui avaient osé prévoir la ruine générale, la disette universalisée, le déséquilibrement de la production avaient été taxés d'incivisme. Et l'on vécut ainsi dans l'anxiété du moment actuel, dans l'insouciance du futur, dans la méconnaissance des réalités essentielles, jusqu'au jour où l'on s'avisa que cette guerre n'était pas une fin, mais un commencement, et qu'elle ne s'était pas bornée à raser quelques su-

perstructures plus ou moins provisoires, et à déterminer pour un temps les relations des puissances européennes entre elles.

On a discuté, depuis des décades et même des siècles, ce problème philosophique : l'histoire comporte-t-elle des phases catastrophiques, des sauts brusques d'une période à une autre ? Il s'agit seulement de s'entendre sur la valeur des mots, et je n'ai point le désir de m'appesantir longuement ici sur ce sujet. Dans la réalité brutale, il apparaît qu'il y a comme un abîme entre le monde de 1919 et celui de 1914, que toutes les idées ont cheminé à allures rapides, et que la face du globe, de l'Europe à tout le moins, s'est déjà transformée. Plus de Romanow, plus de Habsbourg, plus de Hohenzollern, le militarisme décrié à fond, les classes dirigeantes dépouillées moralement de leurs directions : voilà quelques traits et assez caractéristiques en soi. Les cinq années, qui se sont écoulées depuis l'ultimatum à la Serbie jusqu'à l'automne de l'an dernier, ont vu plus de changements que tout un siècle. Et peu importe que ces changements aient été préparés par les modifications, plus ou moins perceptibles, qui s'étaient produites antérieurement dans la structure des États ou dans les relations des classes. Il est manifeste que si la guerre n'était pas inter-

venue, ils auraient tardé ou eussent été moins radicaux et moins gros de conséquences diverses, et que la vieille armature eût offert une résistance plus vigoureuse.

Beaucoup de personnes, qui avaient une vie assurée, exempte de soucis, et qui se laissaient aller au fil des jours dans les premières années du XXe siècle, répètent le mot fameux que d'autres appliquèrent à d'autres temps : « Que l'existence était douce avant la crise ! » Et elles se reportent, avec regret, avec compassion pour elles-mêmes, à une période où l'ordre social — leur ordre social — semblait stable, et où les secousses souterraines ne se succédaient pas avec une fréquence et une amplitude croissantes. Elles s'exagéraient d'ailleurs singulièrement la sécurité et la solidité, qui, à leurs yeux, caractérisaient les rapports de l'époque, car la révolution mondiale était en gestation et les indices s'en affirmaient de toutes parts.

Il y a cependant une opposition, comme une fissure, entre les premières années du siècle et celles-ci. Alors l'avenir ne s'esquissait que pour ceux qui envisageaient de près les phénomènes, et qui promenaient sur l'état des choses un regard averti. Aujourd'hui, les moins perspicaces, les esprits qui étaient le plus convaincus de la pé-

rennité des vieilles institutions, ne se peuvent méprendre. Ils en sont venus à admettre qu'un renouvellement intégral ne saurait plus être conjuré.

Ce qui masquait dans une certaine mesure la fissure, c'est que le personnel dirigeant n'avait pas varié. Alors que tout évoluait autour d'eux, les hommes politiques, qui avaient exercé le pouvoir dans des phases closes, le retenaient en leurs mains. Ni en France, ni en Angleterre, ni en Italie, ils n'avaient consenti à céder la place à d'autres. Pour justifier leur maintien au gouvernement, ils alléguaient qu'aucune capacité nouvelle ne s'était révélée ou ne s'imposait et que leur expérience démontrée servirait la chose publique. Ils n'étaient pourtant pas persuadés, plus que la masse de leurs contemporains, de la possibilité de prolonger le système. M. Lloyd George dans ses discours, et M. Clemenceau dans le particulier, reconnaissaient que tout s'en allait et que tout recommençait. Mais ils demeuraient là, ils s'attachaient à l'exercice de la puissance publique, tandis que tout s'émiettait, s'effondrait à la base. Ils ne sentaient pas qu'en se perpétuant aux affaires, eux les représentants d'un âge brusquement dépassé, ils ajoutaient encore à la précarité du régime qu'ils défendaient, dont ils avaient

été les expressions, dont ils n'étaient plus que des témoins historiques.

Les hommes, qui avaient dirigé les États à l'heure de l'ouverture du conflit, qui avaient vécu dans les ministères tous les épisodes de la guerre, étaient ceux aussi qui s'étaient chargés de la liquider. C'est ainsi qu'en 1789, les personnages représentatifs de l'ancienne France avaient essayé de gouverner la nouvelle, méconnaissant la gravité du cataclysme qui venait de tout renverser.

Il y a là un phénomène curieux pour le psychologue. Mais la mentalité des individus est analogue à celle des catégories sociales, qui ne veulent pas abdiquer, qui ne cèdent jamais qu'à une force supérieure, que ni les raisonnements, ni même l'esprit de simple conservation ne peuvent déterminer aux sacrifices nécessaires. L'interprétation, qu'on donne habituellement de la nuit du 4 août, est une des plus monstrueuses erreurs historiques. La noblesse et le clergé n'ont capitulé que lorsque toute résistance se révélait superflue. Si la bourgeoisie industrielle a reculé pas à pas devant l'attaque ouvrière dans les dernières années du XIXe et dans les premières années du XXe siècle, ce ne fut point par générosité, ni même par calcul ou tactique. C'est parce qu'elle se sentait impuissante à garder ses positions. Quand

Karolyi, à Pesth, transféra le pouvoir aux Soviets, il avait perdu tout espoir de le consolider entre ses mains. La classe dirigeante n'a rien négligé, durant les cinq années 1914-1919, pour se créer des abris au moins provisoires. Il lui fut relativement aisé de gouverner, en se retranchant derrière la dictature, en suspendant les libertés acquises, en interdisant aux uns de parler, et aux autres d'écrire, en jetant en prison tous ceux qui la gênaient, en multipliant les procès de trahison, en usant et en abusant de l'état de siège et des cours martiales. Elle prolongea le régime de guerre au delà de la guerre même, ne comprenant pas que par cette politique de violence, par ce régime exceptionnel et qui outrait encore tous les abus des temps normaux, elle assurait des arguments supplémentaires aux partis et aux groupes qui revendiquaient un statut intégralement renouvelé.

Après tout, il était peut-être bon qu'aucun compromis n'intervînt entre les institutions périmées et desséchées et les aspirations qui montaient des profondeurs des peuples. Il était utile que les privilèges se défendissent jusqu'à la dernière heure et que les hommes d'État vieillis dans les tâches officielles, et qui personnifiaient un âge déjà mort, en fussent les champions suprêmes. Ainsi tout paraissait plus clair. Les formules de

Wilson faillirent jeter le trouble. Il avait condamné les mœurs traditionnelles des chancelleries, la diplomatie secrète, les convoitises des impérialismes exaspérés et proclamé le droit des peuples. Mais ce ne furent que de vaines sonorités : les chancelleries reprirent leurs pratiques coutumières ; la diplomatie, plus que jamais, se réfugia dans l'ombre et le mystère ; les impérialismes manifestèrent des appétits surprenants pour ceux mêmes qui connaissaient leur rapacité ; le droit des peuples fut méprisé et foulé de toutes les façons, car ils ne furent consultés ni sur leur statut international, ni sur leur régime interne. Wilson avait cru légiférer pour l'humanité. On dénigrait son programme, on lui faisait échec par tous les moyens et finalement Wilson souscrivit à des actes qui étaient en parfaite contradiction avec les thèses qu'il avait soutenues. Il avait failli paralyser la vieille politique des vieux hommes d'État : ils se vengèrent en lui imposant le respect de ce qu'il avait dénoncé et censuré.

L'ancien régime conservait ainsi sa force apparente. Il semblait vivre de la plénitude de la vie, alors que la chaleur lui manquait déjà. Rien n'était changé dans son appareil extérieur ; il ressemblait à ces malades, dont la fin n'est plus

éloignée et qui, pour quelques jours, retrouvent des restes de vigueur et de lucidité. Le mécanisme gouvernemental grinçait, mais il fonctionnait. La classe maîtresse du pouvoir fermait les yeux sur les avertissements du dedans et sur les écroulements du dehors.

Lorsque les premières crises révolutionnaires éclatèrent, on affecta, à Paris et à Londres, de ne leur attacher qu'une importance restreinte. Ou mieux on en contesta même la réalité. Le mot d'ordre était que ni l'Allemagne, ni l'Autriche-Hongrie ne pouvaient être touchées par l'assaut ouvrier, et que même si leurs presses signalaient, en termes voilés, des chômages généralisés ou des collisions sanglantes, c'était uniquement pour déterminer, dans les nations alliées, des déchirements internes. Et ainsi on ne cessa de se méprendre, dans l'Europe occidentale, sur la valeur de certains phénomènes d'une haute portée indicative. — En sens inverse, à Berlin, on contestait que le tsarisme fût ébranlé. Si des troubles éclataient à Hambourg ou à Leipzig, on les attribuait aux menées de l'Entente. Chacune des deux combinaisons en lutte trouvait, dans la corruption et dans la trahison, les explications des mouvements du prolétariat, et ce qui était particulièrement significatif, c'est que les classes dirigeantes,

en cherchant à duper les masses par une savante exploitation de la presse, se dupaient elles-mêmes. Tout semblait pure intrigue et manœuvre de guerre. Nul n'admettait que les travailleurs pussent être réellement mécontents du cours des choses, qu'ils osassent secouer le manteau de plomb étendu sur eux et formuler ouvertement leur volonté d'un statut différent. Le monde a vécu des mois et des mois dans le rêve et le mensonge.

La révolution russe, qui fut le coup de tonnerre formidable de cet âge, qui retentit plus haut encore qu'un 14 juillet 1789 ou un 21 janvier 1793, surprit tous les gouvernements. Ni les ambassadeurs, ni les ministres qui avaient été envoyés en mission à Pétrograd, depuis le début de 1917, n'avaient discerné des possibilités de subversion. Ils avaient été aussi aveugles que l'entourage de Nicolas II. Ils n'étaient pas plus avertis du travail souterrain qu'accomplissaient les groupements socialistes et les syndicats, que des tractations nouées dans le secret avec l'Allemagne et l'Autriche par un Sturmer et un Protopopoff, et qui avaient abouti déjà à livrer la Roumanie.

Lorsque la révolution russe eut éclaté, on se piqua de l'arrêter à son premier stade ; on n'acceptait qu'un juillet 1830, la substitution de la

monarchie constitutionnelle à l'autocratie, et les dirigeants de l'Entente s'efforcèrent de paralyser à Pétrograd toute initiative qui eût pu précipiter le mouvement. Plus tard, ils admirent, et non sans réserve, que juillet 1830 fît place à février 1848. Ils ne voulurent ni de la suppression des engagements secrets, ni de la loi agraire, ni de la Constituante. De même que le capitalisme occidental, en créant les usines russes, avait simultanément créé un prolétariat industriel, — de même les gouvernements de Paris et de Londres, en abattant leur main sur la révolution russe, provoquèrent le triomphe du maximalisme. Ils n'avaient rien compris dans la crise qui se déroulait sous leurs yeux. Ils n'avaient pas supposé qu'elle franchirait les frontières de l'empire tsarien pour pénétrer dans les empires voisins, ni discerné qu'elle devenait désormais l'élément essentiel, décisif de la guerre, — celui auprès duquel les autres, militaires et diplomatiques, ne tiendraient plus qu'un rôle secondaire.

Les gouvernements d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ne virent pas plus clair. Ils se persuadaient que leur armature était suffisante pour résister à tous les assauts, et que tout au plus l'exemple des Russes déterminerait quelques tumultes ouvriers en France, en Angleterre, en

Italie. Ils ne conçurent nulle inquiétude des grèves gigantesques qui se succédaient chez eux. La presse alliée continuait à dénoncer, dans ces chômages, des mouvements prescrits par les ministres impériaux pour faire illusion aux socialistes d'occident. La sottise, l'aveuglement des milieux officiels de tout le continent furent incomparables. Tandis que la nouvelle de la prise du palais d'Hiver avait imprimé une secousse galvanique, communiqué un frisson d'enthousiasme à des millions d'êtres humains, les puissants de la terre demeuraient sceptiques et impassibles. Même dans la suite, ils ont cru vaincre le régime soviétique avec des intrigues et par des campagnes de journaux ou des expéditions coloniales. Metternich, cent ans plus tôt, s'était imaginé que le libéralisme était une fièvre passagère, et que les poussées nationales tomberaient comme de simples émeutes. Les gouvernants, sans doute, ne comprenaient ni le trouble que Kant avait éprouvé au bruit de la chute de la Bastille, ni l'émotion de Gœthe au soir de Valmy. Ils ne devinaient pas l'abîme entr'ouvert.

L'Etat ancien, dans la contexture qu'il a gardée jusqu'en 1919, était ruiné de longue date. La démocratie politique, ou plus exactement le statut qui avait prévalu sous ce titre, et qui n'avait de

la démocratie que la façade, n'était qu'une organisation transitoire entre l'ancien système absolutiste et la société socialiste. La révolution française, et les autres révolutions, qui avaient éclaté à son exemple et sur ses enseignements, avaient abattu les oligarchies et les autorités qu'elles avaient rencontrées devant elles, mais elles ne pouvaient devancer les temps en abolissant des structures qui n'étaient encore qu'au début de leur formation. Le XIX[e] siècle avait été caractérisé, dans son ensemble, par la substitution de la bourgeoisie aux anciens ordres privilégiés, par l'avènement quasi universel du parlementarisme qui correspondait à ce premier changement. A côté de la bourgeoisie dominante, issue du mouvement industriel, subsistaient des vestiges des aristocraties périmées. En Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Angleterre, les anciens seigneurs n'avaient été ni totalement dépossédés de leurs propriétés foncières, ni complètement frustrés de leurs avantages politiques qui étaient d'ordres divers. Mais la féodalité avait reculé peu à peu partout devant le capitalisme. Les hautes charges de cour ne suffisaient plus aux gens à particules, qui s'installaient dans les conseils d'administration. De même, dans toute l'Europe ou à peu près, des assemblées électives avaient surgi, qui

limitaient plus ou moins le pouvoir personnel. La grande industrie s'était rendue maîtresse des affaires ; elle y prédominait d'autant plus aisément, que le maniement en devenait plus complexe et plus ardu et requérait des compétences techniques moins rudimentaires. De ce côté, l'évolution était presque terminée. Guillaume II n'avait-il pas ouvert les secrétariats d'Etat aux Dernburg, aux Helfferich, et pensé pour la chancellerie à un Ballin ?

Mais ce régime intermédiaire était frappé d'une tare originelle. Du moment que la prépotence providentielle d'une caste était éliminée, et que l'absolutisme de droit divin acceptait des lisières imposées, toute construction était essentiellement précaire et discutable. Les révolutions du XVIIIe et du XIXe siècle, par les principes mêmes qu'elles avaient invoqués, n'avaient joué d'autre rôle que celui d'une préface. Gracchus Babeuf avait fort bien compris et établi que les mouvements de 89, de 92, de 93, préludaient à d'autres infiniment plus profonds. Ils avaient libéré une certaine catégorie sociale, mais aussi longtemps que l'égalité de fait, qui est l'égalité économique, ne serait pas réalisée entre tous les hommes, et que l'égalité politique — qui est théorique et vaine, si l'inégalité économique subsiste — n'aurait pas été complétée et pourvue d'une

base substantielle, aucun équilibre ne serait stable. Toutes les crises du XIXe siècle, — et je ne veux pas les énumérer, — chez nous et ailleurs, ont démontré que l'ancienne classe subjuguée était devenue une classe dirigeante, et que des masses d'êtres humains vivaient sous sa domination plus ou moins masquée. Ceux qui avaient fait, en France, les journées de juillet 1830 et de février 1848, et qui les avaient tournées au profit d'une minorité plus ou moins étroite, en se saisissant de toute la puissance de l'Etat, trouvaient abusif que d'autres voulussent continuer l'œuvre et reconstruire la société sur d'autres fondements. Mais le cheminement spontané des choses était plus fort que leur résistance. Plus l'industrie et les échanges se développaient, plus la population rurale était aspirée par les villes, — plus les capitaux se concentraient, et plus s'accroissaient les contingents des prolétaires qui ne pouvaient arrêter leurs conceptions ni à 1789, ni à 1792, ni à 1830, ni à 1848. Sans doute leur action, quelle qu'en fût la forme, n'avait pas réussi, avant l'ouverture de la guerre mondiale, à terrasser les organismes existants et à modifier les rapports des classes entre elles. La bourgeoisie d'Angleterre avait cru vaincre le chartisme, comme la bourgeoisie française s'était imaginé avoir rem-

porté un triomphe sur l'insurrection communaliste. L'empire allemand traitait le parti socialiste en quantité négligeable. En aucun pays, on ne s'apercevait que les échecs successifs du prolétariat politiquement ou économiquement organisé laissaient intactes ses chances d'avenir. Pour le maîtriser à tout jamais, il eût fallu arrêter la marche de la société, suspendre la production, élaborer une régression systématique de l'activité manufacturière, retourner au temps où ni la vapeur, ni l'électricité n'étaient au service de l'humanité. Le capitalisme, pour se sauver, eût dû se suicider. Plus il étendait son emprise, et plus il augmentait ses risques de mort.

L'impérialisme, et le colonialisme en particulier qui n'en était qu'un aspect, furent mis en œuvre par lui. En pliant à sa domination des mondes nouveaux, il évitait temporairement de succomber à la surproduction, qui était le mal permanent d'un régime anarchique, et conjurait les chômages trop vastes qui jetaient les ouvriers à la rue et les incitaient aux actions de violence. Du point de vue égoïste des classes dirigeantes, la course aux kilomètres carrés, la recherche des débouchés nouveaux, fussent-ils acquis par des campagnes sanglantes, se conçoivent parfaitement. Il faut, coûte que coûte, retarder l'heure où le

prolétariat affamé n'hésitera plus à tout sacrifier. Jamais la bourgeoisie anglaise n'aurait réussi, dans le pays le plus industrialisé d'Europe, à prolonger sa puissance, si l'exploitation de son immense empire exotique ne lui avait permis d'entretenir son outillage mécanique ou humain en pleine activité. La bourgeoisie allemande eût peut-être été moins belliqueuse, si l'empire, trop tard venu dans la carrière, avait trouvé moyen de se pourvoir au dehors de plus amples annexes. Partout la grande expansion impérialiste et colonialiste a été contemporaine du grand développement usinier. Les fabriques avaient besoin de matières premières à bas prix, et que ne donnait point la vieille Europe ; elles cherchaient à la fois des marchés sans cesse élargis, et le militarisme se mettait au service des chefs d'industrie, — avec lesquels il liait ainsi une définitive partie, pour leur procurer et les matières premières et les marchés.

Mais l'impérialisme et le colonialisme n'assuraient au monde capitaliste qu'un médiocre sursis. Ils devaient avoir pour résultat logique et précis l'universalisation de la crise révolutionnaire. Les terres neuves, où pénétraient les Européens pour les rattacher aux métropoles, tombaient dans la dépendance économique de celles-ci, et recevaient d'elles un mécanisme de production et d'échange

qui ressemblait au mécanisme des anciens domaines. L'industrialisme s'est étendu de proche en proche, et de nouvelles masses de population ont été prolétarisées, c'est-à-dire gagnées pour les transformations futures.

Au bout d'un laps de temps plus ou moins bref — si toutefois les circonstances s'y prêtaient, — les colonies ne se contentaient plus de vendre des substances brutes et d'acheter des produits fabriqués, mais elles prétendaient elles-mêmes se servir de leurs richesses naturelles et les façonner pour les besoins de leurs habitants, ou même pour ceux d'autres contrées. Et ainsi la concurrence s'intensifiait, la surproduction s'aggravait et des espaces immenses, qui vivaient jusque-là en dehors de la civilisation moderne, étaient entraînés dans le cycle capitaliste.

Le monde vit, ou peu s'en faut, dans un statut uniformisé. Le problème ouvrier se pose au Canada ou en Australie comme en Angleterre. Une révolution sociale, qui aurait éclaté, au milieu du dernier siècle, aurait couvert seulement quelques pays. La révolution sociale sera désormais universelle, — même si elle ne s'universalisait pas en un clin d'œil, — parce que les conditions de vie et les rapports des possédants et des non-possédants sont à peu près partout sensiblement les mêmes.

Tous les phénomènes des trente dernières années ont concouru à préparer ce résultat.

Il ne s'agit pas ici de préciser les grandes lignes de la société future, mais il suffit pour les percevoir de rechercher quelles forces battent en brèche la société présente, et au nom de quelles idées elles s'exercent.

Les guerres de la Convention — guerres localisées — ont préparé l'avènement de la démocratie politique en Europe. La guerre immense, qui a duré de 1914 à 1919, à élaboré l'avènement international du socialisme, parce qu'internationale avait été la prédominance du capitalisme. Et ceux-là mêmes, qui sont les plus opposés à l'instauration du mécanisme nouveau, sont obligés de reconnaître que son cheminement sera irrésistible.

II

LE MENSONGE DE LA PAIX

Au sortir d'une aussi longue conflagration, qui a coûté la vie à des millions d'hommes, et qui a créé un peuple de mutilés et de déments, l'univers a-t-il la paix ? Qui oserait le prétendre ? Qui oserait soutenir que le statut diplomatique élaboré par la conférence est durable, et qu'il ne recèle pas des causes de conflit en nombre infini ?

La distribution des États et la répartition des peuples sont telles, que tout équilibre fait défaut, et qu'à une heure quelconque, les nations se révolteront contre la structure politique.

Une paix viable, acceptable, honnête, eût été celle qui n'eût violenté aucune collectivité humaine. Elle eût tenu compte exclusivement de la volonté exprimée par les majorités dans chacun des compartiments du globe, et eût assuré aux minorités

elles-mêmes, dans la plus large mesure, l'autonomie. Le droit des peuples procède du même principe que le droit des individus. Les conceptions de la révolution russe, en matière internationale, se reliaient à celles de la révolution française, et si les thèses wilsoniennes furent accueillies avec tant de sympathie par les foules ouvrières, c'est qu'on retrouvait en elles des idées courantes et presque banales. Mais ces idées n'étaient pas acceptées par les chancelleries, ou si les chancelleries y souscrivaient, c'était pour mieux les tourner. Il suffit de voir à quelle reconstruction dérisoire, précaire, monstrueuse, les plénipotentiaires ont abouti. Dans cette reconstruction, la justice et la liberté ont joué le moindre rôle : c'étaient les parentes pauvres, auxquelles on faisait la plus petite place, et qu'on n'évinçait pas complètement par crainte d'un scandale trop évident. La contrainte et les combinaisons dominent tout dans ce monde qui se proclame nouveau, qui n'est que l'ancien monde sous une façade nouvelle, et qui, pour ce motif, comporte de formidables risques d'immédiate disparition.

L'occasion était unique, à l'issue d'une période de terreur et de désordre, pour adopter un programme rationnel, fondé sur des maximes simples et claires, et qui eût écarté les menaces de conflits

prochains. Mais pour que les gouvernements belligérants l'eussent saisie, il eût fallu qu'ils fussent sincères dans leur proclamation du droit des peuples, et soustraits à l'emprise du régime capitaliste, dont ils demeuraient les mandataires. Des doctrines étaient nécessaires ; il n'y eut que des appétits. Plus haut on dénonçait l'impérialisme chez autrui, plus cyniquement on le pratiquait pour soi-même. Le pangermanisme était terrassé, mais il n'était qu'une des expressions de la fureur d'annexion qui travaillait les États grands et petits. Chacune des puissances anciennement constituées, chacune des jeunes puissances qui sortaient des décombres des empires effondrés, entendait élargir au maximum son domaine. Ce fut une curée telle qu'on ne lui trouverait que malaisément des précédents dans l'histoire.

Mais la violence, qui forge des servitudes, ne crée rien de durable. D'âge en âge ont été ruinés par la guerre ou par la révolution les dominations qu'elle avait érigées. Le statut façonné par la conférence de Paris, et qui contraste si brutalement avec les aspirations des groupes ethniques de toute dimension, ressemble à l'empire d'Alexandre ou à celui de Charles-Quint ou à celui de Napoléon. Il ne se prolongera qu'autant que des armées seront là pour le soutenir, ou que des

armées plus fortes ne se lèveront pas pour vaincre celles-ci, ou qu'une secousse volcanique ne le jettera pas à terre. Au moment même où il surgissait, il était condamné par la classe qui gérera l'avenir, et qui aura le dernier mot. On pourrait dire qu'il a été instauré contre elle, et comme un défi aux principes qu'elle avait toujours avoués. A cet égard, il mérite d'être rapproché de celui qui l'a précédé.

J'ai dit qu'à aucun égard, le champ de vision ne pouvait se borner à l'Europe, mais que tous les continents y devaient entrer à la fois, et de fait, c'est l'immense majorité des États qui ont été représentés à la conférence, et tous les États, même ceux qui sont restés neutres jusqu'à la fin, seront affectés par les décisions prises. On s'était battu sur le Rhin et sur la Vistule, dans la mer Noire et dans le Pacifique, en Valachie et au Congo, en Perse et en Ukraine, au Caucase et au Mozambique, au Cameroun et dans le Tyrol, en Serbie et en Mésopotamie ; l'Angleterre avait suscité contre le Grand Turc le roi du Hedjaz, comme l'Allemagne avait tenté de soulever sontre le Royaume-Uni les Afghans et les Indous ; le Japon avait dépêché des troupes au Chan-Toung et occupé Kiao-Tchéou, et la marine australienne avait débarqué des fusiliers en Nouvelle-Guinée et

ailleurs : des communautés humaines qui n'avaient jamais pris les armes étaient broyées dans le conflit, et celles-là mêmes qui n'avaient pas voulu se battre avaient subi de dures souffrances, car les sacrifices d'existences humaines le long de la ligne de feu n'étaient pas les seuls que l'on dût enregistrer. L'humanité tout entière eût pu s'asseoir autour d'une gigantesque table : ce furent quelques personnes qui tranchèrent tout. Responsabilité écrasante ! Présomption morbide !

On songe à 1814-15 et à 1878. En 1814-15, la diplomatie s'attacha, autant qu'elle le pouvait, à rétablir l'ancienne Europe ; l'empire napoléonien avait sombré dans l'épuisement militaire de la France et sous une dernière et générale coalition. C'était contre la France que toutes les dispositions étaient prises, et parce que le pays qui avait fait la révolution, — et d'où ensuite, par une formidable contradiction, était sortie l'entreprise romaine de Bonaparte, — apparaissait comme la suprême et unique menace et pour la paix de la légitimité et pour les monarchies constituées dans la servitude des nations. Mais le congrès de Vienne ne jeta guère les yeux hors d'Europe.

En 1878, il s'agissait de cantonner la Russie dans un espace déterminé et d'arrêter son élan annexionniste. San Stefano avait mesuré sa puis-

sance et mis les Balkans et l'empire ottoman — des deux côtés de la mer de Marmara — dans son obédience. De la Bulgarie vassale, elle pouvait descendre vers l'Adriatique et se tourner vers l'Europe occidentale ; de ses districts transcaucasiens et de ses positions de l'Asie centrale, elle pouvait marcher sur l'Inde et, en attendant, conquérir la Perse, s'établir entre la Caspienne et le golfe Persique, à proximité de Caboul et de Bombay. L'Autriche s'émut, parce que ses intérêts balkaniques, en pays sud-slave, étaient compromis ; elle s'alarma, en voyant se dessiner sur la carte cette grande Bulgarie, qu'elle médita elle-même plus tard d'ériger, par ressentiment envers la Serbie, par crainte de l'unification serbo-croato-slovène. L'Angleterre s'inquiéta, parce que sa politique traditionnelle exigeait — et la guerre de Crimée en avait été l'expression, — que la Russie ne dominât pas au sud du Danube et qu'une barrière solide fût opposée à l'expansion asiatique des Tsars. Vienne et Londres, avec la complicité de Bismarck, rognèrent, au congrès de Berlin, les conquêtes directes ou indirectes d'Alexandre II. Cette fois, on s'occupa de deux Continents, mais seules furent en cause la portion orientale de l'un et la portion occidentale de l'autre.

Ni le congrès de Vienne, ni le congrès de Berlin

ne sauraient être, de loin, assimilés à la conférence de Paris, pour l'immensité, la multiplicité, la diversité des problèmes envisagés.

Sur les cinq grandes puissances alliées qui y ont siégé, pour élaborer les clauses des paix allemande, autrichienne et autres, deux étaient extra-européennes : les Etats-Unis et le Japon. La Chine et les républiques sud-américaines, les Dominions britanniques qui faisaient solennellement et bruyamment leur entrée dans l'histoire diplomatique, ont tenu leur place, et Lloyd George n'a arrêté aucune décision sans avoir consulté au préalable les délégués du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud. Les engagements pris en matière territoriale, et auxquels tous les cabinets représentés ont souscrit, — le pacte de la Société des Nations, auquel les neutres étaient admis à acquiescer, les dispositions adoptées sur des questions secondaires et particulières, constitueront un réseau serré de contrats qui enveloppera le monde. Quoi qu'on en pense, ils se révèlent dans l'ensemble comme une innovation considérable, et pour cette simple raison, que la presque totalité des domaines terrestres — ceux de l'ancienne Russie exclus — y ont été impliqués. Mais cette exclusion, je m'empresse de le dire, est à peine moins importante que cette généralisation des

stipulations diplomatiques. Elle maintient une énorme inconnue, tandis que les traités déjà élaborés comportent en eux-mêmes la possibilité de conflits qui automatiquement s'universaliseront.

Regardons le monde d'hier, tel qu'il s'inscrivait sur la carte, et regardons ensuite le monde d'aujourd'hui, tel qu'il ressort des travaux des diplomates. Il ne s'agit, de part et d'autre, que d'une courte analyse.

Il y avait, en Europe, trois États de type dynastique parfait, c'est-à-dire que l'armature en était marquée par la permanence d'une maison princière et par le développement d'une caste militaire associée à celle-ci. Ils avaient atteint à des degrés d'activité économique variés ; le capitalisme y était plus ou moins concentré. L'Allemagne opposait à une bourgeoisie opulente, et à une noblesse foncière pourvue d'amples privilèges, un des prolétariats industriels les plus nombreux et les plus compacts qui fussent ; la Russie, à l'inverse, reposait sur une base agraire, les fabriques n'ayant occupé qu'une faible place dans la vie générale, et les paysans représentant l'immense majorité du peuple ; l'Autriche-Hongrie figurait un stade intermédiaire, avec ses grandes cultures de Transleithanie et ses districts manufacturiers du pays tchèque.

Mais le monarque à Berlin, à Pétersbourg, à Vienne, se rattachait aux traditions absolutistes et refusait d'abdiquer une parcelle de son pouvoir. Il avait retrouvé, dans l'expansion du capitalisme elle-même, de nouveaux moyens d'action, parce que les classes dirigeantes se réfugiaient derrière lui, avec l'espoir qu'il défendrait leurs personnes et leurs biens contre la révolution. M. Bassermann, M. Spahn n'étaient pas moins dévoués aux Hohenzollern qu'un Reventlow ou un Heydebrandt.

Ce qui consolidait dans ces trois empires l'autorité du souverain, c'est qu'en lui se réalisait l'unité de l'Etat. Le tsarisme ne gouvernait pas une seule Russie, mais toutes les Russies ; il opprimait les allogènes de la Baltique et ceux du Caucase et ceux de l'Ukraine et ceux de la Pologne, et les catégories politiques ou économiques qui bénéficiaient de cette oppression ne se souciaient pas d'affaiblir la puissance des Romanow, à laquelle elles participaient par quelque côté.

Les Hohenzollern ne régnaient pas seulement sur la Prusse comme rois, mais comme empereurs ils planaient au-dessus des particularismes. Il y avait un Reichstag — d'attributions médiocres, — et c'étaient eux qui symbolisaient la fédération germanique. Là aussi, se pressaient des allogènes :

en Alsace-Lorraine, en Posnanie, en Silésie, en Prusse orientale même, en Slesvig et seule une monarchie militaire les pouvait contenir dans le respect de l'ordre établi.

Les Habsbourg, qui s'appuyaient sur le groupe allemand en Cisleithanie et sur le groupe magyar en Transleithanie, apparaissaient comme le lien vivant entre les races suzeraines et les races vassales. L'empire danubien, comme l'empire germanique, comme l'empire russe, était une construction de la force et qui ne durait que par la contrainte. Les Tchèques de Bohême et de Moravie, les Slovènes et les Croates de la côte Adriatique, les Italiens de Trieste et du Trentin, les Roumains de Transylvanie n'attendaient qu'une occasion de se détacher.

L'Italie avait été rassemblée — si l'on peut dire — par la maison de Savoie, qui avait su exploiter à merveille et pour son propre profit, les aspirations nationales. Elle était, en quelque sorte, un État d'un type mixte, car la monarchie y gardait un grand rôle et demeurait l'instrument d'unification, mais les allogènes, c'est-à-dire les communautés ethniques assujetties, étaient absents. La Péninsule différait de l'Angleterre et de la France en ce que celles-ci étaient de pures et simples oligarchies bourgeoises, l'une avec un

président héréditaire, l'autre avec un président électif.

Ici le capitalisme régnait sans partage. Derrière les institutions de façade se dissimulaient les institutions réelles. Ce qui caractérisait le Royaume-Uni et la République française, c'était le développement du navalisme d'un côté, du militarisme de l'autre, qui étaient tous deux au service de l'expansion coloniale et qui absorbaient une grosse partie des ressources nationales. La résistance de la classe ouvrière en France n'avait pu paralyser l'impérialisme exotique, et l'aggravation permanente du problème social, auquel s'ajoutait le problème irlandais, si complexe en son essence, incitait plutôt les gouvernants de Londres à étendre leur mainmise sur de nouveaux territoires.

Hors d'Europe, deux États jouaient un rôle qui avait été croissant dans les dernières années, et, depuis une décade, se surveillaient jalousement l'un l'autre : l'Amérique et le Japon, que séparait l'immensité du Pacifique, mais qui trouvaient, dans leurs aspirations à l'hégémonie de cet Océan, des raisons de conflit. Nul n'aurait pensé qu'en cas de guerre mondiale, ils pourraient participer à un même groupe de puissances. L'Union, avec quelques différences, se classait dans la même

catégorie d'États que la France et l'Angleterre : c'était une grande démocratie bourgeoise dominée par d'opulents syndicats industriels. Le Japon ressemblait par sa structure à l'Allemagne ou à la Russie et l'ancienne caste militaire, pour y avoir revêtu un aspect modernisé, n'en était pas moins la maîtresse impérieuse du pouvoir. Depuis la guerre de 1894 avec la Chine, depuis sa victoire de 1905 sur l'empire tsariste, le gouvernement nippon, qui passait à tel clan après avoir appartenu à tel autre, rêvait d'asservir toute la face orientale de l'Asie.

Ainsi l'expansionnisme guerrier, quel qu'en fût le mécanisme, travaillait à la fois les États de type ancien, où plusieurs communautés ethniques formaient une façon de hiérarchie sous la lourde tutelle d'une dynastie, et les États de type plus récent, où une aristocratie financière, manufacturière et commerçante s'était saisie de la direction politique. Certains d'entre eux, dans les dernières années du XIXe siècle et au début du XXe, avaient réalisé de vastes conquêtes territoriales, mais d'autres étaient, comme je l'ai dit, tard venus pour des raisons diverses et qui tenaient à leur histoire même, et ceux-ci voulaient regagner le temps perdu, — fût-ce en arrachant à leurs voisins des domaines occupés par eux, fût-ce en ouvrant

de formidables querelles. L'Afrique était à peu près totalement allotie, mais l'Asie antérieure demeurait plus ou moins ouverte aux tentatives de l'impérialisme, car l'édifice ottoman, en dépit des révolutions survenues, donnait l'impression de l'irrémédiable décrépitude.

Le jour où Guillaume II alla à Constantinople et visita la Syrie, la guerre mondiale fut décidée. L'Allemagne, qui se jugeait mal partagée en Afrique, avait jeté son dévolu sur le monde turc. Son militarisme, par la réorganisation de l'armée du Sultan, y trouvait autant d'avantages que son capitalisme par la mise en valeur de l'Anatolie. Von der Goltz et Liman von Sanders jouèrent leur rôle dans cette entreprise, tout comme la *Deutsche Bank* et les ingénieurs du Bagdad. Celui qui eût annoncé, au temps de Guillaume Ier et de Bismarck, que les Hohenzollern étendraient un jour leurs ambitions sur Constantinople, Konieh, Alexandrette, Mossoul, eût passé pour un insensé. Et pourtant les vingt dernières années ont vu le développement de ce plan, peut-être incertain, flottant au début, et qui alla ensuite peu à peu se précisant.

L'Autriche-Hongrie était solidaire de l'Allemagne. Pour que celle-ci pût exécuter son programme, il fallait qu'il n'y eût aucune solution

de continuité entre sa frontière de l'Est et la frontière turque, et ainsi le concours du cabinet de Vienne et d'autres concours encore lui étaient indispensables. On comprend pourquoi elle mit sous son contrôle tout le système politique et diplomatique austro-hongrois, et pourquoi elle poussa François-Joseph et ses ministres d'Ærenthal et Berchtold vers Salonique, au risque de déterminer dans les Balkans d'effroyables remous et de provoquer, dans l'empire danubien lui-même, où tant de races s'enchevêtraient, des secousses mortelles.

On n'insistera jamais assez sur les conséquences, que cette entreprise asiatique de l'Allemagne — qui s'encadrait elle-même dans tous les autres plans de l'impérialisme européen — engendra en des ordres d'idées variés à l'infini. Elle accentua le conflit qui existait à l'état latent entre Berlin et Pétersbourg ; elle précisa ou plutôt aggrava la méfiance qui régnait déjà entre Vienne et Rome ; elle fomenta une agitation illimitée dans les petits royaumes qui formaient alternativement la clientèle de la Russie et de l'Autriche et qui cherchaient, avec leur voie, des occasions de profit. Elle mit en branle, soit pour les fortifier, soit pour les affaiblir ou les détruire, toutes les alliances entre lesquelles l'Europe se partageait : elle incita l'An-

gleterre et la Russie, qui traditionnellement étaient hostiles l'une à l'autre, à se réconcilier, — et le pacte qui abolit, en 1907, l'indépendance de la Perse, fut la première sanction de ce rapprochement. Le tsar et son entourage appréhendaient que toute influence ne leur échappât sur la presqu'île des Balkans, et le *Foreign Office* se demanda quelle serait la sécurité de l'Inde, si jamais Guillaume II étendait sa protection sur la Mésopotamie. Le fond du grand débat européen, qui s'est tranché sur les champs de bataille, de 1914 à 1918, le voilà.

La guerre n'éclata pas fortuitement : tout ce qui pouvait la refréner — l'isolement britannique, le pacte latéral entre Berlin et Pétersbourg auquel Bismarck, Guillaume Ier et Frédéric III tenaient si étroitement — avait disparu. Les gouvernements avaient de longue date pesé toutes les occasions d'incendie ; dans chaque État, les facteurs de conflit et les facteurs de pacification étaient en présence et entraient en lutte avec des chances variées. La haute banque s'était divisée suivant ses intérêts, comme la grande industrie : les métallurgistes envisageaient sans émoi l'hypothèse d'une gigantesque conflagration ; les tisseurs s'en alarmaient. Les commerçants n'étaient pas tous du même avis ; rares étaient les gens qui entrevoyaient pour

le monde — pour les vainqueurs comme pour les vaincus, pour les neutres comme pour les belligérants — l'éventualité d'un affaissement économique désastreux. On recherchait encore si la guerre ferait le jeu du socialisme et du syndicalisme — en leur fournissant des arguments nouveaux contre la société qu'ils combattaient, — ou si à l'inverse, en exaltant la discipline et en renforçant la puissance de l'État, en brisant l'idéal de fraternité internationale que beaucoup élevaient si haut, elle ne tuerait pas les tendances révolutionnaires. Mais à la minute suprême, toutes ces considérations devaient tenir fort peu de place.

Les raisons de conflit, même en dehors du problème que j'ai évoqué plus haut, étaient d'ailleurs innombrables, parce que de toutes parts apparaissaient des asservissements, des mutilations du droit, des abus de la violence. Il y avait l'Alsace et la Pologne, la Bohême et la Transylvanie ; il y avait les griefs que les royaumes balkaniques nourrissaient les uns contre les autres, et que les campagnes de 1912 et de 1913 avaient portés au maximum d'acuité ; il y avait les compétitions coloniales. Les États, qu'ils fussent de forme démocratique ou de structure dynastique, que l'esprit mercantile y dominât ou l'esprit militaire, ne tendaient pas à fixer une règle, à déter-

miner une procédure qui permît de liquider ces différends à l'amiable. Par cette seule considération que le régime capitaliste durait et s'épanouissait, toute refonte du globe sur la base d'un principe de justice ou de liberté était exclue. Ce qui est surprenant, ce n'est point que les armées aient été mobilisées dans l'été 1914, c'est que le recours aux armes n'ait pas eu lieu auparavant. Mais une fois le mécanisme de la guerre mis en jeu dans une partie de notre continent, tous les litiges qui sommeillaient se réveillèrent. Il sembla qu'on dût opérer — après l'armistice — un renouvellement définitif et rationnel de la carte.

Le monde de demain n'est pas plus viable que celui d'hier. Il repose en effet sur les mêmes assises, et si des États nouveaux ont surgi, émancipés de la tutelle de certains empires, issus de leur démembrement, il n'est pas dit que leur formation, dans les conditions où elle s'est réalisée, consolide la paix. Je crois beaucoup plus fermement, et pour des raisons qui éclatent à tous les yeux, qu'ils viennent ajouter au chaos et que les possibilités de collisions sanglantes se sont multipliées.

L'impérialisme n'est pas mort : au contraire, il vient de prendre, sous nos yeux, une expansion nouvelle, et ce phénomène était en quelque

façon inévitable, parce que si le régime capitaliste est condamné, il use partout ses dernières énergies. La puissance, la direction de l'univers ont changé de mains, mais le mécanisme économique et social subsiste dans son ensemble et joue dans presque tous les pays sans modification appréciable. Tant qu'il se prolongera, il produira ses effets logiques. Il ne peut s'affranchir ni de l'annexionnisme, ni du militarisme qui se lie étroitement à celui-ci, et qui a une valeur à la fois interne et externe. Les convoitises des États deviennent même d'autant plus vives, leur course aux marchés se fera d'autant plus effrénée, que les fortunes nationales s'épuisent, et qu'ils peuvent moins aisément vivre sur eux-mêmes.

Il n'est pas exact que les aspirations des communautés populaires aient été satisfaites, et que par leur consécration un ordre relatif ait été réalisé. Tout à l'inverse, après avoir proclamé le droit des peuples, flétri les violations de conscience collective qui avaient été commises dans le passé, adopté une idéologie qui condamnait les pratiques de la vieille diplomatie, on a assuré à celle-ci des victoires presque inespérées. Les traités secrets avaient préparé le reniement ; ils sont responsables de tous les maux qui risquent de peser sur nous et sur nos descendants, mais on ne pouvait

attendre d'une société, qui gardait intacte sa contexture, qu'elle fît litière des conceptions traditionnelles. L'erreur généralement accueillie consiste à croire qu'une révolution peut s'accomplir par morceaux, et que chaque régime ne constitue pas un cycle fermé. Si l'on admet que l'impérialisme est la conséquence inéluctable de notre statut de propriété et de production, il faut accepter aussi le lien évident entre cet impérialisme et la diplomatie de chancellerie. Beaucoup de personnes, qui critiquent les transactions de cabinet, et qui réclament les négociations au grand jour, oublient que les chefs d'Etat tiennent, des lois elles-mêmes, des prérogatives monstrueuses. A travers tout le XIXe siècle et le XXe, comme avant la Révolution, ce sont quelques individus qui, chez nous, ont mené les affaires extérieures, sans qu'on leur demandât jamais compte de leurs actes ; et, ce qui était plus grave encore, c'est qu'ils n'usurpaient, en procédant ainsi, aucune attribution et qu'ils pouvaient s'abriter derrière des textes organiques. Rien ne montre mieux combien la démocratie demeurait de pure façade, puisqu'une oligarchie infiniment réduite s'était réservé le domaine immense de la politique internationale.

On ne saurait donc s'étonner que les traités secrets — ceux que nous connaissons et ceux que

nous ne connaissons pas, car une partie seulement en a été publiée — aient gouverné le cours de la guerre et dominé les pourparlers de la paix. On ne pourrait marquer plus de surprise, — à moins de manifester une réelle ingénuité, — qu'ils aient réduit au minimum la considération du droit des peuples. Que la France et l'Angleterre aient un beau jour reconnu à la Russie la possession de Constantinople et des détroits, — alors que la Russie n'avait aucun titre à cette expansion, et que la France et l'Angleterre avaient fait la guerre de Crimée pour l'enfermer dans la mer Noire, — ce sera la stupeur des historiens futurs. Que les chancelleries de Paris et de Londres aient promis la Dalmatie à l'Italie, sans s'être enquises des volontés et des affinités des populations dalmates, ce sera la condamnation de leur impéritie. Les engagements pris envers la Roumanie en 1916, et qui allaient créer un conflit entre elle et la Serbie, n'avaient pas été plus étudiés ; les dépècements successifs — sur le papier — de l'empire ottoman, se sont révélés impossibles, insensés, dès qu'on a essayé de les transférer dans la réalité. La France, qui avait disposé de la Syrie, de la Palestine, de la Mésopotamie par traité secret avec la Grande-Bretagne, s'irritait que celle-ci eût conclu antérieurement un autre traité secret avec l'émir

Fayçal. L'Italie brandissait les stipulations occultes, dont elle bénéficiait, en face des autres stipulations occultes dont se réclamait la Grèce. Il n'est pas jusqu'au Luxembourg qui n'eût fait l'objet d'un de ces échanges de vues « confidentiels » entre le quai d'Orsay et le gouvernement belge, tandis que ce dernier résidait au Havre, et ainsi furent comprimées — en vertu d'un accord entre les deux puissances — les aspirations réelles des Luxembourgeois qui les portaient du côté de la France.... J'en passe et des meilleurs....

Sans doute, après l'intervention américaine, et quand les chancelleries de l'Entente eurent souscrit aux thèses wilsoniennes, on aurait eu encore le loisir d'annuler tous les pactes qui allaient à l'encontre de ces principes. Il n'apparaît pas qu'on y ait sérieusement songé. Entre les signatures données, on n'hésitait pas : celles qui restaient légitimes, celles qui engageaient l'honneur, c'étaient celles qui disposaient des territoires au mépris des préférences de leurs habitants. Nous saurons un jour, au cas où l'on publierait les procès-verbaux de la Conférence — et au cas où il y aurait de vrais procès-verbaux, — si quelqu'un a posé le problème de la validité des traités secrets envisagés dans leur ensemble. La chronique nous a appris que M. Wilson s'était révolté contre le pacte

de Londres, qui assignait la Dalmatie à l'Italie, et contre les conventions qui garantissaient au Japon la possession du Chantoung, mais il n'eut pas la force de faire restituer sur-le-champ cette province chinoise à la république céleste, et la notion de l'intangibilité des traités secrets est telle, que M. Sasonof à l'automne de 1919 revendiquait encore Constantinople pour la Russie.

Si l'on a tenu cachées — autant qu'on l'a pu — les tractations qui élaboraient un nouveau partage du globe, ce n'était pas seulement que chacune des deux combinaisons belligérantes (car chacune eut les siennes) voulût tenir la partie adverse dans l'incertitude, dans l'ignorance de ses projets ; c'est que les gouvernements appréhendaient d'irriter leurs propres peuples. Il est certain que la révélation du pacte de Londres (qui fut connu bien avant d'être publié dans tous ses détails), en dénonçant les appétits impérialistes des puissances, fut un saisissant enseignement pour les prolétariats. Toute l'idéologie, qu'on avait mise à la base de la guerre, se serait affirmée mensongère ; toutes les illusions auraient croulé ; ceux qui aspiraient à créer un monde de liberté et de justice se seraient séparés de diplomaties, dont les actes contrastaient si fort avec les doctrines les plus solennellement proclamées. Si le

statut qu'a préparé la Conférence a été frappé de déchéance dès l'origine, c'est qu'il repose sur ces arrangements de couloirs qui ne tenaient compte eux-mêmes que des appétits expansionnistes et des convenances personnelles des négociateurs.

Il est intéressant, même maintenant, surtout maintenant, de revoir les documents que les délégations ont déposés tour à tour devant la Conférence, pour justifier leurs desiderata. La volonté des peuples n'est évoquée que pour mémoire, sans conviction, comme un hommage à une morale qu'on répudie dans son for intérieur. Jamais ne furent présentés autant d'arguments viciés par la base — si l'on admettait les doctrines wilsoniennes, — autant de motifs qui relevaient de la diplomatie du passé et que des novateurs ou prétendus tels ne pouvaient agréer. On annonce qu'on remaniera la carte en considération du choix spontané des hommes. Mais cette considération n'intervient que dans la moindre mesure, et seulement lorsqu'elle s'accorde avec les autres allégations qu'on propose, et qu'elle en vient renforcer la valeur. Ce qui compte surtout, c'est ce que j'appellerai les raisons d'Etat, que des contemporains de Machiavel, de Richelieu ou de Frédéric II, que des légistes des Bourbons ou les fameux « pédants » du roi de Prusse, eussent

exploitées avec tout autant de virtuosité que les plénipotentiaires de Paris.

Pour créer cet édifice nouveau, parfait, où chacun sera assuré de vivre en paix, on recourt aux évocations historiques, au rappel des époques les plus lointaines, à la résurrection solennelle de toutes les violences commises à travers les âges. La démocratie tchèque, qui se vante de son modernisme politique, déterre les vestiges de la couronne de Bohême. La Pologne, martyre et vassale depuis un siècle et demi ou à peu près, se souvient qu'elle a jadis courbé sous son glaive des peuples qui se refusaient à obéir, et de sa brutalité ancienne se fait un droit rajeuni. La Serbie nous ramène au temps de la grande Serbie, comme si ses conquêtes effacées par d'autres conquêtes — en sens inverse — lui constituaient un titre sur les groupements qui tour à tour avaient été asservis par elle et l'avaient asservie. D'un bout à l'autre de l'Europe orientale se sont levés, devant les Cinq ou les Quatre ou les Dix, les spectres des monarchies militaires, qui n'avaient fait qu'apparaître et disparaître sur ce sol éternellement ensanglanté. Et sans doute tous les raisonnements historiques n'ont pas été admis, mais cependant certains d'entre eux furent accueillis et leur triomphe allait lourdement peser sur l'Eu-

rope nouvelle. Qui eût cru que le forfait accompli par un monarque, il y a quelques centaines d'années, servirait de base à une délimitation et fournirait des armes à une république qui se flattait d'avoir aboli le gouvernement héréditaire ?

Les considérations stratégiques jouèrent à côté des historiques. Ne fallait-il pas se prémunir de solides frontières pour l'éventualité d'une guerre nouvelle et que chacun prévoyait déjà ? Les limites des races ne se pouvaient aisément déterminer et puis l'on s'en souciait peu. En alléguant la nécessité de se retrancher derrière un fleuve, derrière une chaîne de montagnes, on avait chances d'élargir quelque peu le domaine qu'on occupait. L'Italie, qui revendiquait Trieste et Trente au nom des solidarités ethniques, se fit attribuer la descente du Brenner, depuis le col proprement dit jusqu'à Franzensfeste, parce que ce district lui semblait nécessaire à sa protection. De même, elle se refusait à laisser la côte dalmate aux Yougo-Slaves, parce que ce littoral découpé à l'infini pouvait servir de repaire aux sous-marins et dominait le sien. — La Serbie exigeait une bande de la Bulgarie occidentale pour mettre à l'abri certaines de ses villes et de ses lignes de communication. La Grèce jugeait opportun que la Thrace lui revînt, la sécurité de Salonique étant mal

assurée autrement. La Roumanie demandait la totalité du Banat en faisant valoir que la partie orientale de cette contrée serait toujours en danger, si le gouvernement de Belgrade en occupait la partie occidentale, — et le gouvernement de Belgrade lui-même disait que sa résidence serait à la disposition d'un assaillant roumain, si le cabinet de Bucarest obtenait satisfaction. Les dominions britanniques et le Japon s'efforcèrent de fonder leurs visées, dans les colonies allemandes d'Afrique et d'Australasie, sur cette observation qu'ils ne pouvaient abandonner au Reich germanique des bases d'opérations éventuelles. Ce sont là quelques exemples.

Après les considérations militaires, les économiques. Celles-ci ont tenu une place énorme dans les délibérations de la Conférence. Chacun des États, qui y soutenait son programme expansionniste, découvrait en elles un puissant arsenal. On ne fait plus la guerre pour conquérir exclusivement des kilomètres carrés, mais pour se doter de richesses actuelles ou futures, pour s'arroger une primauté dans l'une des industries maîtresses. Les gouvernements, les oligarchies dirigeantes sont en quête de charbon, de pétrole, de matières premières de toute espèce ; les ports et les lignes de navigation fluviale ou les voies ferrées sont

des objets de convoitises pressantes, exaspérées. Nos métallurgistes avaient jeté leur dévolu sur le bassin de la Sarre et même sur celui de la Ruhr, — comme en 1916-1917, les métallurgistes allemands s'appropriaient déjà sur le papier le bassin de Briey. La Pologne et la Tchéco-Slovaquie se sont disputé âprement, au point d'en venir aux mains, malgré l'identité d'origine et peut-être la solidarité des intérêts généraux, les gisements charbonniers de Teschen. Le gouvernement de Varsovie, pour légitimer ses vues sur Dantzig, indiquait que ce débouché lui était indispensable. L'Italie voulait Fiume, moins pour l'utiliser que pour la tuer au profit de Trieste, et détourner sur ce dernier entrepôt tout le trafic de la Croatie et de la Slovénie. Si le Japon a si vigoureusement maintenu ses soi-disant droits sur le Chantoung, c'est que cette province est une des plus peuplées et des mieux placées de la Chine et qu'elle lui offre un admirable marché pour les produits de sa surabondante industrie.

Lorsque les chancelleries grandes et petites mettaient en œuvre de tels arguments — et j'ai puisé au hasard dans la série des cas particuliers, — les 14 thèses wilsoniennes étaient bien négligées. Le droit des peuples passait à l'arrière-plan. Personne n'osait plus l'invoquer, parce que personne

n'avait conservé la liberté d'y recourir, sans mériter le grief d'hypocrisie. Et ainsi tous les litiges se résolurent à l'écart des principes, selon des conventions qui ne reposaient sur aucune doctrine avouable, et les consultations populaires n'intervinrent que dans des circonstances telles, qu'aucune autre procédure ne paraissait plus admissible. Elles ne furent que des pis-aller.

Les impérialismes se sont donné libre cours. Pour juger l'œuvre de la Conférence de Paris, pour entrevoir les tares qu'elle comporte, les périls qu'elle recèle, il suffit d'énumérer les litiges graves qu'elle a engendrés pour aujourd'hui et pour demain : à qui appartiendra la Sarre, après quinze ans de régime transitoire ? Comment s'établiront les relations entre la Tchéco-Slovaquie et les populations allemandes qui vivent dans ses frontières, — entre les districts germaniques du Tyrol et le gouvernement italien, entre les Roumains et les Serbes dans le Banat, entre les Bulgares et les Grecs en Thrace, entre les Allemands et les Polonais sur toute la lisière occidentale de la Pologne ? Mais ce ne sont là que de petits différends à côté d'autres qui surgissent à l'horizon. La Conférence n'a respecté la libre décision des groupements humains, ni en Europe, ni en Asie où l'Angleterre a pu, entre la conclusion de l'armistice et

la ratification de la paix, instaurer son protectorat sur la Perse, — ni en Afrique où l'Egypte a été officiellement placée sous la tutelle directe du cabinet de Londres, qui apparaît comme le grand bénéficiaire de cette guerre. La Conférence ne s'est pas souciée un seul instant du relèvement des populations coloniales rançonnées, martyrisées par les administrations publiques et privées venues des métropoles. Elle n'a pas eu un geste d'humanité pour des millions et des millions de noirs, qui sont tenus en vassalité et qui attendaient peut-être, au lendemain d'une pareille perturbation, un peu plus de liberté et de bien-être.

La faute suprême de la Conférence, faute qui résulte pour la plus grande part de son mépris des idées, est d'avoir introduit le morcellement comme un principe d'ordre, alors qu'à notre époque il est surtout, sinon exclusivement, un principe de désorganisation. Il était bon de détruire les empires militaires qui avaient tyrannisé des nations, mais si l'on balkanisait la moitié du Continent, si l'on créait une poussière d'États, dont aucun ne pourrait vivre par soi-même, qui tous, pour des motifs quelconques, chercheraient à s'étendre aux dépens du voisin et entretiendraient par suite un chaos inextricable, en

rétrogradait plutôt qu'on ne progressait. Cet émiettement d'une partie de notre Continent, cette juxtaposition de royaumes et de républiques mal délimitées, qui se plaignaient de leurs sorts respectifs et se prétendaient spoliés, qui avaient à leurs lisières des sortes de zones mitoyennes où les races s'enchevêtraient, des Macédoines multiples et frémissantes, — préparaient le plus sombre avenir. Pas une minute, la conférence n'a songé que la généralisation du système fédératif, qu'il s'agît de la région danubienne ou de la région balkanique, pourrait contribuer à pacifier l'Europe.

Les masses populaires se rendent compte que la menace de guerre continue à tourner autour d'elles ; comment n'en feraient-elles pas grief à ceux qui ont légèrement assumé la responsabilité de refaire la carte, et qui ont abordé cette tâche avec le minimum de préparation et le maximum de scepticisme ?

Le commun du public, l'homme de la rue comme disent les Anglais, le citoyen qui n'a qu'une vague notion des rapports internationaux, s'aperçoit qu'au lendemain de la catastrophe, les périls de catastrophe sont devenus plus nombreux, et qu'au lieu d'essayer de les abolir ou de les conjurer, les chefs de gouvernements les ont accumulés comme à plaisir.

Une guerre franco-allemande reste possible : ce n'est point seulement parce que le militarisme allemand se survit à lui-même, grâce à des complaisances que les conceptions sociales des classes dirigeantes expliquent ; c'est aussi parce qu'on a comme à dessein ménagé des points de friction. Il fallait réduire l'Allemagne au domaine occupé par la nationalité allemande : il était imprudent et insensé de recommencer même partiellement l'entreprise de Napoléon Ier après Iéna, et de surexciter outre-Rhin un sentiment national qui jouera à la fois sur la Sarre et à Dantzig.

L'Autriche pose un redoutable point d'interrogation. On lui a interdit de disposer d'elle-même, sans l'autorisation des puissances, c'est-à-dire qu'elle est déchue du droit de s'agréger à la république germanique et frustrée de la liberté d'adhérer à une fédération danubienne. Mais que valent de telles interdictions ? Elles jouent un an, deux ans, cinq ans, puis un beau jour tout un peuple se dresse contre elles. L'exemple de la Roumélie orientale est là, — qui n'est pas si ancien. Le monde entrera-t-il en guerre pour que les Germains d'Autriche ne pactisent pas avec les Germains d'Allemagne ? Et a-t-on adopté la bonne formule pour écarter une solution qui prévaudra peut-être, d'ailleurs, en dépit de tous les vetos ?

La lutte de l'Adriatique nous sera-t-elle épargnée ? Qui oserait l'affirmer ? Les attitudes que les cabinets de Rome et de Belgrade ont gardées, l'un vis-à-vis de l'autre, au cours de la conférence comme au cours de la dernière guerre, attestent que la réconciliation loyale et totale sera difficile. L'Italie regarde l'État serbo-croato-slovène comme un ennemi, parce qu'il revendique la côte Dalmate et lui dispute le long canal marin qui remonte d'Otrante vers Trieste et Venise. L'État serbo-croato-slovène dénonce la jalousie, l'hostilité, les mauvais desseins de l'Italie, parce qu'elle veut lui retirer les débouchés maritimes et lui imposer la servitude économique que l'Autriche fit peser jadis sur la Serbie proprement dite. Ce qui prouve que, de part et d'autre, on appréhende le heurt, c'est que l'on s'y prépare. Le cabinet de Rome a négocié en sous-main avec la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie pour isoler Belgrade, et Belgrade n'a rien négligé pour se concilier l'aide américaine qui aujourd'hui a quelque valeur politique, économique et même militaire.

Il y a le chaos oriental d'où peuvent sortir les plus surprenantes aventures. La Pologne, à peine restaurée, marque des appétits dévorants qui rivalisent avec ceux de l'ancien pangermanisme, auquel le panpolonisme ressemble par bien des

côtés. Quels seront les rapports du cabinet de Varsovie avec la Lithuanie ou les autres pays Baltiques, et avec l'Ukraine ? Quelles coalitions inattendues se noueraient, si la structure sociale du monde restait immuable, entre l'Allemagne et tel ou tel de ces Etats ? Quel rôle jouera la Russie proprement dite, dans ce statut européen transformé ?

L'anarchie balkanique se prolongera, car la conférence n'a rien fait pour la supprimer, et bien au contraire, lui a fourni des éléments nouveaux. Les royaumes, qui coexistaient dans la Péninsule, se sont tous agrandis, à l'exception de la Bulgarie. La Serbie, la Roumanie, la Grèce ont doublé leur population, mais aucun n'est satisfait ; les mêmes raisons de discorde subsistent, et d'autres s'y ajoutent.

Causes de guerre éventuelles encore, les convoitises des Dominions britanniques, dont l'impérialisme naissant nous promet de rudes lendemains, — l'antagonisme américano-japonais, dont la gravité s'est accrue, tandis que l'empire nippon avouait plus hautement ses visées sur la Chine, et s'implantait dans les archipels du Pacifique central, — les révoltes possibles de l'Inde qui fermente et de l'Egypte qui n'accepte pas son nouveau sort.

La Société des Nations, grande et généreuse création en principe, mais qui demeurera chimérique aussi longtemps que le mécanisme capitaliste subsistera, ne refrènera pas les guerres : elle n'en aura ni la force matérielle, ni la force morale, et l'on n'a rien négligé au surplus pour la débiliter. Toute crise belliqueuse s'universalisera instantanément, pour des motifs que j'ai déjà exposés, et aussi parce que les litiges territoriaux ou autres s'enchevêtrent à l'infini. Jadis les grands États pouvaient encore, le cas échéant, peser sur les petits, pour les ramener au respect de la paix. Les États moyens, qui viennent de naître n'accepteront pas les mêmes sujétions, et les petits trouveront, dans des rapprochements de fortune, des moyens de résister que leur nombre même leur assurera.

Les raisons de guerre se sont multipliées ou se multiplieront encore, car aucun État ou vainqueur ou vaincu ne se dira content de son sort. Les armes de la guerre n'auront pas été brisées, puisque malgré toutes les prévisions et toutes les promesses, le militarisme a prolongé son existence.

La Conférence de Paris a accompli, au total, l'une des œuvres les plus désastreuses qui soient jamais sorties d'une délibération diplomatique. Si elle visait à dresser une carte telle, que la paix

durable fût garantie, elle peut se convaincre dès à présent de l'inanité de ses efforts ; si elle a tendu à rendre le germanisme inoffensif, elle a été à l'encontre de son but ; si elle s'est tracé comme objectif suprême l'abaissement, la suppression du socialisme, elle s'attaquait à l'irréalisable.

La paix durable ne peut naître que de l'abolition des impérialismes, et les impérialismes sont eux-mêmes issus des besoins internes des États capitalistes. On ne saurait supprimer l'effet sans supprimer la cause.

Le germanisme ne serait inoffensif que si le mécanisme social allemand était tout entier transformé. La Conférence a soutenu ostensiblement le gouvernement de Berlin formé par la première Assemblée nationale, et qui n'osait battre en brèche la puissance des monarchistes et des hobereaux ; elle s'est dressée contre la seconde révolution, qui se proposait de fonder un régime vraiment nouveau, mais en même temps, comme je l'ai dit, elle a maintenu outre-Rhin le respect du militarisme en menaçant ou en mutilant l'intégrité du domaine germanique.

Le socialisme, loin de sortir affaibli de la guerre et des tractations diplomatiques qui l'ont suivie, a puisé en elles une extraordinaire recrudescence de vigueur. Il ne peut plus disparaître, comme

doctrine de lutte et comme organisation de combat, que dans le plein épanouissement de la société qu'il élabore : alors il ne sera plus, en cette double qualité, qu'un souvenir, ainsi que la division sociale en classes elle-même. Mais il demeurera la charte du monde nouveau qui recevra de lui la vie, et qui consacrera les grandes idées de production solidaire et de distribution harmonique.

La guerre a été l'une des raisons de la perturbation mondiale ; les décisions de la Conférence ont ajouté au désordre universel, en dressant pour l'avenir les peuples les uns contre les autres. Les masses ouvrières comprennent clairement que l'horizon reste menaçant, que, si elles n'y mettent ordre, de nouvelles collisions sanglantes éclateront, et que le régime, qui a créé cette situation précaire et redoutable, constitue en lui-même un danger mortel pour la civilisation.

En 1815, le Congrès de Vienne violait la justice et la liberté ; il façonnait des servitudes et piétinait les consciences collectives. En 1919, la Conférence de Paris suivait son exemple, mais elle avait proclamé des droits, promis la justice et la liberté, garanti le respect des consciences collectives, annoncé la fin des servitudes. Des millions et des millions d'hommes ont perçu le contraste qui se révèle entre les paroles des chefs d'État et

leurs actes. Par leur langage, les chefs d'Etat ont eux-mêmes armé la révolution ; par leurs actes, ils ont aggravé le discrédit du système politique dont ils étaient les représentants, les gardiens et les bénéficiaires.

III

LES EFFONDREMENTS POLITIQUES

La période de la guerre — si l'on y inclut la phase même des négociations, qui ont abouti à l'armistice — a été marquée par une série d'effondrements politiques, qui en commandaient nécessairement d'autres. C'est dans tous les domaines que les peuples et les États sont solidaires, et le splendide isolement n'est plus qu'un vain mot.

Bien avant que le cataclysme n'éclatât, les institutions en vigueur étaient partout discutées. Ni les autocraties, ni les monarchies à base aristocratique, ni les républiques bourgeoises n'avaient l'absolue certitude de prolonger leur existence. Les courants, qui minaient la société, ne pouvaient laisser intactes les organisations politiques qui se juxtaposaient et qui correspondaient à des phases diverses de l'histoire. Il semblait que la répu-

blique, telle qu'elle s'était érigée en France, en Amérique, en Suisse, dût être la dernière forme du mécanisme capitaliste, mais il n'était pas indispensable qu'elle servît d'étape entre les survivances de la période pré-capitaliste et la phase socialiste. On concevait fort bien qu'un peuple bondît de la monarchie absolutiste ou semi-absolutiste dans la démocratie sociale la plus strictement entendue. La thèse de beaucoup de personnes était que si le parti socialiste allemand tentait une révolution, il l'accomplirait à la fois contre l'empire et contre l'oligarchie industrielle et financière qui s'abritait à l'ombre des Hohenzollern. Rien ne paraissait stable en Europe ; tout était vermoulu et des craquements se faisaient entendre de l'embouchure du Tage aux monts Oural. La chute de la monarchie portugaise avait été un avertissement, comme le renversement même d'Abdul Hamid.

La première révolution russe, au début du siècle, avait surpris quantité d'esprits, qui eussent dû pourtant être avertis. On s'était bercé, dans bien des milieux, de l'idée que le tsarisme était intangible, et qu'aucune attaque interne ne mordrait sur lui. Sa prétendue solidité flattait tout ce qui subsistait d'esprit monarchique dans les classes possédantes de l'Europe occidentale, et elles se

dupaient volontiers en affirmant la pérennité de son prestige auprès des moujiks. L'idée que ce régime si fort en façade, qui s'appuyait sur une armée fidèle jusqu'à la dévotion et sur une bureaucratie soigneusement triée, pourrait un jour reculer devant l'émeute, était jugée puérile et déraisonnable. Quand Nicolas II dut concéder la constitution d'octobre et renoncer verbalement à ses prérogatives quasi divines, il y eut un frisson, non pas seulement chez les dirigeants de la Russie, chez les tchinovniks, les propriétaires d'usines, les marchands, mais aussi chez tous les privilégiés du continent, qui considéraient l'autocratie comme la gardienne même de leurs propres positions. L'alliance franco-russe était un réconfort pour eux, même s'ils n'étaient ni Français, ni Russes, parce que les Romanow ne pouvaient tendre la main à une république qui aurait nourri des velléités subversives.

Mais la première révolution de Pétersbourg dura peu de temps, et bien vite les anciennes institutions reprirent leur ascendant. Les assemblées élues furent dissoutes coup sur coup. Leurs attributions furent mutilées. Les partis révolutionnaires, soumis à des persécutions continues, se disloquèrent. Stolypine, par sa politique de violences et d'exécutions, restaura le pouvoir sur

ses bases traditionnelles, et une nouvelle ère d'absolutisme commença, qui devait durer quelques années, et où l'on contesta, selon une formule fameuse, que le système parlementaire eût été établi. C'est par la suite que se révéla le lien logique qui existait entre la première et la seconde révolution. Ni Stolypine, ni Kokotsef n'avaient réussi, dans la réalité, à remonter un courant qui était d'ailleurs irrésistible. Bien avant l'envoi de l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie, l'Europe était en gestation de crises politiques — et c'est ce qu'il me suffit d'indiquer d'un trait. Si le tsarisme ne s'accommodait pas du régime parlementaire qui lui apparaissait comme une anticipation odieuse et une entreprise d'usurpation, ce régime était tenu déjà pour périmé par nombre de penseurs et d'écrivains dans l'Europe occidentale. Les problèmes, qui ont été soulevés à cet égard par les maximalistes russes, par les communistes hongrois, par les spartaciens allemands, n'étaient pas essentiellement nouveaux. Le syndicalisme révolutionnaire — et avec lui le socialisme révolutionnaire — les avaient déjà posés dans toute leur ampleur.

Les peuples, durant cette crise de guerre où se jouaient, avec tant d'existences individuelles, la vie collective de l'humanité, n'ont cessé, même

sous les pires dictatures, de songer aux institutions qui les gouvernaient et aux possibilités de changement qui s'offraient à eux. De telles dictatures ne fondent rien de stable : elles peuvent interdire momentanément les actes ; elles ne tuent pas la pensée, et peut-être même les masses pensaient-elles d'autant plus, que la loi martiale rendait les mouvements matériels plus difficiles et plus dangereux. L'immobilité d'une nation, sa passivité apparente, peuvent recéler de singuliers périls pour ceux qui se flattent d'y exercer le commandement.

Les regards des hommes allaient d'abord aux superstructures, c'est-à-dire au mécanisme politique lui-même qui est plus apparent que les infrastructures, le mécanisme économico-social. Il est plus aisé d'analyser le fonctionnement d'une constitution que de discerner la nature exacte des rapports entre les classes. Par une aberration fort explicable, une foule de personnes s'intéressent plus à l'effet qu'à la cause. Elles s'en prennent à l'exécutif ou au législatif, sans percevoir que l'un et l'autre ne sont que les expressions extérieures, en quelque sorte, d'une organisation intérieure ou souterraine. C'est ainsi qu'en France, les royalistes dénonçaient la république, et que dans les trois empires de l'Europe orientale et

centrale — je ne compte pas la Turquie parmi eux — les partis démocratiques condamnaient l'autocratie, mais l'expérience nous a montré que l'autocratie, comme la république, s'accommodait de la croissance ou de la permanence du système capitaliste, et il fallait un gros effort de réflexion au public pour comprendre certaines distinctions, qui sont familières de longue date à une minorité.

Par ailleurs, l'histoire nous enseigne que les institutions politiques évoluent bien plus vite et plus facilement que les institutions sociales. Celles-là n'ont, en réalité, qu'une médiocre vie propre ; elles ne plongent pas aussi profondément dans le sol ; une même structure sociale peut engendrer, porter, comme une floraison changeante, des institutions politiques très largement diversifiées.

La vraie révolution est la révolution sociale : c'est la seule qui, une fois accomplie, n'ait pas à craindre les retours du passé, car le jour où elle a triomphé, des masses énormes sont intéressées à son maintien, et son achèvement, la conversion par elle de doctrines en faits, rendent, pour ainsi dire, chimériques toutes entreprises de régression. La monarchie a eu beau être restaurée chez nous en 1815 : le paysan, qui avait conquis la terre,

et chassé la féodalité, n'a plus été replacé sous le joug du seigneur foncier.

Les révolutions politiques n'affectent que médiocrement la structure sociale. La bourgeoisie est restée au pouvoir en France sous la monarchie de Juillet, sous la seconde République, sous le second Empire, sous la troisième République, et la condition du prolétariat n'a varié en près d'un siècle, que dans une infime proportion, puisque le salariat restait son lot et qu'il n'avait ni une participation à la propriété, ni une certitude de subsistance, ni une garantie contre le chômage. Mais les révolutions sociales déterminent naturellement la chute des superstructures politiques, puisqu'elles se produisent à la base même de l'édifice. L'affaiblissement économique d'une classe ou sa suppression engendrent automatiquement une brusque modification dans le mécanisme des pouvoirs constitutionnels. Et c'est le spectacle que nous a offert la grande révolution française et que nous a proposé ensuite la grande révolution russe.

Ces considérations s'imposent plus que jamais dans la période où nous vivons, et où rien n'apparaît solide, où tant de choses, à la fin de 1919, s'étaient déjà transformées. Je ne veux pas assigner aux bouleversements politiques plus d'im-

portance qu'ils n'en comportent, car au regard de l'histoire générale, ils ne sont parfois que de minces incidents, et la substitution de la monarchie parlementaire à l'autocratie, et de la république bourgeoise à la monarchie parlementaire, n'a souvent en soi qu'une signification restreinte dans le temps et dans l'espace, alors qu'une refonte des formes d'appropriation détermine des conséquences illimitées. Mais les effondrements politiques méritent d'être retenus comme des indices précurseurs d'autres écroulements et quand ils se précipitent de pays à pays et gagnent une vaste étendue d'un Continent, ils doivent être jugés comme des préludes d'une subversion universelle ; — et c'est à ce titre que la chute des trois monarchies des Romanow, des Habsbourg et des Hohenzollern, même s'il n'y avait pas lieu de la rapprocher de l'affaiblissement des anciennes classes dirigeantes en Russie, en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, requiert toute notre attention. Au surplus, quel est l'esprit tant soit peu averti, dans les pays directement intéressés — ou au dehors, — parmi les propriétaires de biens-fonds et les grands usiniers qui appréhendaient un affaissement de leurs prérogatives sociales, ou parmi les prolétaires qui entrevoyaient un sort meilleur, — qui n'ait perçu tout de suite et comme

d'instinct les effets des événements qui éclataient? Plus le pouvoir politique qui tombe semblait fort et capable de défier les assauts, et plus sa défaite retentit à travers le monde. La grande terreur des oligarchies a commencé du jour où Nicolas II a été contraint d'abdiquer, et où le tsarisme, comme un grand cadavre, a frappé le sol.

La crise des régimes politiques s'est marquée d'abord dans les États vaincus. Le phénomène n'a rien d'étonnant. C'est une vérité courante maintenant, que la guerre avait engendré partout les mêmes souffrances, la même détresse financière, la même antipathie des peuples pour les statuts établis, la même volonté d'un avenir meilleur. Mais les gouvernements, qui avaient subi le défaite finale, étaient d'autant plus désarmés pour se défendre au dedans, qu'ils étaient d'essence militaire, et que, succombant sur les champs de bataille, ils perdaient à la fois tout ressort et tout prestige. De longue date, ils étaient condamnés par d'importantes minorités, et ne se soutenaient que par la complaisance passive des masses terrorisées. Du moment où l'instrument même de leur pouvoir, le militarisme, était brisé, ils n'avaient plus de raisons de subsister. Le sort de l'empire russe, de l'empire austro-hongrois, de l'empire allemand fut donc celui des deux empires français

en 1814-1815 et en 1870, et la monarchie bulgare aurait eu, dès la fin de 1918, les mêmes destinées, si les troupes alliées n'avaient occupé Sofia : chacun sait que ces troupes ont partout défendu, selon un plan calculé des chancelleries, le principe dynastique, et le retour de l'archiduc Joseph à Budapest, dans l'été de 1919, ne fut pas purement fortuit.

Les maisons de Romanow, de Hohenzollern, de Habsbourg servaient de contreforts à tout un ordre politique et social. Quelles que fussent les différences secondaires, les régimes qu'elles avaient institués et maintenus étaient identiques dans leurs principes. Elles combattaient à la fois la démocratie sociale, parce qu'elle eût été incompatible avec la prolongation de leur souveraineté, la démocratie politique, parce qu'elle menait à la démocratie sociale par des voies plus ou moins sinueuses, et enfin le droit des peuples dont la consécration eût disloqué leurs domaines.

Ces trois maisons s'étaient installées au pouvoir suprême à des dates diverses et avaient connu des vicissitudes variées. Celle des Romanow comptait moins de siècles de commandement que les deux autres, mais elle avait subi moins d'infortunes militaires graves que les Hohenzollern et les Habsbourg. Napoléon était entré dans Moscou, mais il n'avait pas atteint Pétersbourg. Il avait

résidé en vainqueur dans Berlin et dans Vienne, mutilé la Prusse et dépecé l'Autriche. Jusqu'en 1905, le tsarisme s'était cru invulnérable. La révolution de 1848 avait failli emporter le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. En dépit de tout, les trois dynasties, dans leur orgueil tenace et morbide, s'imaginaient que de longs jours encore leur étaient réservés, et que les menaces accumulées sur elles resteraient illusoires. Le tsar ignorait non seulement les Doumas, mais encore les foules énormes des paysans que l'industrie arrachait de plus en plus à la terre, et qui venaient prendre conscience à l'usine des antagonismes fondamentaux. Un Stolypine, après un de Plehve, lui avait suggéré sans peine la conviction que la potence, la fusillade, la déportation en Sibérie maîtrisaient tout. Livré aux prestidigitateurs, aux thaumaturges, aux moines dépravés, dominé par une femme qui avait perdu la possession d'elle-même, Nicolas II se préoccupait de sa responsabilité devant la puissance divine, mais se souciait fort peu de l'opinion et des colères des hommes. C'était l'esprit le plus pauvre, le plus fruste que l'on pût imaginer, un de ces individus sans valeur intellectuelle ni morale qui discréditent le régime qu'ils personnifient.

Guillaume II, arrogant et pusillanime, cerveau

agité, plein d'idées confuses et contradictoires, qui s'efforçait de concilier avec une notion approximative du monde moderne sa conception romantique de la puissance royale, ne pouvait briller que dans le succès. Comme Nicolas II, il avait le mépris des peuples, la haine de la liberté d'autrui, le souci exclusif de garder intacte l'autorité que ses ancêtres lui avaient transmise. Ainsi qu'on l'a dit, il jouait toujours un rôle, mais il menait de front une multitude d'entreprises, déployait une fébrile activité dans tous les domaines, et s'ingéniait à tout diriger : le Romanow préférait l'inertie, s'intéressait de loin en loin aux affaires publiques et se brisait à des volontés plus fortes que la sienne. Ils furent également surpris par l'événement qui les chassa du trône, car leur vanité puérile n'avait pu concevoir même l'hypothèse du désastre.

Charles Ier n'était qu'un jeune homme. — Héritier, sans avoir attendu l'héritage, d'un souverain qui avait accompli l'un des plus longs règnes de l'histoire, et qui avait gouverné par la brutalité et par la corruption, il laisse l'impression d'un souverain sans consistance ni initiative. Il semble qu'il ait prévu la catastrophe, mais qu'il n'ait rien fait pour la prévenir, et qu'il se soit entouré presque jusqu'à la dernière heure des conseillers

les moins capables de la conjurer. Du reste, François-Joseph, avec ses nobles sans conscience, ses jésuites fanatiques et ambitieux, ses bureaucrates qui torturaient les nationalités, ses légistes qui forgeaient des complots, ses banquiers qui mettaient l'Etat en coupe réglée, avait aussi sûrement préparé la ruine de la monarchie, que Louis XVI, avec son entourage de politiques tarés et de financiers concussionnaires, avait hâté l'effondrement des Bourbons.

Les Romanow, les Hohenzollern, les Habsbourg avaient été tantôt alliés et tantôt ennemis à travers l'histoire. Ils se disputaient des domaines mitoyens. La Pologne fut longtemps entre eux un brandon de discorde ; plus tard, ce fut dans les Balkans que s'exerça l'antagonisme de la monarchie slave et des monarchies germaniques. Mais quelles que fussent les oppositions passagères, la solidarité des régimes leur suggérait des rapprochements imprévus. Chacune des dynasties s'adossait aux deux autres ; et puis leur commune résistance à tout réveil de la nationalité polonaise leur avait, depuis un siècle au moins, créé des liens tenaces. Dans l'étape qui avait précédé immédiatement la guerre, des négociations étranges s'étaient parfois nouées entre Pétersbourg d'une part, Vienne et Berlin de l'autre, au mépris des

alliances contractées par ailleurs. Même après 1878, Bismarck professait cette maxime — comme un dogme fondamental, — que toute rupture entre les Romanow et les Hohenzollern serait nécessairement désastreuse pour ces derniers. Guillaume I[er] avait souscrit sans réserve à cette idée. Guillaume II, lui-même, que ses projets orientaux entraînaient à heurter de front la politique russe, s'efforçait de garder l'affection de Nicolas II. Lorsque la première révolution éclata à Pétersbourg, il offrit son concours militaire au tsar; plus tard, il s'avisa de lui donner des conseils, comme pour l'aider à vaincre un péril politique et social qui menaçait également toutes les couronnes. Il essaya même de se servir de lui pour mettre en œuvre ses grandes combinaisons européennes. — De leur côté, les ministres du souverain russe, qui se souciaient assez peu des conventions conclues avec la république française, ne négligèrent aucune occasion de se concilier les sympathies de Vienne et de Berlin, fût-ce au prix de l'abandon de la loyauté la plus élémentaire. Isvolski n'a jamais pu répondre victorieusement aux attaques que la diplomatie austro-hongroise dirigea contre lui, lors de l'annexion de la Bosnie, — et il apparaît qu'il avait en fait accepté cette violation du traité de 1878, sur la promesse d'une

ouverture des Détroits à la marine russe. Les conversations de Potsdam, qui avaient trait aux affaires orientales, furent à peine plus édifiantes, et chacun se souvient qu'à un certain moment, l'état-major de Pétersbourg rappela ses troupes de la frontière polonaise et libéra ainsi une partie des garnisons allemandes, sans avoir consulté l'état-major français.

Pendant la guerre elle-même se produisirent bien des épisodes étonnants et sur lesquels la clarté n'a pas été faite. Quel fut le rôle exact de la tsarine, qui ne pouvait oublier son origine hessoise ? Quelles furent les relations secrètes de Nicolas II, des grands-ducs, des grandes-duchesses avec les familles princières allemandes, auxquelles ils étaient apparentés ? Les hommes politiques et les généraux russes, qui trahirent l'Entente — ils furent plus nombreux qu'on ne l'a dit, — et Sturmer, Protopopoff, Miassoiédof, Soukhomlinof, ont seulement le désavantage d'être plus connus que d'autres — pouvaient s'armer d'illustres exemples.

Les attaches dynastiques — tout l'atteste — avaient survécu à tous les conflits des Etats, aux heurts des nationalités. Il est très douteux que Guillaume II ait voulu détruire le tsarisme, car il était assez perspicace pour comprendre qu'il eût du même coup mutilé sa propre puissance.

François-Joseph conservait une sorte de vénération pour l'empire russe, qui, depuis la répression du soulèvement hongrois, au début de son règne, lui semblait un instrument providentiel. Quant à Nicolas II, il se serait bien gardé de donner l'assaut suprême à l'une ou à l'autre monarchie, dont la dislocation devait avoir, comme effet logique, le morcellement de la sienne.... Il est arrivé que la catastrophe s'est produite presque simultanément pour toutes les trois.

A bien analyser les faits, cette catastrophe n'a pas emporté seulement trois monarchies ; elle a frappé à mort le principe du pouvoir personnel et l'hérédité, et tout le mécanisme politique auquel ils étaient associés. Le tsarisme était une façade somptueuse derrière laquelle s'abritaient d'autres institutions, et ces institutions se retrouvaient dans les deux empires germaniques avec des modifications à peine perceptibles. Les Romanow s'appuyaient sur une bureaucratie, sur une armée, sur le Saint-Synode, mais la bureaucratie allemande ou autrichienne ou hongroise ne le cédait en rien à celle de Russie et, comme cette dernière, demeurait l'un des piliers de l'Etat ; le militarisme de Berlin ou de Vienne s'égalait à celui de Pétrograd ; le clergé luthérien, calviniste ou catholique en Allemagne, les jésuites en Autriche

disposaient d'une influence qu'on pouvait rapprocher de celle du Saint-Synode et tenaient le même rôle social ; les grands seigneurs fonciers en Russie, et les titulaires des charges de cour qui attendaient tout de la faveur des Romanow, défendaient la même cause que les Junkers de Poméranie et de la vieille Prusse, que les féodaux de Bohême ou les Magnats de Hongrie ; la haute banque poussait de toutes parts ses ramifications dans les trois empires. L'écroulement des dynasties déterminait par contre-coup la chute de toute une armature.

Lorsque la seconde révolution russe éclata dans sa forme la plus modérée, l'Europe vacilla. On ne sait jamais où s'arrête une révolution. Lvof et Milioukof donnaient toute sécurité au monde occidental, je veux dire au monde dirigeant, mais garderaient-ils le pouvoir ? On n'ignorait pas comment et pourquoi le tsarisme s'était effondré : le colosse russe était miné par la corruption, et la trahison s'y exerçait de toutes parts. La dictature, qui y régnait, avait soulevé d'autant plus de colères, une volonté de régénération d'autant plus forte, que ce peuple énorme ne pouvait plus se nourrir. Mais les hommes politiques les plus confiants dans la solidité des régimes en exercice, et les plus infatués de leur propre autorité, com-

prirent que le mouvement franchirait les frontières de la Russie.

Il n'est pas exact que l'abdication de Nicolas II, et les événements qui l'ont accompagnée, aient réjoui de prime abord les milieux officiels d'Allemagne et d'Autriche. L'impression fut la même dans les catégories dirigeantes de tout le Continent. Elles se sentirent atteintes, parce que toute fissure, qui se marquait dans le statut d'un pays, risquait de se reproduire presque instantanément dans le statut des autres. Et l'on sait que les états-majors d'Allemagne et d'Autriche prirent des précautions pour combattre la contagion de la mutinerie. Plus tard, la deuxième phase de la révolution russe, avec Kerenski et les travaillistes, leur suggéra les plus vives appréhensions. Ils craignirent d'autant plus pour leur propre autorité, pour les monarchies dont ils étaient les boucliers, que les peuples germaniques montraient la lassitude de la guerre et reportaient sur leurs gouvernements la responsabilité de sa prolongation. Les grèves gigantesques, qui se succédèrent à ce moment dans l'Europe centrale, se reliaient de toute évidence aux événements de l'Europe orientale. Ce fut un universel ébranlement.

Il sera intéressant un jour de montrer que si l'intrusion du capitalisme franco-anglo-belge a

fait surgir en Russie un prolétariat socialiste, les fautes de l'Entente, en 1917, ont largement contribué à provoquer l'ouverture de la troisième phase de la révolution, celle qui a été caractérisée par le triomphe du maximalisme aux journées de novembre. Je n'ai pas le loisir de conter longuement ici cette histoire, qui est capitale, et qui nous ouvrirait des aperçus saisissants. Je me bornerai à dire que les Alliés en refusant la revision des pactes conclus secrètement, en interdisant la convocation de la Constituante à l'heure où elle eût été accueillie par tous, en excluant le partage des terres — parce qu'elle escomptait toujours le retour du tsarisme, — a précipité la chute de Kerenski. Mais ce n'est qu'une parenthèse.

Si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient été victorieuses, elles se seraient attaquées à la tâche qu'a entreprise l'Entente. Elles auraient essayé de renverser le régime soviétique, car leurs gouvernements avaient, contre lui, les mêmes griefs que les gouvernements alliés. L'événement a tourné contre elles, mais leurs classes dirigeantes continuèrent à haïr la révolution russe, parce qu'elles comprenaient que les Hohenzollern et les Habsbourg seraient malaisément restaurés, aussi longtemps que les Romanow n'auraient pas ressaisi leur autorité. Elles ne se sont point méprises sur

le rôle que cette révolution russe a joué dans l'ensemble, — dans la décision du conflit mondial.

Lorsqu'on envisage cette conflagration, il ne suffit pas de considérer les opérations militaires, — quelques deuils qu'elles aient coûtés, et quelque importance temporaire qu'elles aient revêtue. Il ne suffit pas de faire état des épisodes, que l'on peut qualifier de financiers ou d'économiques. La subversion à peu près sans précédent, qui s'est produite en Russie, se classe au premier rang, et seuls les ignorants ou ceux qui s'abusent volontairement, en peuvent méconnaître la signification. Le soulèvement victorieux du prolétariat russe a changé du tout au tout les conditions de la lutte. Lorsque Ludendorf, dans ses Mémoires, lui attribue une action dominatrice, on peut dire qu'il essaie par là de masquer ses échecs et son infériorité stratégiques : il n'en reste pas moins qu'outre-Rhin comme sur le Danube, la chute du régime tsariste avait brisé l'armature ancienne. La révolution russe a eu les mêmes répercussions que celles de 1789, de 1830, de 1848 chez nous. Soutenir le contraire, serait manifester un insigne parti pris, et d'ailleurs conduirait à une conclusion que les moins instruits pourraient taxer d'erronée. Le comte Czernin, dans des documents confidentiels, et qui ont été publiés durant l'été

1919, attestait lui-même quelle perturbation intellectuelle et morale l'installation d'une république russe avait engendrée à Vienne et à Pesth. Les peuples n'avaient plus aucune foi en leurs gouvernements. Ils leur refusaient tout crédit ; la discipline sociale s'était perdue. On s'imaginait communément qu'il suffisait de supprimer les trônes pour obtenir une paix rapide et équitable. Au Reichstag et hors du Reichstag germanique, on pouvait suivre le progrès de ces idées. Du printemps 1917 à l'automne 1918, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'armistice a été conclu, la fermentation n'a pas cessé un instant dans les deux Empires de l'Europe centrale. La croissance du mouvement syndicaliste, marquée par les brusques suspensions du travail, — l'augmentation des effectifs socialistes et à la fois l'audace grandissante des orateurs et des écrivains, — marquaient combien le vieux système était atteint dans sa vitalité. Sans doute, cette agitation n'a pas influé sur les initiatives gouvernementales elles-mêmes, car si Czernin avait discerné les périls menaçants dans une Autriche qui donnait son dernier effort, les chanceliers allemands ou se refusaient à croire à la fragilité de l'Empire, ou s'ils l'admettaient en leur conscience, cédaient docilement et humblement aux ordres des états-majors. Mais c'est un

fait éclatant, que la révolution allemande, la révolution autrichienne, la révolution hongroise à leurs débuts, ont adopté les mêmes formations politiques que la révolution russe. Il serait exagéré de soutenir qu'elles sont sorties tout entières de celle-ci, car à la base de tels mouvements, il y a toujours des causes profondes et lointaines, mais elles s'y sont liées logiquement, comme des conséquences immédiates et inévitables.

On pourrait dire : pourquoi la révolution russe a-t-elle surgi la première ? La réponse ne serait point malaisée, encore que je ne prétende pas la développer ici, et le sujet mériterait à lui seul un volume.

La Russie était déjà vaincue, alors que l'Autriche-Hongrie semblait encore debout, et que l'Allemagne s'enorgueillissait du territoire couvert par ses troupes. Seules les puissances de l'Entente, pour dissimuler leur déception et prolonger la duperie de leurs peuples, affectaient de croire que les armées russes étaient capables de se reconstituer et de reprendre l'offensive. La disette de l'empire tsarien était autrement grave que celle dont souffraient les deux autres empires. La bureaucratie de Pétrograd, qui fonctionnait déjà péniblement en période normale, était incapable de parer aux exigences d'une époque exceptionnelle. Les masses populaires russes, qui ne sont

pas belliqueuses, qui ne comprennent pas la lutte des hommes contre les hommes — et Tolstoï à cet égard a été une admirable expression du sentiment commun, — ne percevaient plus la nécessité de continuer leur effort militaire. Elles sentaient, d'ailleurs, plus ou moins confusément, que leur gouvernement était submergé sous sa tâche et que jamais, avec les médiocres ressources intellectuelles dont il disposait, il ne rétablirait la fortune à son profit. Elles discernaient encore ce que les chancelleries de l'Entente ne voyaient point, ou ne voulaient point voir : la trahison qui s'exerçait de toutes parts, du haut en bas — comme elle s'était déjà exercée dans la guerre d'Extrême-Orient. La plèbe russe — des dizaines et des dizaines de millions d'hommes — voulait trois choses : la paix, la terre et la liberté. Si l'on admet ce point de vue, la révolution russe devient intelligible dans ses phases successives, qui se déduisent l'une de l'autre. Lvof et Milioukof avaient esquissé une approximation de liberté, mais ajourné la paix et la solution agraire ; Kerenski, en prolongeant la guerre et en démocratisant l'Etat, avait encore, par déférence pour l'Entente, retardé les grandes expropriations. Les commissaires du peuple satisfirent, en principe, à toutes les revendications formulées.

Méprisé, frustré du prestige qu'il avait gardé tant de siècles, le gouvernement tsarien n'aurait pu résister au courant de l'opinion, que s'il s'était appuyé sur une forte armature. Or — l'événement a permis de le constater — le pouvoir le plus absolu d'Europe était aussi celui qui reposait sur les assises les moins solides.

De toutes les révolutions européennes, la révolution russe était celle qui devait offrir le moins de difficultés. Il semble que cette opinion soit paradoxale, et pourtant elle ressort des faits comme une leçon brutale. Le tsarisme n'était qu'une façade ; le mécanisme politico-social de l'Empire était le plus rudimentaire de tous, parce qu'il n'y avait pas là une bourgeoisie fortement constituée, — une grande bourgeoisie très riche et maîtresse de tous les rouages, — une bourgeoisie moyenne cultivée, dispersée dans les professions libérales, les administrations et les établissements commerciaux ou financiers, — une petite bourgeoisie soucieuse de mieux-être, mais dévouée au pouvoir. L'industrialisme russe restait à la vérité naissant, si on le comparait à l'industrialisme anglais, allemand ou même français ; le commerce intérieur ou extérieur, l'activité financière demeuraient fort en arrière de la circulation d'argent ou des échanges que l'on pouvait constater dans l'Europe occiden-

tale et centrale. Aucune classe intermédiaire n'apparaissait entre l'aristocratie de cour qui vivait des abus du régime et qui détenait d'immenses propriétés, et la masse paysanne. Le jour où cette masse paysanne entrerait en branle, le régime serait condamné, — car ses moyens de défense étaient à peu près nuls. Le rôle du prolétariat des usines et des mines — relativement médiocre en effectif — a consisté à donner l'impulsion à ces millions et à ces millions de ruraux, qui souffraient de leur sort, de leur misère, de leur servitude, de leur ignorance, et qui n'ont pris conscience d'eux-mêmes qu'au spectacle du soulèvement des villes. La révolution russe a été avant tout rurale, et fort peu de personnes en Occident ont admis ce point de vue, et c'est l'un des motifs essentiels pour lesquels elles n'ont rien compris aux phases successives de cet immense événement. Mais le sens profond de la révolution française n'avait pas été mieux perçu en 1789, en 1792, en 1793, des contemporains qui voyaient toujours Paris et ne regardaient point les campagnes.

Face à face avec ce prolétariat rural, dont la guerre avait aggravé la détresse, et qui avait perdu sa foi aveugle dans l'autorité centrale, — face à face avec le prolétariat industriel qui était organisé dans les villes, le tsarisme ne pouvait tenir. Le

Saint-Synode s'était discrédité. L'armée s'était, depuis 1914, renouvelée comme tant d'autres, et, formée de paysans qui n'ignoraient point les souffrances de ceux qui demeuraient aux champs, elle abandonnait la cause du régime. La bureaucratie s'affola devant la menace des soldats, devant l'insurrection des marins, et la dernière barrière s'affaissa. Le tsarisme céda sans combat, parce qu'il ne pouvait plus combattre.

Mais un élément, qui n'était point méprisable, entra en ligne dès le premier jour, un élément qui avait déjà tenu son rôle douze ans plus tôt, dans la crise révolutionnaire qui avait suivi les défaites d'Extrême-Orient. Les allogènes, qui enveloppaient l'Empire à l'ouest, au sud-ouest, au sud-est, s'insurgèrent contre lui. Ils n'avaient été maintenus dans l'obéissance que par la contrainte ; l'instrument de la force fléchissant, ils reprenaient, ils revendiquaient leurs libertés. Or, ils représentaient des dizaines de millions d'hommes et leur culture intellectuelle était plus élevée, leurs aspirations sociales étaient, à ce moment, plus avancées, si l'on peut dire, que celles des Grands-Russes. Leur effort, qui s'exerçait à la périphérie, se concerta avec celui des paysans et des ouvriers, qui se cantonnait au dedans. Le tsarisme tomba comme un fruit desséché. Il ap-

parut, contrairement à la conviction irraisonnée des hommes d'Etat occidentaux, qu'il était vide de puissance et même d'existence.

Les révolutions d'Allemagne et d'Autriche ne pouvaient présenter absolument les mêmes caractères que celles de Russie. Dans l'Empire germanique, le mécanisme social était bien plus compliqué que dans l'Empire moscovite, parce que les ruraux n'y comptaient même plus pour un quart de l'ensemble de la population. — Avec l'expansion du capitalisme s'était constituée une bourgeoisie puissante, sectionnée en tranches superposées, dont chacune avait ses points de vue et ses aspirations, mais qui, au total, pouvait opposer une résistance vigoureuse. Quelque nombreux et concentré que fût le prolétariat dans certaines régions, en Saxe, en Westphalie, en Silésie, il avait à compter non seulement avec la vieille aristocratie féodale et foncière, mais encore avec une grande industrie fortement organisée, et avec des corporations commerciales urbaines, qui défendaient avec ténacité le statut existant. Pour déterminer la chute des Hohenzollern, qui s'appuyaient sur une hiérarchie sociale encore solide, il fallut la double action de la défaite militaire et de la révolution russe. Mais tout a prouvé que la révolution russe, en contribuant à briser

le nerf vital du militarisme et de la discipline germaniques, a précipité la défaite.

Bien que l'Empire allemand contînt plusieurs millions d'allogènes, en Alsace-Lorraine, en Posnanie, en Silésie, en Prusse orientale, en Slesvig, leur effectif n'était pas tel qu'ils pussent exercer sur la révolution éventuelle une influence prédominante.

L'Autriche-Hongrie représentait un stade intermédiaire entre l'Allemagne et la Russie. Ici l'élément rural et l'élément ouvrier des villes se retrouvaient côte à côte, ou plus exactement il y avait des contrées agricoles et des contrées de grande manufacture. La bourgeoisie ne formait pas un bloc massif, comme en Allemagne, et surtout les nationalités, qui combattaient les facteurs ethniques prépondérants, étaient vivaces, fortes par le nombre, par l'activité et par la culture. La guerre ici a hâté des mouvements, qui s'étaient élaborés de longue date, mais elle en a en même temps accentué la signification, car ni les Tchèques, ni les Yougo-Slaves, ni les Polonais de Galicie, hormis une minorité, n'avaient songé à proclamer le séparatisme définitif et à renverser les Habsbourg. Un large fédéralisme semblait, jusqu'en 1914, et même encore plus tard, l'objectif de la majorité d'entre eux.

J'ai dit que les révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie, avaient emprunté quelques-uns de leurs traits spécifiques à la révolution russe. Les conseils d'ouvriers et de soldats, ou d'ouvriers, de paysans et de soldats, surgirent dans les premiers jours et assumèrent les responsabilités. Mais les révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie n'ont pas exactement suivi le cours de la révolution russe. A Budapest, Karolyi, qui figurait la même étape que Lvof et Kerenski, accomplit en un temps ce qu'ils avaient accompli en deux ; Bela Kun, qui avait instauré le gouvernement des Commissaires du peuple, par consentement de Karolyi, représentait la même étape que Lénine, qui, lui, avait conquis le pouvoir au nom du maximalisme victorieux. Il n'offrit pas aux attaques extérieures la même vigueur de résistance, mais les conditions géographiques étaient autres. La révolution autrichienne fut surtout politique, comme la révolution allemande, quoique toutes deux eussent été accomplies par les masses ouvrières. A Vienne comme à Berlin, une fraction du socialisme, la plus modérée, s'associa aux partis bourgeois — les chrétiens-sociaux d'un côté, les catholiques et les démocrates de l'autre — pour gouverner la république nouvelle. Les communistes furent toujours tenus en dehors

du pouvoir sur le Danube ; sur la Sprée, les Indépendants n'y demeurèrent que peu de temps, puis allèrent rejoindre les Spartaciens dans l'opposition.

La révolution russe avait été intégrale ; la révolution autrichienne et la révolution allemande n'ont été que partielles, et c'est pourquoi, à Vienne de même qu'à Berlin, le prolétariat a vécu dans l'attente d'une seconde phase de subversion, qui lui donnerait la maîtrise de l'Etat et qui abolirait les compromis entre les classes ou fractions de classes.

Quoi qu'il en soit, c'est tout un pan de la vieille Europe qui s'est disloqué de 1918 à 1919. Et dans les parties qui n'ont pas été atteintes directement par les mouvements populaires, les institutions ont été ébranlées ; rien n'est resté indemne. Pour nous cantonner dans le domaine strictement politique, nous concevons fort bien que la monarchie en Suède, en Hollande, en Bulgarie, en Espagne, ne présente plus le même degré de solidité qu'auparavant. Chacun comprend, au surplus, que si les dynasties tombaient à Stockholm, à la Haye, à Madrid, à Sofia, ailleurs encore, elles entraîneraient avec elles une portion de l'armature sociale.

Partout la guerre et ses conséquences innom-

brables ont exaspéré les passions de la foule : partout les autorités établies ont été contestées et leur prestige s'est affaibli ; partout la dictature de la puissance publique se heurte à des résistances croissantes et qui, là même où elle subsiste encore, ne lui laissent pour l'avenir que de minces espoirs.

Si le problème du maintien du parlementarisme se pose d'un bout à l'autre de notre continent, c'est que cette institution est aujourd'hui le centre du commun régime. Bien qu'entre l'absolutisme russe, le demi-absolutisme allemand et autrichien et le statut constitutionnel de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de la Suisse, de la Hollande, il y eût des différences, qui jadis étaient taxées de fondamentales, ces différences avaient tendu à s'atténuer, à s'estomper avec le temps, car le parlementarisme, en face des poussées ouvrières, prenait l'aspect d'un organe de résistance, comme les monarchies de l'Europe centrale et orientale. Ce qui avait surtout caractérisé la révolution russe, c'était l'apparition de cet élément nouveau qui s'appelait le soviet, qui était antérieur à la phase maximaliste, puisqu'il était contemporain des débuts mêmes de la crise et qu'il y avait participé. Or le soviet, le conseil élu pour un laps de temps limité par les salariés, et qui était proprement une assemblée de classe,

surgissait comme une menace vivante pour les anciennes chambres, fussent-elles issues du suffrage restreint ou censitaire, fussent-elles sorties du suffrage universel et égal. Il a été comme la création spontanée d'un âge nouveau, et quelque discussion qui s'élève sur son origine ou sur sa légitimité, il a fonctionné, il a prouvé sa vitalité en vivant, et dès à présent, les juristes et les historiens ont dû s'appliquer à en étudier les conditions de fonctionnement et de développement. L'apparition des communes bourgeoises en face du régime féodal fut tout aussi stupéfiante dans les siècles révolus, et ceux dont elles lésaient les intérêts et restreignaient la puissance, montrèrent, à l'égard du régime communal, le même dédain, la même répugnance que les légistes de notre époque marquent vis-à-vis des soviets ou des conseils. C'est un fait pourtant que le pouvoir hybride, ambigu, mal équilibré, qui s'est instauré à Berlin ou à Vienne n'a pu éliminer ces rouages jusque-là inconnus, et qu'il a dû leur réserver une place plus ou moins large à l'ombre de lois empruntées à l'esprit démocratique ancien.

Les révolutions de l'Europe orientale et centrale ont donc entamé, avec les survivances dynastiques, le mécanisme qui était issu, dans une bonne partie de notre continent, des doctrines de la révo-

lution française. Elles n'ont pas été une réaction contre celle-ci ; elles en ont prolongé l'effort en un domaine élargi, dans un monde renouvelé, et où les antagonismes de classes n'étaient plus les mêmes que ceux du passé.

Entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'un côté, la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Amérique de l'autre — pour n'envisager que ces contrées, — il y avait des dissemblances dans l'organisation politique, mais il y avait aussi des traits de ressemblance ; les armatures sociales se rapprochaient les unes des autres. La hiérarchie des catégories existait universellement, encore qu'elle fût parfois masquée sous de fausses étiquettes d'égalité ; le contrôle des gouvernés sur les gouvernants était illusoire ; des corps ou des personnes, selon le cas, s'érigeaient en puissances dominantes vis-à-vis de la nation ; les camarillas de cour, à l'Est, correspondaient aux coteries parlementaires à l'Ouest. Partout la grande bourgeoisie industrielle et la grande propriété foncière — quelles que fussent les oppositions contre elles, — conservaient la prédominance ; partout, les clergés gardaient leur influence en s'appuyant sur elles, si bien qu'une tutelle politique plus ou moins apparente mais toujours vivace, pesait sur les foules, dont les droits reconnus ou

contestés demeuraient théoriques. L'absolutisme russe niait catégoriquement la souveraineté populaire ; le monarchisme des Hohenzollern ou des Habsbourg la pulvérisait en face de la suprématie dynastique, mais le parlementarisme français ou anglais qui prétendait la consacrer, n'en était qu'une expression fallacieuse, ou plus exactement il la refrénait en permanence, puisqu'il n'en était qu'une délégation à long délai, maîtresse de ses propres décisions et soumise à une illusoire surveillance.

C'est tout le mécanisme politique de l'Etat qui a été atteint par la crise. Il ne s'agit pas de savoir comment on le conservera, mais quels seront les traits essentiels du mécanisme futur.

IV

LE DISCRÉDIT DE L'ÉTAT

Qu'est-ce que l'Etat ? Je ne le confonds pas avec la nation. L'Etat se dresse contre la nation ; il est actuellement l'organisme que les classes dirigeantes, qui sont toujours les classes possédantes, ont aménagé pour maintenir leur puissance et comprimer les revendications. Une étude des divers services publics, à travers les différents pays, démontre clairement qu'ils ont été installés en vertu d'une idée générale, selon un plan préconçu, et qui procède lui-même de la structure sociale. Pour prendre un exemple, la fiscalité d'une contrée est liée étroitement à la suprématie de tel ou tel élément, et la bourgeoisie industrielle, lorsqu'elle a conquis la maîtrise, distribue les impôts de tout autre manière que l'aristocratie terrienne. Pour prendre un autre exemple, le

régime de l'enseignement est subordonné aux besoins de la catégorie qui commande et qui peut, selon les cas, pratiquer l'obscurantisme ou édifier une hiérarchie de connaissances.

A coup sûr, au fur et à mesure qu'il s'est organisé, le prolétariat a pu exercer une pression plus vigoureuse et plus efficace sur l'Etat ; il a déterminé des remaniements plus ou moins importants. Les circonstances de toute nature ont encore influé sur les initiatives des classes dirigeantes, et ces classes — si l'on peut revenir aux deux exemples évoqués plus haut — ont refondu la fiscalité pour faire face à des nécessités budgétaires plus impérieuses, ou transformé l'enseignement parce que la technique industrielle ou commerciale ou agricole, dont elles bénéficiaient, requérait des artisans plus instruits. Mais l'objectif, la mission, le plan d'action de l'Etat demeurent immuables. Nulle part il ne s'identifie avec la nation dans l'Europe occidentale, ni dans l'Europe centrale, ni dans les deux Amériques. Quelque forme qu'il revête, il ne diffère que par les détails de structure, par les méthodes d'influence, par le jeu des rouages, de l'Etat de Charles-Quint, de Louis XVI, de Napoléon Ier, de Frédéric II ou de Guillaume Ier, de Joseph II ou d'Alexandre III.

C'est cet Etat que la crise mondiale a discrédité.

Elle en a montré les tares, les faiblesses, l'incapacité de renouvellement. Il ne peut pas se renouveler, parce que son principe suprême est la défense des prérogatives de classe ou, plus exactement, la sauvegarde de l'ancien mode d'appropriation. Les définitions sont indispensables. Si tant de controverses se sont engagées, à travers le dernier demi-siècle, sur le rôle et l'avenir de l'Etat, c'est qu'on négligeait le plus généralement de préciser le sens du terme. De même que de débats oiseux se sont ouverts et prolongés — sans issue possible, — parce que l'on confondait capital et capitalisme !

A toute époque de l'histoire, un organisme grandit ou subsiste dans la mesure où il correspond à un besoin reconnu, — ou plus exactement dans la mesure où il paraît correspondre à ce besoin. Le pouvoir de la noblesse fut jadis toléré par le peuple : la noblesse faisait le service de guerre dont la masse du peuple s'affranchissait. Le jour où les rois, pour le service de guerre, firent appel à des armées permanentes — et exceptionnellement à des levées d'hommes, afin de parer à un péril extraordinaire, — l'utilité de la noblesse s'effaça et son activité déclina. L'esclavage a été condamné du moment où les faits attestèrent la supériorité de rendement du servage

et du salariat. Les révolutions se bornent d'ordinaire à consacrer — qu'elles revêtent l'aspect catastrophique ou tout autre aspect — des changements qui se sont accomplis au préalable dans la mentalité des peuples. Elles mettent en harmonie les réalités extérieures avec le cheminement des idées, les rapports de puissance officielle avec les relations de forces économiques et matérielles. La révolution française avait été préparée à la fois par les travaux des philosophes, par la poussée de la bourgeoisie urbaine et des paysans, par la disqualification des ordres privilégiés, par la détresse grandissante du trésor royal, par l'action convergente d'une foule de facteurs qui se reliaient du reste les uns aux autres et qui avaient sapé le prestige et à la fois le fonctionnement de l'Etat d'alors. Celui-ci paralysait la régénération du pays et jouait un rôle antinational, en élaborant la ruine collective. L'Etat contemporain, non seulement en France, mais ailleurs, mérite ce double grief d'apparaître inerte et désarmé devant la plus grande crise de l'âge moderne, et de refréner tout effort de l'humanité vers une résurrection. Non seulement il se révèle inutile, mais encore il s'affirme funeste.

L'Etat n'a pas préservé le monde de la guerre ; il a été incapable d'en conjurer la venue ; mieux,

il l'a provoquée. Lorsqu'on dit que les peuples ont voulu cette grande guerre, et les guerres qui l'ont précédée et qui nous y ont acheminés, on fait l'éternelle confusion entre le peuple et l'Etat. Les nations souffrent toujours des conflits sanglants, qu'elles soient vaincues ou qu'elles soient victorieuses. Les Etats peuvent en tirer profit, pour se consolider, pour développer leurs moyens d'action, pour abattre les forces qui tendent à leur dislocation, et voilà pourquoi à de certaines heures, quand ils se croient assûrés du succès, les États n'hésitent pas à lancer les ordres de mobilisation. Je mets les petites guerres sur le même plan que les grandes, les campagnes coloniales au même rang que les campagnes européennes. Toutes procèdent du même principe, sortent du même mécanisme. L'historien social ne doit pas faire de distinction entre elles, et du point de vue où il se place, une différenciation serait absurde.

Je ne veux pas dire que tous les gouvernements aient prémédité, et, de propos délibéré, suscité la conflagration de 1914. Je dis que la juxtaposition d'un certain nombre d'États, qui offraient une contexture unique, et dont les nécessités d'expansion étaient identiques et par suite antagonistes, préparait fatalement la guerre universelle.

L'État ou les États — peu importe ici — n'ont pas plus réussi à écourter la guerre qu'à l'éviter. J'ai montré plus haut pourquoi la crise devait être générale. L'incendie, s'étant allumé sur un point, allait embraser les deux hémisphères. Il ne pouvait y avoir de région indemne, et aucune en réalité ne fut soustraite aux effets du sinistre. Il ne pouvait y avoir de fin par compromis, parce que les classes dirigeantes de chaque État craignaient, en négociant ce compromis, de disparaître immédiatement dans le gouffre et qu'elles comptaient sur la victoire pour sauver le régime. Mais les souffrances, et les deuils, et les misères qui ont suivi la guerre, ont tué l'autorité qui restait à l'Etat. Plus il avait été impérieux et exigeant, plus il avait montré de ténacité à courber le peuple sous sa loi, et plus le peuple, qui ne se jugeait pas lui-même responsable, marquait de sévérité pour l'Etat, et plus violemment il en réclamait l'abolition.

L'Etat a été impuissant à arrêter l'œuvre de mort ; il a été impuissant à refaire un monde habitable et sur lequel ne planeraient pas de nouveaux périls de mort ; il ne saurait plus faire face aux besoins les plus rudimentaires des sociétés, puisque tous les rouages ont craqué, que l'instabilité et la précarité sont les caractéristiques universelles

du moment, que les pouvoirs publics ou ce qu'on appelle ainsi ne remplissent plus leur office. Une nation supporte une dictature, même si temporairement elle doit subir une restriction de ses libertés, quand cette dictature lui assure le salut. Et c'est ainsi que la république romaine entendait la concentration provisoire des prérogatives aux mains d'un homme. L'Etat est devenu une dictature qui brise tout ressort, qui élabore le désastre, et qui associe les classes adverses dans une ruine presque irrémédiable. Il est aux prises avec la banqueroute financière ; il suspend la production qu'il est inapte à redresser et à réorganiser ; il maintient l'anarchie dans les échanges ; il perpétue et aggrave la cherté des denrées et la difficulté de subsister. Voilà pourquoi il est condamné aujourd'hui, comme fut condamné l'autre Etat qui le précéda, celui qui était fondé sur la domination d'autres oligarchies, et dont la mort importait à la vie de la nation, dont l'effondrement était la condition même d'une reconstruction politique, économique, morale et sociale.

V

LA CRISE FINANCIÈRE

Il y a eu des crises financières à toutes les époques de l'histoire. On ne citerait pas un Etat qui n'ait connu la détresse à un moment quelconque de sa vie, et le déficit a été la règle pour les royaumes, les empires, les républiques aristocratiques ou bourgeoises, avant qu'il y eût des budgets, et depuis que les ministres des finances établissent des prévisions budgétaires. Bien des régimes ont croulé parce qu'ils ne pouvaient plus faire face à leurs dépenses. Les révolutions d'Angleterre et la grande révolution française, et beaucoup d'autres, ont commencé le jour où le trésor était vide.... Mais c'est la première fois dans l'histoire, que la crise financière s'universalise, frappant à la fois les vainqueurs et les vaincus d'une guerre et ceux qui, demeurés neutres, avaient pensé se libérer de toute difficulté.

Il suffit de consulter la situation présente de l'Europe pour comprendre qu'un conflit sanglant ne laisse plus de profit à personne. Dans le passé, les souverains, qui menaient une expédition, espéraient s'enrichir en imposant un tribut à l'adversaire terrassé. La leçon est là, saisissante : des charges colossales pèsent sur toutes les nations et elles n'aperçoivent point le moyen d'y parer.

La dernière guerre est intervenue à l'issue d'une période, où les dépenses publiques s'étaient déjà sensiblement accrues et où les hommes protestaient contre la lourdeur des impôts qui leur étaient assignés. Celui qui, en 1913, aurait prévu et prédit un quadruplement ou un quintuplement des budgets, un décuplement des dettes, aurait pris la figure d'un insensé. Les Français, les Allemands, les Anglais, avec leurs dépenses de quelques milliards, criaient famine ; on ne supposait pas qu'on pût leur demander davantage.

Les crédits de l'armée, de la marine et des colonies, soit ordinaires, soit extraordinaires, avaient grossi d'année en année depuis 1905, et surtout depuis 1909. Les services de l'administration civile avaient amplifié leurs exigences, car dès cette époque les fonctionnaires, à tous les degrés, s'étaient plaints des difficultés de leur existence.

Par la logique des choses, l'Etat était toujours exposé à débourser plus largement.

La Grande-Bretagne — sous Lloyd George — qui, à la chancellerie de l'Echiquier, avait frappé discrètement la fortune acquise, avait remanié sa fiscalité, et les impôts directs y tenaient une place médiocre, mais qu'ils étaient loin d'occuper ailleurs. L'Allemagne, pour subvenir aux frais de ses nouvelles créations militaires, avait infligé un sacrifice, d'ailleurs assez minime, aux catégories possédantes. La bourgeoisie de France, dans la même conjoncture, avait préféré s'en rapporter à l'emprunt. Le crédit anglais, allemand, français, était entier auprès des masses, bien que les dettes outre-Manche, outre-Rhin, et chez nous, atteignissent déjà à des totaux considérables. Mais le crédit de l'Autriche et celui de la Hongrie étaient si discutés, que ces deux pays eussent difficilement, en phase normale, obtenu qu'on leur prêtât des milliards.

Si j'évoque d'un trait cursif ces souvenirs, si je reprends ce passé proche, c'est qu'il importait de montrer ici que le monde n'a pas bondi brusquement d'une phase de prospérité financière intégrale dans une phase de détresse profonde. De même que le renchérissement de la vie se manifestait déjà avant l'explosion du conflit,

pour des raisons différentes de celles qui s'exercent à l'heure présente, de même la crise budgétaire générale ne s'est pas ouverte en août 1914. Mais le renchérissement de la vie et la crise budgétaire ont dépassé les imaginations les plus pessimistes ou les plus aventureuses.

Les dépenses de guerre proprement dites ne représentent pas toutes les charges qui s'accumulent sur les nations, mais il faut ajouter les dépenses qui dérivent de la guerre, et que les États n'auraient pas assumées, si la paix n'avait pas été rompue. Jamais dans le passé, les économistes, les financiers, n'auraient conjecturé qu'une lutte aussi vaste — quant au domaine couvert par elle — se prolongerait tant de mois et tant d'années.

La thèse courante était qu'une campagne ne durerait que quelques semaines et qu'après une bataille décisive, foudroyante, le vaincu accepterait les conditions du vainqueur. Elle reposait sur une série de considérations qui se trouvèrent toutes plus ou moins en échec : les collectivités humaines ne supporteraient qu'un court laps de temps une crise, qui mettrait tous les ressorts en jeu, et qui leur imposerait d'effroyables souffrances matérielles et morales ; les gouvernements n'auraient pas assez de crédit et d'énergie pour

maintenir dans la discipline et l'obéissance, au delà d'une brève période d'expérience, des masses qui faisaient profession de détester la guerre; l'humanité ne pourrait subir, plus d'un nombre déterminé de jours, la suspension de tout labeur industriel, commercial et agricole, la paralysie de son activité normale ; — les énormes embarras pécuniaires, auxquels les peuples auraient à faire face, contribueraient à hâter l'échéance de l'armistice, parce que les limites de l'épuisement financier seraient très vite atteintes.

Je le répète : tout observateur soucieux de respecter la vérité doit avouer que ces prophéties ont été démenties par l'événement. Mais j'ajoute tout de suite que si les gouvernements ont montré plus de solidité qu'on n'avait pensé, et si les expédients budgétaires de toute nature ont fourni plus de disponibilités qu'on n'avait supposé, l'affaissement gouvernemental et la détresse des trésoreries sont devenues quasi irrémédiables.

On a dit que toutes les puissances belligérantes avaient cru à une courte guerre, — et rien n'est plus exact, car à chaque printemps, à chaque été, à chaque automne, elles espéraient encore que la paix interviendrait dans les trois mois. On a dit aussi que les empires centraux auraient renoncé à remettre des ultimatums à la Serbie, à la France,

à la Russie, s'ils avaient prévu que l'incendie ne se localiserait point, et, en effet, le cabinet de Berlin fut stupéfait par quatre fois au moins : lors de l'entrée en ligne de l'Angleterre, lors de celle de l'Italie, lors de celle de la Roumanie, lors de celle de l'Union américaine. On pourrait tout aussi bien écrire que les classes dirigeantes, dans les deux combinaisons, se seraient employées, avec une énergie désespérée, à conjurer la guerre, si elles avaient pressenti le désarroi final.

Toutes sortent plus ou moins menacées ou ruinées d'une période qui a consommé tant de richesses, façonné sans doute une oligarchie financière nouvelle, mais prolétarisé aussi une partie relativement importante de la bourgeoisie. Les possibilités d'enrichissement, que la guerre a offertes à cette bourgeoisie, étaient abondantes, mais les risques que la guerre comportait étaient écrasants.

Il est illusoire de vouloir dresser, même très approximativement, le coût de la campagne. Une pareille estimation est nécessairement arbitraire : d'abord quelles catégories de frais y fera-t-on entrer ? Et ensuite, à quel moment arrêtera-t-on le calcul ? On a payé des sommes déterminées pour les canons, les fusils, les munitions, les avions et les dirigeables, le transport des troupes par

terre et les croisières de la flotte, et il est difficile de totaliser ces paiements pour une phase nettement délimitée, mais les pensions aux veuves, aux orphelins, aux mutilés, aux blessés — pour ne choisir que cet exemple — se répartiront sur un très grand nombre d'années. Comment en supputer le montant ?

Ce qui prouve combien d'hésitations subsistent sur ce sujet complexe, c'est que les évaluations les plus diverses ont été produites. Les uns ont parlé de 1 000 milliards, les autres de 1 200 et de 1 300. Ces données paraissent fantastiques, quand on les rapproche de celles des guerres antérieures. Elles demeurent pourtant, selon toute probabilité, inférieures à la réalité. Ce cataclysme a engendré tant de ruines, qu'on ne saurait réussir à les embrasser toutes d'un coup d'œil.

J'ai lu avec soin les exposés des ministres des finances de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche. Aucune de leurs additions ne me semble pleinement satisfaisante. On a sans cesse l'impression qu'ils ont oublié, volontairement ou non, des chapitres importants. Pour rendre quelque confiance aux peuples, pour les arracher à l'obsession de la misère, les hommes d'Etat dirigeants ont toujours tu une partie de la vérité, même quand ils ne visaient pas à travestir com-

plètement celle-ci. L'une des faiblesses du régime actuel — comme de tous les régimes déclinants — est de différer ou d'éluder toute confrontation directe avec les problèmes redoutables.

L'entretien des armées en campagne a naturellement représenté le gros des dépenses des six dernières années. Et c'est sur ce chapitre aussi que se sont le plus cyniquement exercées les rapines des fournisseurs de l'Etat. Les guerres de l'ancien régime, sous Louis XIV et Louis XV, avaient été déjà la source de profits scandaleux pour la noblesse et la grande bourgeoisie du temps. Celles du premier Empire avaient engendré des fortunes. Mais les maniements de fonds de ces époques, où les effectifs étaient minces à côté des nôtres, où le matériel était rudimentaire, restaient insignifiants au regard de ceux qui ont marqué notre âge. Nulle part les intendances n'étaient préparées à la tâche qui leur incombait ; nulle part les services techniques n'avaient supposé qu'on ferait une telle consommation d'engins et de munitions. Pendant les premiers mois surtout, les trafiquants de toute espèce eurent beau jeu pour rançonner les peuples ; dans leur hâte d'équiper leurs contingents et de pourvoir aux besoins alimentaires, les gouvernants se résignaient à payer les prix les plus élevés. Les pires scandales

se révéleront le jour où les masses pourront établir la vérité sur les marchés monstrueux qui furent passés. On y saisira sur le vif les procédés par lesquels s'effectue l'accumulation capitaliste. Ce n'était point seulement parce qu'ils étaient pressés par la nécessité, que les ministres souscrivaient aux clauses les plus dures et gaspillaient les deniers publics : c'était aussi parce qu'il y avait solidarité de classe entre eux et les soumissionnaires. A l'heure où le sort des puissances se disputait sur les champs de bataille, et où, dans chaque pays, des millions et des millions d'hommes se sacrifiaient pour une cause collective, des oligarchies exploitaient les circonstances et manifestaient d'insatiables convoitises : elles pillaient le monde, elles expropriaient les nations à leur profit. Le premier devoir des gouvernements, au lendemain d'une telle crise, eût été de dresser le catalogue des fortunes ; ils n'ont songé qu'à les défendre, qu'à les proclamer légitimes, qu'à sanctionner les spoliations accomplies.

Dans tous ou presque tous les États, les pouvoirs publics, qui ont perçu la gravité des accusations portées contre eux, la responsabilité qu'ils avaient assumée en tolérant les concussions et dilapidations innombrables, ont ouvert des instructions, exercé des poursuites, mais par un hasard qui ne

saurait surprendre, seuls des adjudicataires et des intermédiaires de troisième ordre ont été inquiétés. Ceux qui avaient gagné des dizaines et des centaines de millions ont continué à jouir impunément de leurs méfaits. Les cabinets de guerre auraient pu économiser des sommes énormes en réquisitionnant les industries : ils s'y sont partout refusés, et comment eussent-ils procédé autrement, alors que la réquisition eût lésé l'aristocratie nouvelle en la frustrant des bénéfices escomptés ?

Ces bénéfices ont été tellement élevés, que les employeurs individuels et les sociétés anonymes les ont dissimulés avec une ténacité calculée. Ce n'était pas seulement que celles-ci et ceux-là voulussent échapper aux taxations exceptionnelles ; c'était aussi et plutôt parce qu'ils craignaient, en publiant des bilans exacts, de provoquer contre eux un irrésistible sursaut de colère. L'histoire secrète et réelle de cette époque — qui sera si précieuse pour l'avenir — ne pourra être écrite, que lorsqu'on possédera les inventaires confidentiels.

Lourdes aussi furent les dépenses d'ordre civil. Du jour où la guerre commença, les gouvernements appréhendèrent qu'une révolution ne les frappât par derrière. Pour conjurer cette révolu-

tion, ils n'épargnèrent nul moyen. Ce fut par calcul qu'on distribua les allocations aux familles des mobilisés et aux chômeurs ; on maintint le prix du pain à un niveau tel, que le trésor dut acquitter de grosses sommes ; on fixa un taux fictif, en même temps qu'on assurait — toujours aux dépens du budget — des cours plus que rémunérateurs aux producteurs agricoles. On reprit, dans une certaine mesure, les pratiques de l'empire romain. Afin de sauver la structure sociale de la menace qui pesait sur elle, on s'attacha, par des largesses, à désarmer le prolétariat urbain comme la catégorie paysanne. La grande bourgeoisie élargissait son emprise économique et renforçait son contingent par l'adjonction d'une couche de nouveaux riches, Mais pour imposer l'acceptation de ses scandaleuses rapines, elle dispensait des aumônes à ceux qu'elle spoliait et qui discernaient mal le jeu compliqué auquel elle se livrait.

Plus elle augmentait la dette publique, et plus elle se croyait prémunie contre les chocs en retour. Les dizaines de milliards, dont l'Etat avait besoin, étaient souscrits pour une partie par les petites gens qui apportaient leurs économies. Plus le nombre des souscripteurs s'accroîtrait, et plus les périls de banqueroute s'atténueraient. Les classes possédantes se rendaient fort bien compte

que si l'on pouvait suspendre le paiement du coupon aux dépens de quelques milliers d'hommes, on ne saurait user aussi facilement de cet expédient vis-à-vis de quelques centaines de milliers ou de quelques millions. Ainsi les émissions de bons, de billets, de rentes ont acquis une ampleur extraordinaire, non seulement en Allemagne et en Autriche, mais aussi en France et en Angleterre. Pour les pays de premier rang, les arrérages annuels montaient à 10 milliards et plus, c'est-à-dire à huit et neuf fois le total le plus élevé que l'on connût dans l'avant-guerre.

En recourant aux emprunts, la classe dirigeante ne cherchait pas uniquement à consolider le régime : elle allait aux méthodes les plus simples. Elle reprenait les chemins qu'elle avait toujours suivis dans le passé. Pour équilibrer ses dépenses et ses recettes, elle n'avait le choix qu'entre les créations de titres ou de papier-monnaie et des perceptions d'impôts nouveaux. Son option s'accomplit sans qu'elle balançât un seul instant.

Beaucoup de raisons la déterminaient, — et on les connaît ou les devine pour la plupart — mais il en est une qu'il sied de mettre en pleine lumière.

Les gouvernements, surtout aux périodes de grandes crises, sont toujours tentés de rejeter

les charges pécuniaires sur l'avenir. Ici, ils découvraient un prétexte supérieur pour expliquer leur attitude : c'est que chacun d'eux espérait reporter sur les adversaires vaincus la totalité de ses dépenses. Le souvenir des cinq milliards du traité de Francfort hantait les esprits. Les pangermanistes, en cas de victoire, se proposaient de demander à l'Entente une contribution qui oscillait entre cent et trois cents milliards. Dans les pays alliés et associés, on s'imaginait que les empires centraux solderaient à la fois les réparations aux régions envahies et les frais de guerre proprement dits, en d'autres termes qu'ils prendraient à leur compte les 1 000, 1 200, 1 300 milliards ou davantage, qui représentaient le coût total.

De même qu'une notion fausse avait prévalu dans les premiers jours du conflit, celle d'une brièveté assurée, celle d'une campagne terminée rapidement et en coup de théâtre, à la façon des campagnes napoléoniennes, — de même une conception erronée, d'ailleurs greffée sur la précédente, s'était ensuite accréditée : celle de l'indemnisation intégrale du vainqueur. Et comme chaque combinaison se persuadait que le succès serait de son côté et refusait d'envisager l'hypothèse inverse, chaque combinaison transféra théoriquement sur

la coalition contraire la charge totale. En attendant qu'on récupérât le montant des débours consentis, et qui n'étaient, croyait-on, que de simples avances, on multipliait les emprunts.

Une troisième idée était acceptée comme juste, tandis qu'elle était illégitime. En se fondant sur le précédent de 1871, on affirmait qu'une phase de prospérité sans bornes succéderait à la crise. On oubliait que la guerre franco-allemande n'avait duré que quelques mois et qu'elle ne s'était pas généralisée. Ainsi les dirigeants du monde capitaliste devaient être logiquement victimes de toutes les fautes de calcul qu'ils avaient commises, des appréciations incorrectes qu'ils formulaient sur l'importance et les conditions de la catastrophe.

J'ai évoqué ici des tendances, qu'il n'est pas difficile de discerner sous la confusion et la contradiction des théories et des actes. Pratiquement, la société capitaliste ne pouvait se dispenser d'augmenter sa fiscalité, mais elle l'augmenta au hasard, à tâtons, et dans le cadre même où celle-ci s'était toujours exercée, en maintenant aux privilégiés des exemptions ou des atténuations, en reculant devant les constructions de principe, en exécutant des gestes étriqués et timides. Même dans le pays, où des lois relativement récentes avaient

organisé des prélèvements sur la fortune acquise ou en formation, la Grande-Bretagne, l'Etat a laissé la plus large place à l'emprunt. Il n'a cessé, pendant la guerre, de rejeter la conscription des fortunes que le *Labour Party* avait préconisée, comme pour donner un pendant à la conscription des hommes. Il paraissait monstrueux de demander aux citoyens de contribuer de tout leur avoir à l'entretien de la guerre : mais nul ne discutait la contribution du sang. Ailleurs, en France, en Allemagne, en Autriche, en Italie, on attendit plusieurs années avant de créer de nouvelles recettes, et elles ne furent instituées qu'en une mesure médiocre, dérisoire, et ne couvrirent même pas le montant des rentes émises depuis 1914.

La société capitaliste, qui commence seulement à percevoir l'orientation du monde, n'avait pas compris que pour prolonger son règne, elle eût dû assumer l'initiative d'un renouvellement profond. Plus elle ménageait les couches possédantes, — que dans l'ensemble, les gigantesques transferts de capitaux, qui s'opéraient de toutes parts, resserraient sur elles-mêmes et enrichissaient, — et plus elle donnait d'armes à ses adversaires. Les sacrifices de vies étaient quasi illimités. Les sacrifices pécuniaires des détenteurs de l'argent étaient illusoires. Au milieu du deuil et de la misère uni-

versels, des minorités entassaient les milliards. Le mécanisme fiscal eût pu réagir contre ces accumulations, mais on ne saurait demander à un régime d'aller contre son principe et, à toute phase de l'histoire, lès rouages financiers de l'Etat ont été intimement et logiquement liés à la contexture sociale.

En France, dans le mécanisme d'avant 89, la noblesse et le clergé étaient en principe exonérés de l'impôt. Dans celui d'aujourd'hui, qui est beaucoup plus issu de la législation napoléonienne que de la législation révolutionnaire, la propriété mobilière ou immobilière a pris la place des deux premiers ordres d'autrefois. Les taxes indirectes, qui pèsent beaucoup plus lourdement sur la masse que sur les possédants, se sont, au cours du XIXe siècle, développées avec une prodigieuse célérité, tandis que les taxes directes étaient demeurées presque immuables. Au lendemain du traité de Francfort, quand il fallut donner au trésor des recettes supplémentaires, Thiers, qui était le grand homme de la bourgeoisie et qui gardait intacte la mentalité des dirigeants de Juillet, s'adressa aux impôts de consommation à l'exclusion des autres. Chacun se souvient des luttes passionnées qui se livrèrent chez nous autour de la taxation du revenu, — de la longue

résistance qu'elle suscita. Elle fut enfin appliquée au cours de la guerre, mais selon des modalités et avec une discrétion telles, que les hautes classes sociales, soit par le jeu des textes, soit en vertu d'une fraude officiellement tolérée, se sont soustraites à son étreinte. La taxe des bénéfices de guerre, après de multiples discussions, fut aussi mise en œuvre, mais ce n'est un secret pour personne qu'elle donna des résultats squelettiques et que l'administration ne fit aucun effort pour la recouvrer. L'expérience a montré que les minorités dominantes écartent les fiscalités qui les lèsent, ou que, si elles les adoptent en théorie, elles en paralysent le fonctionnement.

Ainsi en France, les dépenses exceptionnelles de guerre ont laissé chaque année un colossal déficit, et rien n'est prévu pour faire face aux dépenses normales. Ce qui est vrai de la France est vrai, avec des différences plus ou moins sensibles, des autres contrées belligérantes, car partout, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Autriche, les grandes lignes des systèmes financiers en vigueur ont été maintenues intactes. En conservant les vieilles institutions, on ne se bornait pas au surplus à consolider les privilèges ; on développait encore, on exagérait ces privilèges. Il y aurait ici tout un chapitre d'histoire sociale

à écrire, et qui éclairerait d'une puissante lumière les recoins les plus profonds du régime.

J'ai dit que l'Etat, universellement, avait préféré le recours au crédit à la perception de l'impôt. Ce n'était pas seulement qu'il fût dominé par les conceptions que j'ai analysées, ou encore qu'il craignît, en aggravant ses exigences, de mécontenter l'ensemble de la population, à un moment où il était sage d'user de diplomatie vis-à-vis des foules. C'était aussi que les émissions de papier, sous quelque forme qu'elles se présentassent, concouraient à l'enrichissement des possédants ; Sans doute les petits porteurs de rentes sont nombreux — encore qu'on leur assigne souvent des effectifs inexacts — mais le meilleur des arrérages ne va pas à eux ; il se concentre sur un groupe relativement limité de souscripteurs. Nous ignorons, en France, quels sont ces souscripteurs, et quelle proportion leurs achats de rente constituent dans le total, mais il n'en a pas été de même en Allemagne. A chaque appel à l'emprunt, les journaux ont, par ordre, inséré la liste des banques, des firmes industrielles qui apportaient au Trésor des versements relativement élevés. On a pu se rendre compte que les capitalistes ou les grosses associations de capitaux disposeraient dans l'avenir d'énormes créances vis-à-vis de la nation,

et que les émissions d'emprunts successifs leur fournissaient les moyens d'opérer des placements fructueux. Or la contexture économique de la France ou de l'Angleterre ou de l'Italie n'est pas si différente de celle de l'Allemagne, qu'on ne soit en droit de leur appliquer des déductions tirées de cet exemple. On comprend que les pouvoirs publics aient à la fois reculé devant toute audace fiscale et grossi indéfiniment la dette, — que celle-ci fût consolidée ou qu'elle restât flottante. Les lois réitérées, qui ont autorisé chez nous la banque de France à augmenter sa circulation de billets, — et qui ont eu sur la hausse des prix, par une répercussion naturelle, la plus déplorable influence — ont valu des profits supplémentaires à une oligarchie. Gagés sur le travail national, et non pas sur une encaisse métallique qui était illusoire par rapport au montant total des émissions, les billets ont procuré des centaines de millions de bénéfices à un petit groupe d'actionnaires. Dans chacun des pays belligérants, les mêmes constatations se dégagent, toutes réserves de détail faites, d'un examen quelque peu sérieux.

C'est en vertu du jeu même de ses institutions, que l'Etat s'est trouvé partout face à face avec la crise présente. Lorsqu'on analyse les concepts qui sont à la base de la société contemporaine,

on s'aperçoit que cette crise était inévitable. On s'aperçoit encore — et les masses discernent confusément ou distinctement cette conclusion — que l'Etat, par ses propres moyens, ne saurait se libérer des embarras sans précédent où il se débat.

Deux modes de solution s'offrent à lui : ou la banqueroute, ou l'appel à de vastes prélèvements sur le capital et le revenu, conjugués avec la nationalisation de certaines industries monopolisées.

La banqueroute ruinera la minorité dirigeante, car c'est celle-ci qui a profité surtout des émissions de papier accomplies au cours des dernières années, et c'est une raison pour que cette minorité dirigeante s'oppose, avec une extrême énergie, à une mesure qui précipiterait sa chute, et qui, si elle pouvait encore par aventure prolonger sa domination, lui enlèverait pour l'avenir tout moyen de gouverner. La faillite déclarée de l'Etat équivaudrait, au surplus, à une subversion totale, à la destruction de tout l'édifice économique, à un renversement des rapports de catégorie à catégorie et d'individu à individu. Mieux : elle ne réussirait même pas, à elle seule, à rétablir l'équilibre budgétaire.

Les prélèvements sur le capital et sur le revenu

— quels qu'en fussent les taux — si l'on n'allait pas dans certains cas jusqu'à la confiscation absolue, et si l'on accordait à la base des immunités strictement indispensables, — seraient insuffisants pour combler le déficit. Or la bourgeoisie repoussera le confiscation intégrale, car elle ne se suicidera pas, et elle aimera mieux s'exposer aux pires éventualités qu'abolir spontanément sa prépondérance dans la nation ; elle n'acceptera même pas des barêmes de perception, qui paralyseraient les accumulations futures, et la suppression des immunités de base provoquerait elle-même, à défaut de tout autre facteur, l'ouverture de la période révolutionnaire. Quant à la nationalisation de certaines industries, nul n'ignore qu'elle sera combattue par les conservateurs avec la ténacité du désespoir et que, combinée avec le maintien du régime capitaliste, elle ne donnerait que des résultats illusoires.

La crise financière est insoluble dans l'état actuel des rapports sociaux, car elle est issue du jeu de ces rapports sociaux eux-mêmes. Elle n'ira pas s'atténuant, mais s'aggravant. Les raisons qui l'ont engendrée subsistent pour la développer. La société capitaliste est impuissante à la liquider, parce qu'elle opérerait du même coup sa propre liquidation.

VI

LE DÉSARROI ÉCONOMIQUE

Le régime capitaliste a pu s'implanter dans le monde, parce qu'il comportait un progrès sur le régime antérieur, et que mettant en œuvre les découvertes de la science, il a stimulé la production, en même temps qu'abaissé les prix. Au cours du XIXe et au début du XXe siècle, l'industrie textile, l'industrie métallurgique, les industries chimiques, les industries alimentaires, toutes celles auxquelles est plus ou moins subordonnée la vie de l'humanité, avaient multiplié, dans une mesure surprenante, leurs moyens d'action et leur rendement. Le capitalisme imposait aux hommes un assujettissement nouveau, mais transformant l'aspect des continents, créant des communications rapides et peu coûteuses, satisfaisant aux besoins qui s'affirmaient, et démocratisant, si l'on

peut dire, l'usage de toutes choses, il engendrait des améliorations matérielles qui profitaient à la collectivité.

Il avait tiré sa puissance des innovations qu'il introduisait et des services qu'il rendait. Mais il était condamné à périr le jour où il apparaîtrait comme un obstacle à une nouvelle expansion de l'énergie universelle, et où, au lieu de stimuler la production et de réduire les prix, il paralyserait le fonctionnement de l'usine, déterminerait une majoration continue des cours et menacerait la civilisation d'un arrêt subit ou plus encore d'une régression. Le phénomène, qui frappe nos regards en 1919, est analogue à celui qui survint à la fin de la période servile ou de la période féodale. Sous peine de périr, les sociétés doivent sortir du cadre que leur ont tracé les cent dernières années. Nous ommes arrivés à l'heure où les forces productives réclament une organisation nouvelle, sous peine d'être stérilisées et anéanties.

A la vérité, les faits qui se manifestent aujour-d'hui pour les moins informés avaient été prévus, nnoncés par les écrivains socialistes du milieu t même du début du dernier siècle. Ces publi-istes, ces penseurs avaient, dès l'origine, perçu out ce qu'il y avait de désordre, d'incohérence, e contradictions dans le système capitaliste.

Ils avaient discerné qu'un jour, par le jeu même de ses rouages, par l'excès de ses ambitions, il aboutirait à la ruine. Incapable de se gouverner, de mettre la règle et la mesure à la place des explosions successives, de se subordonner à une fin, d'astreindre les convoitises impatientes à une discipline collective, il roulerait de crise en crise jusqu'à la crise suprême.

Bien avant la guerre, le cadre du régime éclatait. Les phases d'extrême richesse alternaient avec les phases d'extrême misère. Jamais l'effondrement ne semblait aussi proche que lorsque la prospérité était au comble. Les manufactures travaillaient à pleine vitesse et les demandes de produits s'accumulaient, et le lendemain les demandes cessaient soudain et des centaines de milliers d'ouvriers étaient jetés à la rue. C'étaient ces vicissitudes qui avaient accrédité l'idée de la révolution, car on ne pouvait concevoir que l'humanité acceptât longtemps une telle instabilité et qu'elle livrât sa vie à de monstrueux hasards.

Dans les années qui avaient précédé immédiatement la guerre, les mouvements s'étaient, si l'on peut dire, à la fois amplifiés et accélérés. Les crises se rapprochaient de plus en plus les unes des autres, et quoi qu'on fît pour les éviter;

elles sévissaient avec une cruauté grandissante. Le chômage était devenu terrible par intervalles, et l'on a pu se demander légitimement si le conflit mondial n'a pas paru à certains le meilleur moyen d'écarter ou de différer la menace de subversion qui planait sur l'Europe. Mais je me borne à évoquer ce thème, si important soit-il.

La guerre, par son développement même, par les conséquences subites qu'elle a engendrées, a encore bouleversé les conditions économiques, les rapports qui existaient entre les catégories de la production. Elle a, par suite, accru dans une mesure infinie l'anarchie qui caractérisait le régime.

Dans le monde contemporain, l'agriculture ne joue plus le rôle prépondérant qui lui était dévolu jadis, mais sa place demeure considérable, et lorsque cette place se rétrécit au delà d'une limite rationnelle, les nations risquent de mourir de faim. A coup sûr, en période normale, grâce aux liens qui se sont créés, et aux transports rapides, les peuples industriels obtiennent des peuples agricoles les denrées nécessaires à leur alimentation. C'est ainsi que l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, où le contingent rural n'avait cessé de décliner à travers le XIXe siècle, recevaient de l'Amérique, de la Russie, de la Hongrie, de la

Roumanie, les produits agricoles de consommation courante. Dans l'ensemble de l'Europe, la concentration urbaine était déjà devenue telle, que l'équilibre entre la demande et l'offre pour les céréales, pour le bétail, se réalisait de plus en plus malaisément. Or la guerre a frappé lourdement la classe paysanne. Il est inexact et injuste de prétendre que les ouvriers des villes n'ont pas été cruellement atteints par les grandes hécatombes des fronts occidentaux ou orientaux ; mais les travailleurs des champs ont payé, selon toute vraisemblance un plus atroce tribut : l'on s'est aperçu, au bout de quelques mois, qu'il fallait des métallurgistes dans les usines, et au bout de plusieurs années seulement, qu'il fallait des laboureurs dans les plaines. L'idée que la guerre serait courte a exercé ici sa désastreuse influence, comme en tant d'autres domaines.

Lorsque les ordres de mobilisation furent lancés, des millions et des millions d'hommes, qui procuraient à la collectivité le pain, les légumes, la viande, quittèrent les exploitations foncières. Les travaux furent suspendus totalement ou partiellement, et là même où les femmes s'efforçaient de s'adapter aux tâches masculines, elles ne pouvaient fournir qu'un rendement inférieur. Dans la plupart de nos départements, de vastes espaces

restèrent en friche, et les mêmes faits purent être constatés dans les divers pays belligérants. L'abandon de la terre ne devait pas se restreindre, au surplus, à la durée de la campagne.

Quand on a établi le compte des soldats morts ou disparus, on a pu calculer que parmi eux, il y avait des centaines et des centaines de milliers de travailleurs ruraux. L'Europe n'était déjà pas trop riche de ces petits propriétaires, de ces fermiers, de ces métayers, de ces journaliers, qui, pour de maigres profits ou de minces salaires, alimentaient les populations. Ses champs sont aujourd'hui plus désertés que ne furent jamais les champs de l'empire romain, aux heures de la décadence, sous la double menace d'un fisc insatiable et des invasions barbares périodiques.

Les morts dorment dans les immenses nécropoles, qui demeureront comme le souvenir éternel d'une époque de barbarie et de scientifiques massacres, mais ce ne sont pas les seuls qui feront défaut aux exploitations rurales. Des hommes des villes aussi sont tombés par effectifs serrés, et les travailleurs des champs sont venus les remplacer, parce que les séductions des cités — tentaculaires, selon le mot puissant de Verhaeren — se sont exercées sur eux, parce qu'ils ont cédé à l'espoir d'un labeur plus facile, d'une rémunéra-

tion plus élevée, et qu'au cours de cette longue phase de guerre, des idées nouvelles s'étaient éveillées en eux.

Déjà bien avant 1914, les économistes et les écrivains, qui se qualifiaient de moralistes, déploraient l'exode rural — soit que cet exode affaiblît le rendement agricole, soit qu'il minât peu à peu les assises de l'Etat, la discipline traditionnelle. Le phénomène s'est transformé ; il ne s'agit plus seulement de migration, mais la classe paysanne tend à disparaître dans de vastes superficies de l'Europe. Qui donc ne perçoit la gravité de cette notation ? Qui donc ne mesure à leur valeur les conséquences immédiates ou lointaines que cette réduction brusque des contingents de cultivateurs comporte pour le régime, dans l'ordre économique comme dans l'ordre social ?

Les conditions de l'industrie elles-mêmes ont subi des changements profonds. Dans le monde entier, elle a atteint à une activité sans précédent, mais cette activité, durant quatre années et plus, s'est concentrée presque exclusivement autour des fabrications de guerre.

Deux catégories de production, la production métallurgique et la production chimique se sont intensifiées, surtout à partir de 1915, au point d'absorber la plupart des forces vives des nations.

Car les transformations que nous avons observées chez nous, se sont opérées aussi bien ailleurs, et en d'égales proportions. L'Allemagne et l'Autriche ont procédé comme la France et l'Angleterre. Non seulement des ouvriers ou des employés, qui jusque-là avaient exercé des professions différentes ont été versés dans les usines d'engins et de munitions où ils ont fait un apprentissage rapide et où ils ont perdu plus ou moins les qualités techniques antérieurement acquises, mais encore le développement continu de ces usines, qui surgissaient sous la pression des besoins militaires, jusqu'au fond des campagnes, dans le plateau Central, ou dans les vallées pyrénéennes ou dans les landes bretonnes, contribuait chez nous à ce déracinement des ruraux dont je parlais plus haut. Il n'y eut plus, en France et ailleurs, qu'une seule industrie qui était l'industrie de guerre. Elle a grandi sans trêve et sans limite, parce que la consommation des canons, des obus, des grenades, des gaz asphyxiants, augmentait elle-même sans cesse, parce que les Etats mettaient des capitaux presque inépuisables à la disposition de quiconque créait une fabrique, et que les profits étaient à la fois abondants et assurés. Une richesse factice se constituait.... Cette prospérité devait être naturellement sans avenir et même

sans lendemain, car elle correspondait à une minute de l'histoire — à une minute heureusement fugitive. Mais chacun s'ingéniait à en saisir sa part. Les conséquences de ce formidable rassemblement de forces allaient s'exercer avec brutalité au lendemain de la signature de l'armistice.

L'industrie de guerre — d'où sont issues tant de fortunes nouvelles et qui a coûté si cher aux finances publiques — ne s'est pas bornée à appeler à elle des masses d'hommes qui, jusque-là, s'étaient livrés à d'autres activités ; elle a groupé des effectifs croissants de femmes. On peut dire que durant les cinq dernières années, le rôle de la femme dans la société s'est extraordinairement amplifié, au point de déborder tous les cadres jusque-là tracés.

Le propre du régime capitaliste avait été, comme on l'a montré maintes fois, de désorganiser la famille. Les moralistes se plaignent de la dissociation de celle-ci ; ils remontent rarement jusqu'aux causes véritables qui sont d'ordre économique. Les écrivains français et anglais de la fin du XVIII[e] siècle et surtout du début du XIX[e] nous ont enseigné comment, grâce aux innovations de l'outillage et à l'utilisation des énergies mécaniques, un personnel nouveau et de forces réduites, que l'on payait moins cher et qui avait des exigences

moindres, a pu être mis en œuvre. Les grandes enquêtes ordonnées outre-Manche sur les débuts du grand industrialisme, celle de Villermé, qui est classique chez nous, ont analysé ce phénomène. On prit d'abord les femmes ; on prit ensuite les enfants : les uns et les autres offraient plus de docilité et se contentaient de rétributions de famine. Il fallut que la classe ouvrière acquît la conscience d'elle-même, se défendît par sa discipline et arrachât les premières lois de protection, pour que les plus odieux abus de l'origine fussent atténués.

Mais l'emploi des femmes et des adolescents alla pourtant augmentant à travers la seconde moitié du XIXe siècle et les études professionnelles indiquent qu'on les rencontrait dans presque toutes les catégories du labeur, même les plus rudes. Il n'est pas surprenant que l'industrie de guerre ait eu recours à eux et les ait embauchés par centaines de milliers ; les réglementations ne jouaient plus ; expressément ou tacitement les garanties élémentaires, auparavant consenties, avaient été suspendues. Les statistiques officielles nous montrent la progression du recrutement qui s'est opéré, de 1914 à 1917, dans des effectifs qui jusque-là comptaient comme sans profession. Les campagnes fournirent ici encore un gros contingent ; les ouvrières de ferme quittèrent les

bourgades où elles résidaient pour s'enrôler dans les usines, où elles trouvaient un travail plus lucratif et plus facile, mais parmi les pires conditions d'hygiène trop ordinairement.

Tous les métiers se sont de la sorte féminisés au cours de la plus récente période. Les services de transports, les administrations publiques et privées ont dû substituer au personnel mobilisé un personnel libre d'obligations, et ils n'avaient point le choix. Les conséquences de ces initiatives si simples, et d'ailleurs dictées par les circonstances, n'apparurent pas aussitôt à tous les yeux. D'aucuns, au surplus, préférèrent ne point apercevoir la perturbation qui s'accomplissait ou se préparait ; d'autres encore estimaient que les contingents de morts ou de mutilés étant colossaux, il n'y aurait jamais assez de travailleurs de l'un ou de l'autre sexe pour occuper tous les emplois qui devenaient définitivement vacants.

Trois phénomènes ont donc concouru à bouleverser l'organisation, la répartition professionnelle dans tous les États qui ont été atteints par la guerre : la désertion de la terre, et le déracinement des ruraux ; la concentration des bras dans les usines qui travaillaient pour l'armée, pour la marine, pour l'intendance, au détriment des autres industries dont beaucoup d'ailleurs cons-

tataient une disparition totale ou une réduction très sensible des commandes ; l'irruption de la femme dans toutes les catégories de métiers. Comment aurait-on pu s'imaginer que le pseudo-équilibre d'avant-guerre se rétablirait rapidement et facilement ?

Il est douteux que l'agriculture retrouve jamais les contingents d'ouvriers qu'elle possédait jadis. Même dans les contrées — telles l'Angleterre du centre, ou la Westphalie ou la Saxe — où ces contingents étaient déjà réduits, ils se sont réduits encore. Les ventes d'immeubles, qui se produisent partout, attestent que les grandes migrations se poursuivent et qu'une masse de gens vont chercher fortune dans les centres urbains. Pour que l'humanité réussisse à se nourrir demain, dans l'impossibilité évidente de ce retour à la terre que les moralistes préconisent mais que nul ne pratique, il faut qu'elle développe largement son outillage et par lui le rendement ; il faut que la force mécanique se substitue à toute autre. Mais peut-on compter sur l'individualisme pour réaliser cet obligatoire progrès ?

Il y a pléthore d'artisans industriels, et cette surabondance s'explique par les constatations sommaires que l'on a énoncées plus haut. Et pourtant l'insuffisance de la production industrielle

est manifeste ; cette production est tombée fort au-dessous des chiffres qui la mesuraient jadis. D'une part le monde réclame en vain des articles de toute espèce, et même ceux qui correspondent aux besoins les plus simples, — car je ne parle pas ici des exigences du luxe ; de l'autre, des centaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières chôment dans chacun des Etats belligérants ; ce sont ceux qui, avec de minces indemnités, ont dû sortir des usines de guerre, et qui essaient sans succès de reprendre leurs professions d'avant-guerre ; ce sont celles qui avaient été embauchées temporairement pour remplacer les mobilisés, et que le licenciement de ces derniers a privées de leur emploi. Ce prodigieux chômage n'eût été évité que si l'industrie de paix avait battu son plein, et si elle eût pu absorber toutes les forces qui s'offraient à elle.

Mais l'écart est énorme entre l'offre et la demande de bras, comme entre l'offre et la demande de produits.

Nulle part, et c'est là une de ces particularités qui dénoncent l'imprévoyance et l'impéritie, on ne s'était préoccupé d'assurer le passage de la période de guerre à la période de paix. De même qu'on avait cru que la campagne serait courte, de même on s'était imaginé que toutes choses

rentreraient sans difficulté dans le statut normal, et que s'accomplirait une façon d'adaptation providentielle. Les conflits internationaux d'autrefois n'avaient point provoqué ces vastes migrations de salariés, ces déplacements de population à l'intérieur, et par suite, leurs conséquences n'avaient ressemblé en rien à celles que nous constatons quant à présent. Mais ni les gouvernements, ni les catégories dirigeantes de l'activité publique ne s'étaient, en 1918, souciés des lendemains. Par une extraordinaire aberration, ils transféraient le passé dans le présent, comme si le monde ne différait pas en tout du monde des siècles et même des décades révolus.

On avait donc négligé de préparer la transformation industrielle ou du moins d'élaborer un plan d'ensemble, qui assurât l'appropriation de l'outillage de guerre à des fins nouvelles. Mais ce plan d'ensemble eût-il existé, le machinisme eût-il évolué dans sa contexture, que les fabriques, où l'on convertit les matières premières en articles manufacturés, se fussent trouvées aux prises avec le plus redoutable déficit.

La guerre avait absorbé tant de cuivre, de plomb, de zinc, de manganèse, de fer, de métaux de toute importance ; elle avait exigé l'emploi de tant de substances, qu'il n'y avait plus de

stocks accumulés. Pour les constituer rapidement, ainsi qu'une sage économie l'eût requis, on eût dû intensifier l'extraction minière et les productions tropicales, auxquelles l'industrie contemporaine fait un appel croissant. Mais l'impuissance du régime déréglé, dépourvu de tout moteur central, de toute vision d'ensemble, qui s'est perpétué, a éclaté ici pour le malheur des peuples. Plus de cuir, plus de coton, plus de caoutchouc, ou pour m'exprimer avec une exactitude plus frappante, les demandes se heurtaient à des insuffisances reconnues. Le combustible manquait, et à chaque instant les exploitations risquaient d'être paralysées. Les transports par terre, par mer, par voie fluviale, étaient si rares, si difficiles, si lents, qu'on se trouvait reporté à des années et des années en arrière. La plus lamentable régression s'affirmait universellement au lendemain de la guerre et — fait plus éloquent encore et plus caractéristique — la crise de production, et toutes les conséquences sociales qu'elle comportait, s'accentuaient au fur et à mesure que l'on s'éloignait de la période des hostilités.

Il est curieux que les Européens, qui étaient au cœur même des événements, n'aient pris qu'une conscience médiocre de leur gravité. L'insouciance, le défaut de réflexion, la confiance illi-

mitée dans le hasard, qui avaient été la caractéristique des esprits au cours de la grande lutte, avaient persisté. Ils constituaient le suprême danger, et rares étaient les hommes qui éprouvaient le besoin de réagir contre une mentalité d'aventure, contre une inertie qui s'accommodaient de toutes les éventualités. Les ministres dirigeants, hormis des cas exceptionnels, affectaient de croire que l'ordre renaîtrait automatiquement du chaos, et sans qu'ils prissent les mesures indispensables. La bureaucratie persistait dans les mêmes errements, mais les méfaits de cette bureaucratie s'étaient décuplés. Jadis elle avait ralenti, affaibli les initiatives : maintenant elle les tuait. Dans le déchaînement des convoitises individuelles, qui toutes visaient à l'enrichissement facile et immédiat, nul n'osait défendre l'intérêt public. Dans un monde qui, en vertu de son principe même, repoussait, excluait toute coordination d'efforts, les chances de salut se réduisaient aux incidents fortuits.

Ni les hommes politiques d'Europe, ni les écrivains de ce continent envisagés dans leur ensemble, ne s'apercevaient que des devoirs leur incombaient et que ces devoirs se résumaient en un seul : dire la vérité aux peuples. Ils se complaisaient en des discours, en des livres, en des articles à

la langue boursouflée, qui exaltaient les résultats de la guerre, mais qui passaient sous silence les périls innombrables issus de cette guerre, et qui — dans l'hypothèse de leur prolongation et de leur aggravation continue — menaçaient encore de créer plus de morts et plus de misère.

Les voyageurs qui venaient des autres continents, qui n'avaient pas vécu cinq ans durant dans la fournaise, et qui, par suite, avaient gardé intacte la liberté de leur esprit, marquaient leur stupeur devant tant de légèreté et de désinvolture. Les étrangers, qui avaient parcouru la France à la veille de 1789, s'étaient rendu compte que l'ancien régime ne pouvait plus vivre ; ils avaient compris ce que beaucoup de Français n'avaient point prévu. De même les Américains cultivés, qui ont visité l'Europe en 1918-1919, ont éprouvé une commotion profonde à analyser sa structure économique et à constater l'affaissement qui apparaissait de toutes parts.

Un grand banquier d'outre-Atlantique, A. Frank G. Vanderlip, ancien président de la « National City Bank », publiait en juillet 1919, dans l'*American Review of Reviews*, un article d'une rare pénétration, que je ne veux ni reproduire, ni résumer ici, mais dont il me suffit d'indiquer les têtes de chapitres : l'industrie européenne arrê-

tée ; — comment peut-on payer les matières premières ? — des milliers de personnes meurent littéralement de faim ; — difficulté de trouver un marché solvable ; — l'Angleterre menacée de révolution ; — la France à la veille de l'épuisement ; — la situation tragique de l'Italie, etc.

Un autre Américain, qui occupe une très haute situation dans la finance de son pays, R. Thomas W. Lamont, associé de la banque Morgan, étudiait, en septembre 1919, dans l'*Atlantic Monthly* de Boston, les manifestations du mal qui travaillait l'Europe. Il notait la dépression du moral, la lassitude générale, la pénurie des denrées alimentaires, le déficit des matières premières, la désorganisation des transports, le discrédit des systèmes monétaires, l'énorme accroissement de la circulation fiduciaire qui entraîne inévitablement la cherté de la vie, l'insuffisance des capitaux d'exploitation et il dénonçait la permanence de l'esprit d'impérialisme. On pourrait multiplier les citations de ce genre.

La vie chère a été l'un des phénomènes les plus marquants, dans l'ordre économique, de la guerre et de l'après-guerre. Elle a paru plus significative que tous les autres, et elle a même semblé les synthétiser, parce que chacun pouvait sur l'heure en saisir les effets nocifs.

Je n'ai point l'intention de présenter ici des statistiques : aussi bien les fluctuations sont telles, qu'entre le moment où ces lignes sont écrites et celui où elles seront composées, — entre le moment où elles seront composées et celui où le volume sera broché, les cours pourront encore grandir dans la mesure la plus imprévue. J'ajoute qu'il est très malaisé, comme chacun le sait, d'obtenir, en pareil domaine, des données précises. Mais deux faits méritent d'être mis en lumière : le premier est que la majoration a été générale, qu'elle s'est manifestée aux Etats-Unis, dans l'Argentine, dans l'Afrique du sud, au Japon, comme en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Suisse et dans les contrées scandinaves ; le second est que la majoration n'a pas été uniforme partout, et que l'Allemagne et l'Autriche avant et après l'armistice, la France et l'Italie, ont été plus atteintes que les Etats neutres, l'Angleterre ou l'Union américaine. Ces constatations suggéreraient d'intéressantes déductions.

Le renchérissement de la vie — comme aussi des loyers — avait été antérieur à la guerre. Nul n'a oublié qu'en 1911, en 1912, en 1913, la condition du prolétariat s'était aggravée, parce que la consommation dans son ensemble était devenue plus onéreuse. Les doléances s'étaient élevées

de toutes parts. Les économistes s'étaient mis à l'œuvre pour rechercher les raisons de cette hausse, que rien ne semblait plus devoir arrêter ni ralentir. On avait déjà indiqué la réglementation du travail et la réduction de la journée, l'alourdissement des charges fiscales ou autres qui pesaient sur l'industrie, l'accroissement de la demande, l'augmentation des salaires. Fort peu d'écrivains avaient mis le renchérissement en rapport avec la surproduction de l'or, car, quelque étrange que cette affirmation puisse nous sembler à l'heure présente, il y avait surproduction, et l'apport croissant de l'Afrique Australe et de l'Alaska avait réduit la valeur d'échange du métal comme auparavant la surabondance de l'argent des Rocheuses et du Mexique avait limité le prix réel de celui-ci.

Mais la crise de cherté issue de la guerre, qui est restée d'abord modérée (et chacun se rappelle que les prix demeurèrent quelque temps à peu près invariables), n'a pas tardé à s'accentuer. Elle est devenue presque insoutenable au lendemain de l'armistice. Il peut paraître singulier que depuis ce moment elle ait persévéré en s'aggravant, mais seuls seront surpris ceux qui ne connaissent pas les conditions du marché moderne, ou qui n'ont pas sous les yeux les vrais motifs

du phénomène. Lorsqu'on a énuméré la réduction des forces productives — à laquelle a correspondu une demande plus large de la consommation, — l'abandon des terres labourées, le manque de matières premières, la défaillance de l'industrie, la paralysie des transports par terre et par mer, on n'a pas tout dit. Ni l'augmentation des salaires, ni l'application de la journée de huit heures ou même de journées moindres ne sauraient entrer de prime abord en ligne, car la hausse des cours a été de beaucoup antérieure aux nouvelles clauses des contrats de travail, et nulle part cette hausse n'a évolué dans les limites mêmes des majorations de salaires. Des mois se sont partout écoulés entre le moment où les prix ont brusquement bondi pour la première fois et celui où les travailleurs ont revendiqué une rétribution supérieure, et puis — et ceci suffirait à réfuter certaines thèses — les produits fabriqués ont subi des majorations moins fortes souvent que les produits agricoles. Il serait illusoire de prétendre établir un parallélisme entre les prix et les salaires. Et au surplus, les événements, qui se sont accomplis sous nos yeux, tendraient à réhabiliter la fameuse loi d'airain, que les économistes discutèrent jadis avec tant d'âpreté.

La crise de cherté est issue du mécanisme éco-

nomico-social, qu'il faut prendre comme un tout complet. Il est des moments où le capitalisme abaisse les prix de certains objets, afin d'en vulgariser l'emploi et de les imposer à la consommation. Il en est d'autres où, sentant la demande croître plus vite que la fabrication, il modifie ses conditions. Rien n'est plus mobile que ses conceptions. Il se fait souple ou exigeant, conciliant ou intraitable, selon les jours. Une grande guerre, telle que la guerre de 1914, était pour lui un formidable moyen d'emprise ou de reprise sur la société. A une heure où il se jugeait menacé par les assauts des masses, il s'est abrité derrière une législation exceptionnelle pour tirer le maximum de profits de conjonctures qui servaient ses vues. Mais ce n'est pas le lieu de nous appesantir sur ce sujet, d'ailleurs rebattu, et quelques rapports qu'il présente avec celui de ce livre. Mon propos n'est point de dresser un réquisitoire trop facile contre l'accaparement et la spéculation.

De même qu'à d'autres époques, la surproduction de la monnaie métallique a suscité une hausse continue des prix, de même la surproduction du papier-monnaie fournit l'une des explications, et non la moindre, du renchérissement actuel. Les économistes ne se sont attachés que tardivement à elle ; durant les trois premières années des

hostilités, ils ont même affecté de la négliger comme si elle était dénuée de répercussion. Peut-être leur dédain résultait-il seulement de leur ignorance, — qui se déguisait derrière des phrases pompeuses ; peut-être essayaient-ils de dissimuler leurs appréhensions, afin de ne point fournir eux-mêmes des armes à ceux qui combattaient le système capitaliste.

Faire le procès des émissions excessives, insensées, de papier-monnaie, c'est faire le procès des méthodes financières ou mieux fiscales qui ont été adoptées. Pour éviter les taxations qui eussent atteint la richesse acquise, on recourait à l'emprunt, et les émissions de billets de banque constituaient une des formes — la plus simple, la plus grossière — de l'emprunt.

Aucune distinction essentielle dans la pratique ne saurait être relevée entre les banques d'Etat proprement dites, et les banques qui sont contrôlées par l'Etat. La seule différence, c'est que pendant la guerre, les banques contrôlées par l'Etat ont réalisé des bénéfices énormes, et qui allaient à leurs actionnaires, et prélevé ainsi des dîmes pesantes sur la collectivité. Pour combattre les instituts d'émission relevant uniquement de l'Etat, on alléguait jadis qu'en temps de guerre le Trésor public aurait une trop vive tentation de s'adresser

à eux et d'augmenter gratuitement la circulation de papier. Mais les circonstances ont déterminé les ministres des finances à traiter les établissements prétendus privés comme des établissements publics ; ils n'ont cessé de modifier les limites de la circulation fiduciaire — en dépit des intérêts qu'ils étaient obligés de payer, — si bien que cette circulation, chez nous par exemple, a représenté huit fois et plus l'encaisse métallique. Le billet aurait perdu une portion croissante de sa valeur normale, s'il n'avait eu cours forcé ; mais gardant, en vertu de ce cours forcé, sa valeur normale, il a vu fléchir sa valeur réelle, sa puissance d'échange. La hausse des prix n'a fait qu'enregistrer ce fléchissement. Et ce qui prouve qu'il n'y a pas là une assertion hasardeuse, c'est que la courbe des prix, dans chaque pays, a suivi celle de l'émission, et que la France ayant utilisé une quantité de papier plus forte que celle de l'Angleterre et moindre que celle de l'Allemagne, le renchérissement a été chez elle plus marqué qu'en Angleterre, et moins accentué qu'en Allemagne.

La cherté de la vie ne tient pas à cette cause unique : l'inflation de la circulation fiduciaire, mais toute une série de facteurs ont associé leur action pour l'aggraver d'année en année, de mois en mois. Elle n'est du reste elle-même qu'un des

phénomènes qui attestent le désarroi économique de notre âge, désarroi consécutif à la guerre, mais qui n'a pas puisé tous ses éléments dans le conflit mondial, qui résulte surtout de l'affaissement du régime en exercice. Cet affaissement, la guerre ne l'a pas engendré, car les raisons en étaient préexistantes, mais elle l'a précipité : elle l'a mis en pleine lumière. Elle a démontré que le vieux mécanisme économico-social avait fait son temps, et qu'on ne pouvait plus compter sur lui pour se redresser et pour restituer à l'humanité la sécurité de l'existence.

J'aurais trop beau jeu à montrer ici que toutes les tentatives prodiguées pour rendre à l'organisme son activité normale ont échoué. Les entreprises de centralisme bureaucratique auxquelles on s'est résigné, et qui allaient à l'encontre des principes mêmes sur lesquels reposait tout le fonctionnement des rouages, ont été condamnées après une brève épreuve. On n'a pu ni galvaniser la production, ni déterminer un recul des prix : dans la structure du moment, les convoitises individuelles ou les appétits de catégories mettent en échec les prescriptions qui se fondent sur l'intérêt collectif. D'avance le maintien des formes anciennes d'appropriation contrecarrait toutes les initiatives, qui battaient timidement en brèche les

dogmes routiniers. Les majorations de salaires, que les ouvriers obtenaient par des grèves réitérées, n'amélioraient pas leur sort, parce que le lendemain, les détenteurs de l'outillage productif et les intermédiaires augmentaient d'autant, et même d'un peu plus, leurs exigences. Si bien que la crise, au lieu de s'atténuer, est destinée à empirer toujours. Ceux qui s'imaginent la dissiper en un an ou en cinq ans, sans travaux profonds, et en respectant ce qui est, sont les plus dangereux des utopistes. Le conservatisme est désormais la plus chimérique des doctrines sociales. Les nerfs du vieux monde ont été coupés ; il n'est plus qu'un corps disloqué et tassé sur lui-même, qu'anime comme par prodige le souvenir d'une vie évanouie.

Les socialisations ou mieux les étatisations partielles sont à l'ordre du jour : l'Allemagne et l'Autriche les ont mises à l'étude. Elles peuvent constituer des moyens fiscaux, c'est-à-dire procurer au trésor des ressources supplémentaires, mais on ne saurait les tenir pour un remède à la situation. Celle-ci est telle, qu'elle ne comporte plus de transactions, et que c'est l'application d'un plan nouveau qui s'impose. Les expériences eussent été utiles, et peut-être efficaces, lorsque le système économique n'avait pas encore fait

la preuve de sa caducité. Elles auraient maintenant ce double inconvénient de compromettre le régime futur tout en laissant inerte le régime ancien. La guerre a tué certaines possibilités et ses effets immédiats ont imposé aux hommes l'obligation de dresser un plan méthodique, qui abolisse d'un seul coup toutes les causes de faiblesse et qui crée une vitalité nouvelle. Les industries socialisées, qui s'érigeraient dans la structure capitaliste, participeraient à la déchéance de celle-ci et n'apparaîtraient que comme des pis-aller transitoires. La coexistence de deux principes aussi dissemblables que la socialisation et l'appropriation privée n'engendrerait qu'incohérence, anarchie, trouble matériel et moral. Dans l'état présent, la socialisation n'équivaudrait qu'à un déplacement de l'appropriation privée et ne servirait que ceux qui en combattent l'idée fondamentale.

Ce sujet mériterait d'être plus amplement étudié — mais il n'est pas celui que je me suis assigné ici, — et je ne l'ai évoqué que pour montrer l'impuissance du monde à se libérer de ses angoisses danss on cadre vétuste. La « vague de paresse » qu'on a dénoncée, et qui procède à la fois de la lassitude de la guerre et de l'hostilité du prolétariat pour un statut qui lui interdit l'émancipa-

tion, n'est qu'un terme injurieux qui couvre un phénomène décisif. S'il est prouvé que la classe ouvrière ne fournit plus le même rendement que jadis sous un régime qui n'a pas évolué, ce n'est pas la classe ouvrière qu'il faut condamner. Lorsque le système servile commença à décliner, parce qu'il était dépassé par les besoins des sociétés, d'aucuns flétrirent non l'esclavage, mais les esclaves qui se dérobaient à la tâche assignée. Cependant ce fut l'esclavage qui disparut, et d'autres rapports économiques surgirent, qui préparèrent une production accrue. De même aujourd'hui, on accuse la vague de paresse, sans se demander pourquoi tant d'hommes et tant de femmes, auxquels on a rendu hommage durant les années de guerre, ne déploient plus le même effort. Il y a là un fait social et de la plus haute portée. Il concorde, avec les autres que j'ai déjà signalés, à démontrer que l'humanité risque de périr d'inanition, en dépit des prodigieuses découvertes de la science, devant les possibilités accumulées de richesses, si elle se complaît à perpétuer les institutions mortes, si elle ne comprend pas que l'histoire est faite d'étapes successives, et que la crise sanglante a clôturé une étape.

L'organisation industrielle, l'organisation économique générale, qui a depuis un siècle, depuis

un siècle et demi, stimulé, intensifié l'activité des nations, se dresse comme une barrière à tout progrès futur. Elle n'est plus qu'une banquise, qui obstrue l'accès de la mer libre, et si notre époque subit de telles angoisses et nourrit de telles espérances, c'est que chacun a le sentiment distinct ou confus que l'heure est venue, où les peuples veulent franchir l'obstacle....

VII

L'AFFAISSEMENT MORAL

Au lendemain de toutes les grandes crises, et dans les périodes de bouleversements profonds, les plus basses passions se sont d'ordinaire donné libre cours. Rien n'est plus explicable. Les hommes sont heureux d'avoir échappé aux catastrophes, d'avoir pu vivre, alors que tant d'autres mouraient ; étreints par la pensée du péril futur, ils veulent épuiser, tandis qu'il en est temps, les jouissances que la vie peut encore leur offrir. Les historiens de l'antiquité ont tous enregistré ces constatations d'une psychologie élémentaire. Jamais la noblesse et le clergé de France ne versèrent plus ouvertement dans le libertinage des mœurs, qu'à la veille de 1789. Alors que leur prestige déclinait déjà avec rapidité, ils précipitaient leur discrédit en étalant leur luxe, leur goût du plaisir, leur indif-

férence à la moralité vulgaire. Chacun voulait s'enrichir rapidement, afin d'égaler en faste les grands traitants, et chacun acceptait de s'enrichir à n'importe quel prix : par la fraude, par le pillage organisé, par les trafics les plus scandaleux, parce que les deux ordres privilégiés avaient perdu tout scrupule, et plus encore qu'au temps de la Régence, affectaient la forfanterie du vice.

Après Thermidor, quand la révolution semble expirante et que les ci-devant reprennent toute leur audace, c'est l'orgie du Directoire. Ceux qui ont redouté, tant de mois, la guillotine, et qui se sont soustraits aux incarcérations et aux condamnations, se livrent aux plus invraisemblables excentricités. Le costume du temps, à lui seul, indiquerait la mentalité régnante : partout l'on rit, l'on danse, l'on chante avec une étonnante absence de soucis. Le relâchement des mœurs, qui sévit dans les milieux dirigeants, rappelle celui qui s'exerça dans les États italiens de la Renaissance.

L'époque que nous vivons diffère de toutes les autres, car nous ne sommes pas seulement au lendemain d'une crise, nous sommes entre deux crises et nul ne se dissimule — je l'ai dit plus haut — que la guerre a été la préface du bouleversement plutôt que le bouleversement lui-même. Le gaspillage, le mépris des besoins d'autrui, le déchaî-

nement de l'égoïsme, les convoitises illimitées, le dédain de l'intérêt public, la rupture des conventions tacites entre les individus, l'oubli de l'avenir, l'attachement frénétique aux joies présentes ; telles sont les caractéristiques du moment. Il faudrait la phrase pleine et ramassée d'un Thucydide pour les décrire en termes appropriés.

Le monde a traversé comme un prodigieux accès de folie dans les journées qui ont suivi l'armistice. Il semblait que la paix ne dût jamais revenir, que les tristesses de la guerre se reproduiraient à l'infini, que les hommes seraient désormais, de toute éternité, en lutte avec les hommes. L'idée que le canon ne tonnerait plus, que les communiqués officiels ne paraîtraient plus, que les champs ne seraient plus des champs de bataille, semblait chimérique, monstrueusement vaine aux foules. Plus elles aspiraient à la fin de leurs angoisses, et plus elles désespéraient de la voir survenir. On avait pris l'habitude du deuil, de la souffrance, des privations, du danger toujours imminent, de la mort suspendue sur chacun. La clôture des hostilités fut une surprise, et certains se demandèrent si elle n'était pas un rêve. Puis quand on se rendit compte que pour un laps de temps au moins, les régiments ne monteraient plus à l'assaut et qu'il y aurait repos et répit le

long de la ligne de feu, des millions d'êtres humains s'abandonnèrent à une joie enfantine, comme s'ils venaient de renaître, comme si une vie nouvelle s'ouvrait dans l'histoire de l'univers. Mais cette joie, dans son principe, était trop juste et trop saine pour qu'on la discutât. Elle n'était pas démoralisatrice ; elle se révélait comme la détente d'une humanité qui avait été comprimée, broyée, martyrisée durant les années les plus tragiques, selon toute évidence, que l'on eût connues.

Mais ce n'est point à cette exaltation de l'individu, enfin rendu à lui-même, que je fais allusion. La gaieté débordante n'est point la corruption ; elle peut s'accommoder de la probité, de la simplicité et n'exclut pas le sentiment de la justice sociale. Ce qui a marqué notre époque, c'est précisément l'indifférence à l'honnêteté publique et privée, l'insolence des parvenus, l'avènement d'une nouvelle, étroite et hautaine oligarchie à la domination de l'Etat.

Les rapines de guerre ont toujours été la source des grandes fortunes. Les banquiers de la Restauration et de Juillet tiraient leur splendeur des fournitures du Directoire et de l'Empire. Il est rare qu'une exploitation industrielle ou commerciale vaille à celui qui la dirige un enrichissement rapide. Deux générations au moins sont, d'habitude,

nécessaires pour constituer une véritable accumulation de millions. Les cinquante-deux mois de la lutte sanglante ont modifié la répartition des capitaux avec une célérité et une violence sans précédents. Les adjudicataires de l'Etat en tous pays, ceux qui se chargeaient de lui assurer les canons, les munitions, les denrées alimentaires, ont concentré entre leurs mains des sommes fabuleuses. L'impéritie de ceux qui traitaient avec eux, et qui, pressés par la nécessité, souscrivaient aux pires conditions, facilitait la mise en coupe réglée des budgets. Contre des assaillants qui ne reculaient devant rien, les deniers publics étaient bien mal défendus. Ainsi s'accomplit un des plus gigantesques transferts de biens dont on puisse se souvenir. La guerre a équivalu partout à une révolution, à une révolution accomplie au profit d'une infime minorité et dont la masse du peuple payait les frais.

Mais ceux qui étaient, de la sorte, passés de la médiocrité ou de la simple aisance à une condition économique dominante, entendaient user de la puissance conquise. Ce sont eux qui ont donné au monde, en Italie comme en France, en Allemagne comme en Autriche et en Hongrie, le spectacle de leurs folies. Les jouissances grossières et bruyantes étaient leur fait.

Ils s'étaient enrichis par des moyens honteux ; leur appétit d'argent était tel, que les personnages de Balzac et de Zola, auxquels ils ressemblent parfois par tant de côtés et qui évoluent aussi en pleine société capitaliste, nous paraissent petits, effacés, mesquins à côté d'eux ; mais nantis de leurs profits, ils se ruèrent vers les plaisirs, et leurs allures contrastaient étrangement avec la gravité des temps.

Ce n'est point un tableau des mœurs de cet âge, que je prétends tracer ici. J'évoque seulement cette démoralisation, parce qu'elle mesure plus ou moins l'affaissement de la structure sociale. De la catégorie un peu spéciale des nouveaux riches, elle a gagné de proche en proche. La prospérité exceptionnelle des petits théâtres, des cafés-concerts, des lieux de distraction et d'exhibition, quels qu'ils soient, est le signe matériel de ce phénomène. La pauvreté de la littérature, de tous les arts, de tout ce qui est intellectualité, juge notre époque. Alors que tant d'industries chôment, celles qui s'adressent aux besoins les moins élevés de l'homme n'ont jamais marqué autant d'activité.

Le monde chante, rit, et danse devant la prodigieuse transformation qui se réalise, qu'il sait menaçante pour certains, dont il ne soupçonne pas l'accomplissement quotidien. Incertain du

lendemain, il étreint le présent. En tout temps, ce sont les autocraties dirigeantes qui ont imposé à la masse leurs goûts, leurs allures, leurs modes, j'écrirais presque leurs passions.

Lorsque d'aucuns accusent la classe ouvrière de vouloir le gain à tout prix et de ne songer qu'à la jouissance immédiate, ils oublient que l'exemple vient de haut. Ce n'est point la classe ouvrière qui a pris l'initiative de la kermesse ininterrompue qui se déroule sous nos yeux. La vague de paresse, dont on a tant parlé, n'est pas sortie des usines, mais d'autres immeubles et qui ne sont point situés dans les quartiers pauvres des grandes cités.

Pendant les années de guerre, une poignée d'hommes ont enseigné aux autres que la corruption, l'intrigue, le mépris des scrupules, triomphaient de toutes les difficultés. Non seulement, ils ont pu entasser l'argent, mais encore ils ont profité impunément de leurs fortunes acquises dans le pillage ; non seulement, ils sont restés impunis, mais ils savaient d'avance que leur impunité serait garantie et que la puissance publique ne châtierait pas leurs actes. Nantis d'une partie abondante de la richesse nationale, ils ont pu se soustraire à tous les devoirs civiques, et en particulier se libérer de l'obligation fiscale. Parce qu'ils avaient des coffres pleins, ils ont exercé

sur l'État l'emprise la plus funeste, pesé sur le gouvernement, asservi la presse. Toutes les couches sociales ont été progressivement infectées, atteintes par le double appétit du gain et du plaisir vulgaire.

Les procès qui ont été instruits en certains pays, contre les profiteurs de guerre, et qui, comme par aventure, ne visaient jamais que des comparses, nous ont révélé déjà un des aspects les plus hideux du monde où nous vivons. Ce qu'on devine est plus inquiétant que ce que l'on sait.

Rien n'a plus discrédité le régime social aux yeux de la masse que cette démoralisation issue du jeu de ses rouages. Il a perdu la façade qui en imposait à tant de gens, et révélé sa véritable nature. Lorsque les peuples ont renoncé à toute estime, à tout respect, pour ceux qui manient les affaires publiques, les institutions sont menacées. Il se trouve que l'impuissance de la classe dirigeante à restaurer l'équilibre financier et à rétablir la production s'est affirmée à l'heure même où cette classe étalait ses convoitises, son luxe et ses vices. Cette coïncidence n'était pas indifférente....

VIII

LES CHANGEMENTS DANS LA STRUCTURE SOCIALE

La guerre et ses conséquences immédiates ont profondément remanié la structure sociale. Dans chaque pays, celle-ci comportait une série de couches superposées aux délimitations plus ou moins tranchées ; parfois l'on passait de l'une à l'autre par des dégradations insensibles ; parfois aussi la frontière était brutalement tracée ; et les différences, que l'on considérât les moyens d'action, les possibilités de subsister, les modes de vie, éclataient à première vue. Il y avait des pays où l'ancienne noblesse avait prolongé son pouvoir, et d'autres où elle avait presque totalement disparu, en faisant place à une aristocratie nouvelle qui, à la longue, avait consolidé sa position et fixé ses prérogatives. A cet égard, la Hongrie, certaines parties de la Prusse ou de l'Angleterre,

ou de la vieille Autriche, offraient des dissemblances notables avec la France ou l'Italie ou la Suisse ou l'Amérique. La prédominance ou la disparition progressive de l'élément rural jouaient aussi un rôle éminent, lorsqu'on comparait les contrées les unes aux autres. Mais elles présentaient toutes ce trait commun, et même quand l'industrialisme n'y avait pas encore produit tous ses effets, de compter des effectifs prolétariens puissants, — c'est-à-dire des masses d'hommes qui demeuraient sans propriété, et qui, par suite, tombaient nécessairement sous la tutelle d'autrui. C'est ce prolétariat qui a grossi démesurément pendant la guerre, tandis que les catégories possédantes se resserraient sur elles-mêmes.

On distingue communément la grande propriété terrienne qui, même après la révolution française et toutes les transformations issues de celle-ci, avait conservé une place dans le monde ; la grande bourgeoisie, qui a saisi la domination dans l'ère du machinisme, des chemins de fer et des banques, soit dans la période intermédiaire du siècle passé ; la bourgeoisie moyenne et la petite bourgeoisie — qu'il n'est pas toujours aisé de séparer l'une de l'autre, encore que la première ait le plus souvent tenté de se rapprocher de la grande bourgeoisie, et que la seconde soit sans trêve sous la menace

de la prolétarisation. C'est dans cette moyenne bourgeoisie et dans cette petite bourgeoisie, qu'on classe d'ordinaire les hommes des professions libérales, les fonctionnaires, les retraités ou les petits rentiers. Mais les derniers événements ont attesté combien cette classification était arbitraire.

J'ai dit que les catégories possédantes s'étaient repliées sur elles-mêmes. Le phénomène de la concentration de la richesse, que le marxisme a projeté en pleine lumière, qui a donné lieu jadis à de si vives discussions entre disciples de Marx lui-même (qui a oublié la controverse Kautsky-Bernstein ?) s'est affirmé, depuis 1914, avec une force singulière. D'énormes accumulations de capitaux se sont créées aux mains d'un petit nombre de bénéficiaires. Et il est très vrai sans doute, qu'il y a eu des profiteurs de guerre de toute dimension, que les uns ont entassé des dizaines de millions et que les autres se bornaient à former des fortunes moyennes, mais pour apprécier l'ensemble des faits, il faut se demander à combien de ruines ont correspondu ces enrichissements, combien de personnes ont perdu leur avoir, pour d'autres qui ont décuplé ou centuplé le leur, combien parmi celles qui vivaient jusque-là de profits ou d'intérêts ont dû rechercher des appointements ou des salaires, et surtout quelle portion des biens meubles,

ou immeubles, — de l'outillage général, a été monopolisée par une oligarchie.

Dans les contrées où la concentration capitaliste s'était opérée de longue date, en vertu même des progrès économiques réalisés, elle s'est accentuée en cinq ans autant qu'elle l'avait fait en cinquante. C'est le cas de l'Angleterre et de la France. Dans les contrées où elle n'avait pas atteint au même degré de puissance, elle s'est accélérée au delà de toute attente ; c'est le cas de l'Italie et des pays neutres : Espagne, Suisse, Suède, Norvège, Danemark, qui ont bénéficié des besoins des belligérants. Chacun de ces États neutres mériterait une monographie, mais elle ne vaudrait d'être écrite que si nous possédions des données capables d'y mesurer avec précision les changements intervenus.

La période de guerre a partout hâté le processus de décomposition et de reconstitution sociale — on voit en quel sens j'emploie ces termes — dont les phases décisives antérieures avaient été les séries 1840-1848 ; 1860-1870 ; 1896-1910. Elle a joué le rôle d'une cataracte dans le cours d'un fleuve. Tandis que jusque-là le rassemblement des richesses d'un côté, et la prolétarisation de l'autre, s'étaient effectuées avec une sorte de lenteur méthodique, c'est une étape brusque qui

s'est présentée, et la dépossession violente de quantité de gens a coïncidé avec la formation d'une ploutocratie à laquelle le passé ne pourrait rien comparer.

La noblesse terrienne — et j'entends par là la vieille aristocratie qui avait survécu à l'ancien régime, et qui tirait ses revenus de l'exploitation du fermage et du métayage — avait décliné sans répit depuis trois quarts de siècle. En France, c'était depuis 1789 qu'elle était tombée en décadence, et la vente des biens nationaux lui avait porté le coup mortel, et son retour de fortune, sous la Restauration, n'avait été que précaire, puisque la révolution de Juillet l'avait ramenée au point où elle était en 1814. La grande propriété subsistait encore dans certains départements du Centre et de l'Ouest, mais avec une influence de plus en plus limitée dans l'ordre politique et social.

En Angleterre, le développement de l'industrialisme et l'abolition des taxes sur les céréales avaient ruiné la domination exclusive des landlords. Les remaniements successifs de la loi électorale avaient mesuré la décadence de leur autorité. Des couches nouvelles d'hommes étaient parvenues au pouvoir, et les grosses fortunes n'étaient plus exclusivement réservées aux détenteurs de milliers d'acres.

En Allemagne et plus spécialement dans la vieille Prusse, ce domaine privilégié des hobereaux, la féodalité terrienne se défendait âprement, parce que jusqu'au temps de Bismarck, elle avait détenu la prépotence sociale. Mais la transformation économique de l'État, qui a commencé au traité de Francfort pour s'accentuer surtout après 1890, a été désastreuse pour elle. Plus l'évolution cheminait, et plus cette caste sentait péricliter sa souveraineté. Elle avait beau garder ses biens-fonds, et même les accroître : la richesse immobilière ne tenait plus le premier rang et les fortunes des barons de l'acier, ou de la soude, ou du charbon, grossissaient autrement vite que celles des junkers dont les champs produisaient le blé, le seigle, le maïs ou la betterave. Guillaume II lui-même — et ce fait était caractéristique — ne choisissait plus uniquement ses ministres, ses chanceliers dans cette catégorie étroite où les Hohenzollern avaient si longtemps recruté leurs serviteurs. Prenez les derniers conseillers de la monarchie : ils viennent, du moins pour le plus grand nombre, d'autres milieux. Bethmann-Hollweg ne sortait pas de la même origine que Bismarck. Dernburg et Helfferich sont issus de la haute banque. Le kaiser avait, dit-on, pensé à Ballin pour le mettre à la place où Bulow

avait siégé tant d'années. Rien ne montre mieux le recul de cette noblesse terrienne qui avait été l'assise inébranlable du trône prussien. Je n'ai cité que quelques exemples, mais je pourrais en évoquer bien d'autres.

La guerre a prodigieusement hâté la déchéance sociale de la grande propriété rurale : non point qu'elle ait provoqué un morcellement de la terre, car si l'on excepte les pays où des mesures concertées ont été prises pour donner, aux paysans, l'illusion d'une révolution — la Pologne et la Tchéco-Slovaquie par exemple — il y a eu concentration et non dislocation. Les terres des millions de paysans qui ont été tués — et l'on n'exagère pas en écrivant des millions — ont été s'agréger aux grands domaines déjà formés. Si des transactions immobilières très nombreuses ont été partout enregistrées, en 1919, par le fisc qui y trouvait son compte, elles ont abouti à une diminution significative du nombre des propriétaires.

Mais c'est sous un autre angle que j'envisage la déchéance de la grande aristocratie terrienne. Quelques bénéfices qu'elle ait pu réaliser depuis 1918, en profitant de la majoration des cours, elle ne pourrait comparer sa prospérité à celle de l'aristocratie industrielle. Des fortunes agraires se sont accrues et consolidées, mais nulle part

elles n'ont atteint aux entassements de capitaux qu'on signale ailleurs. Toutes relations réservées, la propriété rurale a marqué une régression sensible — énorme même parfois — de prestige politique et de richesse, au regard de la propriété mobilière.

J'ajoute que dans certains pays, il y avait un lien étroit entre la noblesse terrienne et le haut militarisme. Ce lien était surtout visible en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais il apparaissait souvent aussi dans l'Europe de l'Ouest et cette noblesse a participé à la diminution de crédit qui, au lendemain d'une guerre si longue, si sanglante, si coûteuse, a frappé les oligarchies militaires. Les phénomènes d'ordre moral et d'ordre économique ont ici coïncidé.

L'effacement de la noblesse terrienne a laissé en général la place libre à la grande industrie et à la haute banque qui sont devenues les suzeraines omnipotentes de l'Etat. Les agrariens, incapables de jouer un rôle par eux-mêmes, se sont ralliés à elles, et après avoir longtemps défendu leur indépendance et leur prestige, ont accepté une position subalterne.

La primauté est désormais passée sans discussion aux maîtres de forge, qui détiennent partout le rang réservé en d'autres temps aux usi-

niers du textile. La domination des métallurgistes s'est substituée à celle des filateurs, et c'est la métallurgie qui apparaît comme l'activité fondamentale. La guerre a été, pour ses dirigeants, une admirable occasion d'expansion et de rançonnement ; ils auraient profité de la paix comme de la guerre, si le désarroi économique ne sévissait pas dans le monde. Ils commandent à la circulation financière comme aux échanges, si bien que les établissements de crédit et d'innombrables branches du commerce sont tombés sous leur tutelle. Une puissante armée d'ouvriers a travaillé sous leurs ordres dans les pays belligérants et aussi dans les pays neutres.

Ce n'est pas le lieu de tracer l'historique des états-majors métallurgiques en Allemagne, en France, en Angleterre, dans l'Union américaine. Ils sont infiniment plus resserrés en effectifs que les aristocraties d'ancien régime. Ils sont reliés par mille attaches aux états-majors de la banque, de l'armement maritime, des chemins de fer, car quelques centaines de familles, en chaque contrée, distribuent entre elles la gestion des grandes affaires. On naît administrateur de sociétés par actions, comme jadis on naissait archevêque ou gouverneur de province. En concentrant une part notable de la fortune publique entre les mains

d'une infime minorité, en hâtant le mouvement économique qui s'affirmait auparavant, la guerre mondiale a renforcé la grande bourgeoisie, disloqué, pulvérisé les couches intermédiaires qui séparaient cette catégorie supérieure des catégories inférieures. Les socialistes français de la monarchie de Juillet, de même que Karl Marx et Engels, qui décrivaient la structure sociale de leur temps, avaient prévu que les caractéristiques de cette société iraient toujours se précisant et qu'un jour viendrait, où une poignée d'hommes qui rassembleraient une puissance financière énorme, se trouveraient en face des sans-propriétés — la presque totalité de la nation. Il ne faut pas se laisser prendre aux statistiques qui attribuent, à tel ou à tel pays, des millions de détenteurs d'immeubles et des millions de rentiers. On néglige toujours de dire qu'on compte comme bien-fonds le « mouchoir de poche » du paysan, — journalier en même temps que propriétaire — et que le rentier à 20 francs de rente est placé dans la même colonne que le rentier à 200 000.

L'émiettement de la classe moyenne, qui a été jadis très consistante en France, en Angleterre, en Italie, dans l'Allemagne du Sud, partout où le commerce prospérait et où les professions libérales et l'administration étaient fortement repré-

sentées, est un des traits spécifiques de la période en cours.

Il est très vrai que la guerre et les conjonctures économiques qui en sont issues, ayant été favorables aux brusques changements, une minorité de personnes ont pu sortir de la classe ouvrière pour entrer dans cette catégorie intermédiaire. Des chances inespérées se sont présentées à certains qui ne disposaient d'aucun capital auparavant, et qui, pour tel ou tel motif, ont été entraînés dans la course des gros bénéficiaires. Le phénomène n'est pas nouveau, mais c'est en son ensemble que la classe moyenne mérite d'être envisagée. Et, que l'on considère la moyenne propriété terrienne, ou la moyenne industrie, ou le moyen commerce, ou les groupements professionnels qui tenaient d'elle à la fois et de la petite bourgeoisie — qui en est séparée par des gradations insensibles — elle a subi une déchéance caractéristique. Les mêmes observations s'appliqueraient, au surplus, à la petite bourgeoisie.

Au fur et à mesure que la propriété s'est concentrée pendant la guerre, toutes les catégories qui, dans la géologie sociale, se trouvaient au-dessous de la grande classe possédante, ont été spoliées avec une sorte d'automatisme. Dans le passé, la haute bourgeoisie s'enrichissait aux

dépens de la moyenne et celle-ci progressait au détriment de la petite. Ce qui constitue le fait original des dernières années, c'est que la haute bourgeoisie a aspiré, attiré à elle des portions de l'avoir public en lésant toutes les autres classes. Les exceptions, que l'on pourrait citer, ne prouveraient rien, car seule, en l'espèce, la généralité des cas offre un intérêt réel.

La moyenne et la petite bourgeoisie ont été incapables, dans l'ordre industriel, de résister à la concurrence des grandes accumulations de capitaux ; les productions, auxquelles elles s'étaient vouées jusque-là, ne prenaient plus, au regard de l'ensemble, qu'une importance très diminuée. Qu'il s'agît de la métallurgie ou des industries chimiques, ou des industries alimentaires, elles supposaient d'énormes rassemblements de fonds, une organisation qui excluait les ressources médiocres et les méthodes prudentes.

La moyenne et la petite bourgeoisie eussent pu retrouver, dans le commerce, des éléments de prospérité, mais ici intervenaient deux facteurs considérables : le premier était que les échanges, en dépit des apparences auxquelles s'attachent la masse des esprits, se sont plutôt raréfiés devant les restrictions innombrables et les difficultés des communications : le second est que la déprécia-

tion de la monnaie ou, plus exactement, de ce qui en a tenu lieu, a équivalu pour les détenteurs de titres, et pour les entrepreneurs et intermédiaires dont les recettes n'avaient pas au moins triplé, à une véritable expropriation.

Si l'on envisage les rentiers, les personnes qui vivaient de leurs dividendes et de leurs intérêts, les retraités et pensionnés de toute espèce, qui constituaient une portion notable de la bourgeoisie moyenne ou petite en tous pays, et en France spécialement, quantité d'entre eux sont passés de l'aisance à la médiocrité, ou de la médiocrité à une détresse douloureuse. Le ménage qui, avant la guerre, disposait de 15 000 francs de revenus à Paris ou encore dans les grandes villes d'Angleterre ou d'Allemagne, pouvait se juger heureux. Pour subsister, il lui faut désormais se restreindre sur toutes choses.

Le ménage qui, en 1910 ou même en 1913, possédait une rente de 3 000 francs dans un chef-lieu de canton de l'Ouest ou du Centre chez nous — ou dans les pays rhénans, ou dans la Wallonie, ou dans la haute Italie — jouissait de la sécurité. Elle lui est aujourd'hui retirée. Le vieil employé d'administration, le cultivateur fatigué et devenu inapte au travail, le petit commerçant qui vivait dans une petite commune rurale, en

France ou ailleurs, avec 1 200 ou 1 500 francs de ressources annuelles, et parfois moins, avait sa subsistance sûre : il n'est plus qu'un malheureux.

La petite propriété paysanne, dont certains vantent si haut la fortune, parce qu'elle a vu tripler, quintupler la valeur de ses produits, est loin d'avoir fait un rêve d'or. Toutes choses ont haussé pour elles comme pour les autres catégories sociales : les instruments et les vêtements ; elle vend plus cher, mais l'ensemble de la production a baissé, et ce qui atteste la précarité de son sort, ce sont précisément les ventes d'immeubles, qui se sont accumulées dans les deux dernières années. Enfin, et ceci requiert l'attention, elle ne tient plus, dans l'économie générale, la place qu'elle occupait auparavant, car nulle catégorie professionnelle ne fut plus fauchée par la tourmente.

Les professions libérales relèvent à la vérité de toutes les classes, mais on peut dire, en règle générale, qu'elles ont souffert de la guerre et de ses conséquences en une mesure particulièrement sensible. Beaucoup d'hommes de lettres, d'artistes — en quelque sens qu'on entende le mot — d'avocats, de médecins, méritaient par leurs revenus, par leur genre de vie, d'être rangés dans la bourgeoisie moyenne. Il y a eu un déclassement très apparent pour des milliers et des mil-

liers d'individus, qui n'ont pu majorer leurs ressources dans une proportion égale à la hausse des prix. Relativement heureux et aisés avant 1914, ils ont été frappés dans leurs moyens d'existence, soit que ceux-ci fussent diminués par comparaison, soit même qu'ils fussent temporairement abolis. Ils ont connu les pires détresses, et cette constatation garde la plénitude de sa valeur pour la petite bourgeoisie des arts et des lettres. Les ingénieurs, en nombre d'industries, ont pu parfois d'autant mieux obtenir des traitements augmentés, que les affaires auxquelles ils collaboraient étaient prospères, mais il n'en allait pas de même des écrivains, des journalistes, des architectes, des musiciens, des acteurs, des peintres et sculpteurs, etc. Pour ceux-ci, ils devaient se féliciter quand leur condition antérieure demeurait invariable, je veux dire lorsqu'en face du renchérissement de toutes choses, ils n'avaient pas encore à enregistrer une réduction de leurs gains.

C'est justement parce que les hommes des professions libérales, hormis de rares exceptions, n'ont pas accru leurs ressources, que la servitude morale et matérielle, où les tenait le grand capitalisme, s'abattait plus lourdement sur eux. Qu'il s'agît des travailleurs de la presse ou de ceux des

théâtres, ou des créateurs proprement dits, dans le domaine des lettres et de la musique, ils vivaient dans une dépendance d'autant plus étroite vis-à-vis des entrepreneurs et des possédants, que les occasions favorables se faisaient plus rares pour eux. Pendant cette période, ils ont compris que même s'ils semblaient prendre rang dans la bourgeoisie, ils en étaient séparés par la faiblesse de leurs moyens économiques et par la précarité de leur sort.

Le cas des fonctionnaires était, dans une certaine mesure, identique. Quantité d'entre eux s'imaginaient qu'ils ne faisaient pas corps avec le prolétariat, parce qu'ils avaient un traitement un peu supérieur au salaire du cheminot, ou de l'employé de magasin, et parce qu'ils n'encouraient pas les risques du chômage. Mais la hausse des prix a réduit leurs appointements au tiers et même au quart de leur valeur nominale. S'ils arrachaient — non sans peine — une indemnité de cherté de vie ou une augmentation de leurs mensualités, elles étaient dérisoires à côté de la majoration générale. Même pour ceux qui étaient sous-chefs de bureau ou chefs de bureau, ou qui détenaient des postes équivalents, et qui ne disposaient pas d'un avoir personnel, le problème de l'existence devenait infiniment pénible.

Et c'est ainsi que la classe possédante s'est appauvrie d'éléments nombreux, qui coopéraient à la constituer ou qui croyaient lui être solidement liés. Elle s'est désagrégée d'année en année, au fur et à mesure que des contingents abondants descendaient de couche en couche en raison de l'évolution même des choses, et finalement allaient s'agréger au prolétariat, dont ils partageaient les conditions matérielles de vie, l'incertitude et le désespoir. Concentrant la bourgeoisie par le haut, la crise a eu pour résultat essentiel de l'émietter, de la disloquer, de la précipiter en partie vers le salariat et vers la misère.

Plus les catégories dirigeantes se resserraient sur elles-mêmes, plus elles percevaient les changements qui s'étaient accomplis dans la structure sociale, plus elles discernaient la gravité des périls auxquels elles devaient faire face, et plus elles marquaient d'incertitude dans la décision. Devant la menace révolutionnaire, elles ont oscillé, comme les oligarchies qui les avaient précédées, entre la lente capitulation et la répression violente. Elles appréhendaient d'être spoliées à la fois de leurs privilèges économiques et de leur pouvoir politique, celui-ci étant intimement subordonné à ceux-là. La révolution russe, et dans une mesure beaucoup moindre, les révolutions ou les pré-

révolutions d'Allemagne et d'Autriche avaient fortement agi sur leur pensée ; elles n'ignoraient ni la vigueur de propagande qui s'attache à tout soulèvement ouvrier, ni la faiblesse des assises sur lesquelles elles s'appuyaient elles-mêmes. Leurs sentiments furent ceux que manifestèrent la noblesse anglaise ou allemande, la grande propriété terrienne espagnole ou autrichienne, en apprenant, il y a cent trente ans, que les paysans de France détruisaient les titres domaniaux et prenaient la terre. La coalition des gouvernements contre la révolution russe ressemble trait pour trait, on ne saurait trop le redire, à celle qui assaillit alors notre pays sur toutes ses frontières.

Il n'est pas douteux que pendant la période qui a précédé, et durant celle qui a suivi immédiatement l'armistice, la bourgeoisie a essayé de briser le mouvement ouvrier en consentant à des concessions plus ou moins importantes dans l'ordre matériel. C'est ainsi que du 11 novembre 1918 au 1er juillet 1919, treize États européens ont introduit la journée de huit heures, qui constituait depuis longtemps l'une des revendications prolétariennes fondamentales ; c'est ainsi que la semaine anglaise a peu à peu prévalu dans la masse des commerces et des industries ; c'est ainsi que le salaire nominal a été accru dans la

presque totalité des corporations. Devant les grandes grèves qui surgissaient par séries en Angleterre, en Amérique, en Allemagne, en France, en Belgique, en Italie, les entrepreneurs qui admettaient virtuellement leur impuissance à résister, ont accepté des conditions qu'ils eussent, dans le passé, répudiées avec fracas. Même dans les contrées où ils avaient montré jusque-là le plus d'orgueil et d'incompréhension, la Belgique et l'Espagne par exemple, ils ont éprouvé le besoin d'écouter certaines réclamations. J'ai déjà dit plus haut ce qu'il fallait penser des hausses nominales de salaires qui ne correspondaient en rien à une amélioration de l'étalon de vie.

Les possédants n'ont pas tardé à saisir que ni la réduction de la journée de labeur, ni les autres progrès de la législation, ni les majorations assurées à la main-d'œuvre ne diviseraient l'attaque prolétarienne. Le problème fondamental restait posé ; il se posait de mieux en mieux à la clarté des faits, dans les luttes quotidiennes, qui semblent parfois se localiser, garder un caractère transitoire, limité dans le temps et dans l'espace, qui sont en réalité les épisodes successifs, liés les uns aux autres, d'une même grande bataille. C'était le problème de l'organisation sociale elle-même, du maintien ou de la suppression d'une hiérarchie, — d'une

consolidation ou d'une abolition de la propriété consacrée. On nourrissait toujours des craintes analogues, et des craintes plus pressantes dans les milieux dirigeants : plus se précisait la volonté de la classe ouvrière, plus s'affirmaient son programme de transformation générale et son refus de se borner à des progrès partiels, et plus la bourgeoisie, qui n'avait désormais le choix qu'entre la déchéance totale et brutale et le combat désespéré pour la défense de ses prérogatives inclinait aux solutions de la force. A la phase de diplomatie industrielle et de fléchissement, succéda celle du redressement et de l'offensive armée.

Elle coïncida à peu près avec le milieu de l'été 1919. Chacune des grèves qui avaient surgi jusque-là avait valu des profits matériels et moraux aux travailleurs. Brusquement des mesures de rigueur sont prises partout contre les grévistes. Les gouvernements, à tout conflit nouveau, multiplient les perquisitions, les arrestations, les poursuites pour complot. L'Angleterre et l'Amérique, la crise des chemins de fer outre-Manche, la crise de l'acier et celle des mines de houille outre-Océan sont là pour illustrer cette assertion. Les corporations patronales qui ont survécu à la guerre, parce que durant la guerre, elles ont formé automatiquement des cartels d'achats, de production et de vente,

déploient une énergie renouvelée. Elles reviennent à leur antique objectif, qui était la dislocation du syndicalisme ouvrier. Cette tendance se marque particulièrement dans les royaumes scandinaves, mais elle se manifeste en pleine lumière, dans les propos tenus par le juge Gary à l'enquête américaine sur la grève de l'acier.

C'est un fait significatif que les mouvements ouvriers du second semestre 1919, même quand ils ont réussi, se sont heurtés à une ténacité imprévue des fédérations d'employeurs. Ceux-ci, en dépit de la hausse continue de la vie, se refusent à toute concession nouvelle ; ils répudient même parfois toute conversation directe avec les groupements professionnels de salariés ; ils se flattent de vaincre et de décourager toute réclamation en suspendant, le cas échéant, par le lock-out, l'activité industrielle. La crise catalane est sous ce rapport, comme celle plus localisée de l'imprimerie à Paris, pleine d'enseignements.

Non seulement, le patronat témoigne d'un esprit de combativité, qu'on ne lui avait connu ni en 1917, ni en 1918, mais encore il s'efforce de revenir sur les réformes réalisées. La campagne contre la journée de huit heures n'est pas plus violente en France qu'en Angleterre, en Belgique, en Allemagne ou en Suisse. On rend la législation

responsable de la limitation du rendement manufacturier, comme si cette limitation n'était pas de beaucoup antérieure à la mise en œuvre de cette mesure nécessaire d'hygiène sociale.

Au surplus, c'est sur tout le front, et par les moyens les plus divers que la bourgeoisie s'attache à infliger un échec et à imposer une régression au prolétariat. Elle ne ménage pas plus ses coups au socialisme qu'au syndicalisme, car elle nourrit à leur égard les mêmes appréhensions et la même hostilité, et durant cette seconde phase, les hommes providentiels, qu'elle acclame dans l'Europe occidentale ou centrale, reçoivent d'elle de pleins pouvoirs pour dompter la menace révolutionnaire. Blessée dans son orgueil, lésée dans ses intérêts, troublée dans ses espoirs, frappée dans l'essentiel de ses privilèges, elle désirerait à tout prix se soustraire au péril qui l'enveloppe de tous côtés. Elle a repris la mentalité de ses aïeux de 1848 et de 1849, mais elle se rend compte qu'elle n'a plus les mêmes chances de succès, parce que le prolétariat est incomparablement plus dense et plus puissant, parce que la crise économique est beaucoup plus générale et plus grave, et parce qu'elle-même ne recrute plus, en dehors de la catégorie possédante proprement dite, que des appuis incertains, précaires et onéreux. Si les

techniciens, un peu partout, passent à la cause de la rénovation par le syndicalisme, si le contingent des socialistes grandit avec une célérité inattendue, elle ne demeure pas indifférente à son isolement économique et politique. Elle voudrait instituer un terrorisme pour se doter de l'assurance qu'elle a perdue, mais la volonté n'est pas le pouvoir.

IX

LA CLASSE OUVRIÈRE EN 1919

La guerre a d'abord porté la dislocation et le désespoir dans le prolétariat. Bien que les théoriciens du socialisme et du syndicalisme eussent dénoncé le conflit armé comme la conséquence logique, quasi inévitable du choc des impérialismes, les masses avaient espéré qu'il serait reculé de génération en génération. Ni l'affaire de Bosnie ni celle d'Agadir n'avaient provoqué la rupture suprême. Jusqu'à la dernière heure, en juillet 1914, les travailleurs restèrent persuadés qu'une négociation conjurerait la collision.

L'Internationale ouvrière n'avait pas eu la force d'imposer le respect de la paix. Il apparut que ce grand organisme n'avait ni créé un centre d'informations commun, ni doté les salariés d'une pensée unique, ni convaincu les gouvernements de sa

puissance. Le parti socialiste et les syndiqués d'Autriche et de Hongrie, qui eussent dû les premiers entrer en ligne, puisque l'ultimatum du cabinet de Vienne avait été le premier acte, déclarèrent qu'ils étaient incapables de résister au courant du chauvinisme. La social-démocratie allemande et les groupements professionnels, qui cheminaient de concert avec elle, se laissèrent duper par Bethmann-Hollweg, — et les éléments réformistes, qui tremblaient devant la machine impériale, entraînèrent les autres. L'Internationale fut réduite à des tronçons nationaux : presque partout, l'Italie faisant seule exception, l'antagonisme des classes céda la place à l'« union sacrée » des combattants. Les ouvriers des divers pays belligérants s'entre-tuèrent sur les champs de bataille ; les partis socialistes et les fédérations d'industrie, qui la veille avaient proclamé leur solidarité à travers les frontières, fournissaient des corps d'armée aux deux combinaisons adverses.

Ce fut un moment tragique entre tous dans l'histoire du prolétariat universel, un moment dont il faudra un jour écrire l'histoire lorsque nous posséderons tous les documents. L'ordre de mobilisation sembla détruire l'œuvre d'un quart de siècle. Il ne disloqua pas seulement l'Internationale, dont les assises venaient de crouler ; il détermina en chaque pays le fléchissement des organisations

ouvrières, qui se vidèrent en quelque sorte de leur contenu, et qui, privées de force matérielle, transformèrent leur mentalité.

En France, en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, en Italie, partout, des centaines de milliers, des milliers de travailleurs étaient appelés sous les drapeaux et le plus grand nombre perdaient le contact avec les groupements où ils étaient inscrits dans le passé. Les minorités, qui demeuraient à l'intérieur, et qui représentaient naturellement les éléments les plus âgés et les moins audacieux, restèrent longtemps privées de toute action. La proclamation de l'état de siège, l'institution de la censure, l'interdiction des réunions publiques les réduisirent à la passivité.

A la vérité cette inertie totale du prolétariat ne fut point durable. Dès 1915, des indices du renouveau se manifestèrent et des individualités, puis des fractions socialistes ou syndicalistes, étroites mais résolues, s'efforcèrent de ranimer le vieil esprit en même temps que de travailler au raccourcissement de la guerre. Je n'insisterai pas ici sur les difficultés de la tâche qu'elles entreprirent, car ici encore il y aurait toute une histoire à écrire : celle de la reconstruction des organismes ouvriers nationaux et de la restauration de l'Internationale. Le long combat, qui se déroula — en Allemagne entre les Social-démocrates de l'ancien parti et les

Indépendants, en France entre les majoritaires et les minoritaires des deux tendances, en Angleterre entre le gros du Labour Party et l'Independant Labour Party, constitua un épisode grave et passionnant entre tous des annales du prolétariat.

L'Internationale n'est pas encore, à la fin de 1919 (1), reliée dans une armature unique et solide, puisque la 3e Internationale s'oppose à la 2e, que dans celle-ci coexistent des éléments qui s'excluent les uns les autres, et que des partis demeurent en suspension entre la 2e et la 3e. L'unité de la pensée socialiste et syndicaliste n'est pas encore rétablie dans les pays qui furent belligérants et pourtant le prolétariat a retrouvé toute sa force combative : il est même plus redoutable pour la classe possédante qu'il ne fut jamais.

Il a reçu les leçons de la guerre, et les souffrances qu'il a subies de 1914 à 1919 l'ont incité à scruter plus profondément le mécanisme de l'État. Il a compris qu'il ne pouvait demeurer indifférent ni à la gestion des affaires intérieures, ni à la conduite de la diplomatie. Lorsqu'on compare le degré d'organisation politique, syndicale, coopérative, auquel il a atteint, et celui qu'il touchait en 1913, l'écart

(1) Je me borne à décrire, sans ajouter aucun commentaire, la situation telle qu'elle se présente en Novembre 1919.

est énorme. Il est plus saisissant encore quand on rapproche ces deux dates : 1er novembre 1918 et 1er novembre 1919.

Dans tous les pays belligérants ou neutres, le recrutement des partis socialistes et des syndicats s'est accompli au cours de ces douze mois avec une étonnante rapidité. Dans certaines parties de l'Europe il y a eu quintuplement et même décuplement. Les trade-unions britanniques et les fédérations libres — c'est-à-dire social-démocratiques — d'Allemagne, montent respectivement à 5 1/2 et à 7 millions d'adhérents. La C. G. T. française en accuse 2 1/2 millions. Il s'agit ici de contrées fortement industrialisées, mais les royaumes scandinaves, la Hollande, l'Italie, l'Espagne manifestent une concentration corporative non moins accélérée et non moins remarquable. Des catégories professionnelles, qui jusqu'ici s'étaient tenues à l'écart de tout mouvement, et qui répugnaient à s'associer à celles qui, d'ancienne date, pratiquaient la solidarité ouvrière, ont rompu leur isolement. C'est ainsi qu'en France les travailleurs du spectacle et les employés de banque, qui avaient longtemps subi leur sort en silence, ont lié leurs efforts à l'action des métallurgistes, des imprimeurs et des mécaniciens. Un formidable courant a emporté les fonctionnaires de tout rang — dans les postes, dans l'enseignement,

dans les finances, — vers la grande Centrale Nationale, dont ils embrassent désormais les doctrines.

Les partis socialistes ont remporté dans les scrutins successifs des avantages significatifs, même lorsque le nombre des mandats acquis n'a pas correspondu à l'effectif des voix recueillies. Victorieux en 1918, Lloyd George a été depuis lors battu à chaque scrutin partiel, et le Labour Party a exercé sur les résultats une influence prépondérante. Les 2 400 000 suffrages, qui constituaient son lot à la consultation générale qui suivit immédiatement l'armistice, lui promettaient pour un avenir proche des succès retentissants. Les élections communales d'octobre 1919 ont consacré sa force. Les socialistes de Suisse, de Belgique et surtout d'Italie ont enregistré, dans le dernier trimestre de cette même année, des victoires qui mesuraient la poussée prolétarienne : toutes les grandes villes du Piémont, de la Lombardie, de la Vénétie, de la Toscane, de la Romagne, ont envoyé à la Chambre de Rome des députés qui avaient souscrit au programme le plus intransigeant, et qui avaient mission de préparer la subversion du régime en vigueur. En France, si les élections du 16 novembre ont réduit le groupe parlementaire socialiste et accru la représentation de la droite, le parti socialiste avait en réalité gagné des centaines de milliers de suffrages

en exposant un plan d'action qui se caractérisait par une complète franchise doctrinale. En Suède et en Bulgarie, la croissance de la fraction socialiste a été telle, qu'elle a mis en péril la stabilité de la monarchie, ébranlé à fond la structure sociale. En Autriche, en Tchéco-Slovaquie, le socialisme détient une partie de la puissance publique : ce n'est point à dire que cette collaboration au gouvernement — qui fonctionne aussi au Danemark, en Belgique, qui a fonctionné ailleurs — ait servi la cause prolétarienne, car il n'est pas malaisé de montrer qu'elle refrène le cheminement de la classe ouvrière, mais elle atteste que la classe dirigeante a essayé de composer avec celle-ci, faisant alterner selon sa coutume le recours à la force et la négociation diplomatique. Cette coopération des catégories sociales aux prises n'est, au surplus, partout que temporaire : elle ne marque qu'un armistice entre une phase de lutte et une autre phase de lutte plus accentuée, l'opposition allant sans cesse croissant entre possédants et non possédants, au fur et à mesure que se concentre la propriété et que se précipite la prolétarisation.

De même que la classe maîtresse oscille entre le recours à la force et la négociation diplomatique — dans ses rapports avec le prolétariat organisé, — de même celui-ci, chaque fois qu'il accomplit

un progrès numérique ou réalise un surcroît de prestige, hésite entre l'isolement total et des alliances avec les éléments radicaux de la bourgeoisie. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les tendances entrent en lutte dans le socialisme international. Condamnée en principe par les doctrinaires et dans les congrès, la thèse des alliances n'a jamais été complètement abandonnée. La pratique du parlementarisme la favorise ; les conflits internes de la bourgeoisie, soit dans le domaine moral et religieux, soit dans le domaine fiscal, soit dans le domaine militaire, étaient propres à en prolonger la vigueur. Les termes du problème, qui se posaient devant les organisations politiques du prolétariat, s'étaient d'ailleurs déplacés peu à peu, avant qu'on n'assistât à leur renversement total.

Au début, le socialisme ne constituait dans les chambres qu'un faible groupement, qui en servant d'appoint au radicalisme bourgeois, espérait obtenir des concessions substantielles. Ce fut longtemps le cas du Labour Party. Ailleurs ce groupement était entraîné par la force des circonstances à lier son action à celle de ce radicalisme, pour combattre, dans l'opposition, l'influence de l'Église et de la grande propriété : ce fut le cas du parti ouvrier belge et de la social-démocratie suédoise. Puis vint le jour où la gauche bourgeoise se dissolvant, les

facteurs les plus avancés formèrent une minorité étroite, tandis que le socialisme conquérait de gros contingents de voix. La question fut alors de savoir non point si les socialistes coopéreraient au pouvoir avec les libéraux ou radicaux en recevant d'eux quelques portefeuilles, mais s'ils prendraient le pouvoir en livrant à ceux-ci quelques ministères pour s'assurer leur appui. Cette situation s'est présentée dans plusieurs États. Enfin une autre éventualité s'est réalisée : les socialistes et leurs adversaires disposaient de forces égales, si bien qu'aucun parti ne détenait la majorité, et qu'une concentration apparaissait comme une formule viable.

Quelques exemples contraires que l'on puisse trouver dans l'histoire la plus récente, l'antagonisme des classes, en sa forme la plus nette et sous son acception intégrale, est le phénomène qui se dégage aujourd'hui de l'examen des faits. Les coalitions qui subsistent depuis plusieurs années, ou qui se sont nouées en ces derniers temps, sont condamnées à périr. Ce n'est pas seulement parce qu'elles contredisent à toutes les idées générales qui dominent le mouvement ouvrier ; c'est aussi et surtout parce que l'ensemble des crises qui sévissent dans le monde dénoncent leur parfaite stérilité, et leur danger pour la liberté des travailleurs comme pour le salut des peuples.

Si l'on admet que les procédés anciens de gestion ne peuvent parer ni à la détresse financière, ni à l'anarchie et au désarroi de la production, ni aux menaces de guerre qui pèsent sur les Continents, il faut conclure que des méthodes nouvelles sont indispensables pour réorganiser les sociétés, et ces méthodes ne peuvent émaner du capitalisme, puisque c'est le jeu même de ses rouages qui a plongé les hommes dans tous les maux présents. Or l'expérience l'a prouvé : chaque fois qu'une classe qui monte vers la puissance s'associe aux heures décisives à des tronçons de la classe déclinante, elle est elle-même arrêtée dans son ascension. Chaque fois que le prolétariat fait leur place, dans le moment même où une révolution s'accomplit, aux fractions extrêmes de la catégorie dirigeante, si animées d'intentions louables que soient celles-ci, les socialisations, qui sont la raison d'être et le moyen normal et manifeste de la transformation, sont écartées, différées, délaissées. Regardons l'Allemagne de Scheidemann, de Muller, et l'Autriche de Renner et d'Otto Bauer : je veux bien qu'ici les chefs de la révolution aient été d'avance conquis aux solutions intermédiaires et aux mesures dilatoires et qu'ils aient négocié avec la pire réaction intellectuelle et économique : les chrétiens-sociaux à Vienne, le centre catholique et la haute banque pseudo-

libérale à Berlin : il n'en reste pas moins que les combinaisons qui ont abouti dans les deux capitales, et que répudiaient d'ailleurs les éléments radicaux du socialisme, n'ont servi qu'à préparer des retours des régimes déchus. Ailleurs les rapprochements entre les travailleurs et la bourgeoisie réformiste ne pourront que retarder l'apparition d'une structure économique nouvelle, car ce sont toujours les champions du changement qui font les sacrifices suprêmes dans ces compromis.

Mais sa mentalité évoluant, la classe ouvrière se prête de moins en moins à ces transactions séduisantes et ruineuses. Elle s'est rendu compte, depuis un an, que les augmentations de salaires n'amélioraient point son sort et que le vieux corporatisme, le trade-unionisme du milieu du siècle passé, le réformisme, laissaient toutes choses en l'état. Plus elle était tentée d'attaquer le système de la production et de la civilisation dans sa racine même, et plus elle se montrait réfractaire aux expédients et aux diversions qui finalement prolongeaient la vie de ce système.

C'est une orientation générale que je tâche de dégager ici, en laissant à l'écart les épisodes particuliers, qui sembleraient aller à l'encontre de certaines de ces allégations.

Au cours de la période du conflit mondial, tandis

que la classe possédante se désagrégeait sous la pression de phénomènes multiples, le prolétariat se renforçait dans toutes ses organisations, et en même temps, il se libérait des conceptions réformistes pour s'élever à la vision d'une société transformée de fond en comble. Il se peut que le mécontentement issu de la cherté générale, les souffrances de la guerre et de l'après-guerre, le discrédit du parlementarisme ou mieux de tout le statut politique, la détresse de l'industrie, la crainte d'une fiscalité qui s'alourdirait pour les petits, aient joué un rôle prépondérant dans cette évolution. A la vérité, elle continuait celle qu'on avait enregistrée déjà durant la seconde moitié du XIXe siècle. Jamais un courant d'idées ne grandit à ce point en un court laps de temps, lorsqu'il ne prend pas sa source dans une période antérieure. Le bouleversement mondial a été hâté par la guerre, mais les origines s'en retrouvent à l'apparition même du grand industrialisme

Les écrivains socialistes de la période qui a précédé immédiatement 1848, annonçaient une révolution prochaine, — une révolution qui ne serait pas uniquement politique, qui serait aussi sociale. Mais la plupart d'entre eux croyaient qu'elle serait accomplie par l'accord des salariés avec une fraction éclairée de la bourgeoisie : c'est en cette hypothèse

que résidait l'utopisme de leur doctrine. Elle était utopique encore, parce qu'ils attribuaient au prolétariat une force dont il était encore privé, et à la classe possédante un affaiblissement et une dispersion qui ne l'avaient pas encore frappée dans la vitalité de sa structure. Mais trois quarts de siècle sont passés, depuis que Louis Blanc, Vidal, Cabet, Pecqueur et les autres écrivaient leurs ouvrages, dont l'idéalisme généreux n'excluait point une certaine ingénuité. La concentration des capitaux et des moyens de production a été de pair avec celle des effectifs ouvriers. Le second Empire, chez nous, a complété en ce domaine, l'œuvre de la monarchie de Juillet, et la troisième République celle du second Empire, — et le cheminement de l'organisme économique a été équivalent dans tous les grands pays. Mais la guerre, par les répercussions qu'elle a engendrées, a créé plus de mouvement dans le monde qu'une longue série d'années. S'il y avait antagonisme des catégories sociales en 1913, cet antagonisme était devenu autrement violent en 1919; si la production se révélait anarchique, il y a six ans, son dérèglement est autrement manifeste aujourd'hui. Aucune révolution sociale n'avait encore éclaté dans les premières années du siècle, et plusieurs révolutions ont surgi dans le cours de la lutte armée, dont elles ont été les résultats les plus apparents.

Ce qui se dégage de toutes les études que l'on peut poursuivre sur les caractères de l'après-guerre, c'est que le régime ancien est condamné à mort. Sa prolongation serait infiniment plus surprenante que sa disparition. Il correspondait à la prédominance d'une classe, dont le prestige est sapé, dont le contingent se réduit sans trêve, — à l'assujettissement d'une autre classe, dont les effectifs et les moyens d'action sont tels, qu'un jour ou l'autre elle sera partout maîtresse du pouvoir. Cette éventualité est certaine, mais seule elle présente ce caractère de certitude, car il serait illusoire de se livrer à des spéculations sur la nature des événements révolutionnaires, qui peuvent varier de pays à pays, qui ne se réalisent jamais suivant un type unique. Et d'ailleurs l'énergie d'attaque des salariés et la robustesse des dirigeants dans la défensive ne sont pas identiques de contrée à contrée. Une erreur consisterait à croire que tous les peuples sont arrivés absolument au même stade de développement matériel et intellectuel, mais ce serait une autre erreur de croire que l'histoire de l'un de ces peuples ne réagira pas sur celle de tous les autres. De même que la crise de guerre a été mondiale, de même la subversion sera finalement universelle.

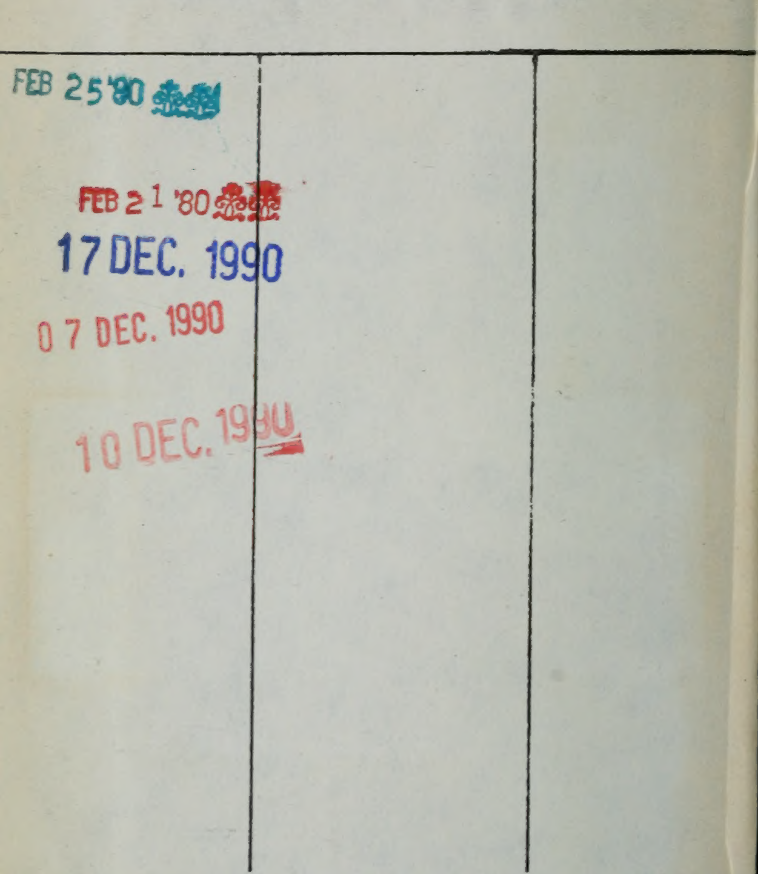
Il y a une ironie cruelle des choses. Ceux qui déchaînèrent le conflit pensèrent glorifier le mili-

tarisme, l'autocratisme, l'impérialisme : ils c
plongé l'humanité dans le deuil, accumulé les ruin
condamné des continents entiers à la misère, ma
ils ont porté le coup mortel aux principes dont ils étaient les champions. Ils auront été les fossoyeurs du régime politique et social, qu'ils avaient voulu sauver en armant les nations contre les nations. Ils ont mieux servi l'idée révolutionnaire que les communistes les plus tenaces et les plus fougueux, car ceux-ci prêchaient la révolution et ceux-là, accélérant les dislocations et les crises, ont précipité son échéance et aboli les derniers obstacles.

Paris, 5 octobre - 22 novembre 1919.

FIN

Troyes. — Grande Imprimerie de Troyes, 126, rue Thiers.


La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance
The Library
University of Ottawa
Date Due
FEB 25 '80
FEB 21 '80
17 DEC. 1990
07 DEC. 1990
10 DEC. 1990

